

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COLONISATION ALLEMANDE

DANS
L'ANCIENNE POLOGNE PRUSSIENNE
ET SES CONSÉQUENCES ACTUELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 5 décembre 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Pierre CHARTIER

Président : M. SOUCHON, Professeur
Suffragants } *MM. DESCHAMPS, Professeur*
 HITIER, Professeur

PARIS
JOUVE ET C^{IE}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COLONISATION ALLEMANDE

DANS

L'ANCIENNE POLOGNE PRUSSIENNE
ET SES CONSÉQUENCES ACTUELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 5 décembre 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Pierre CHARTIER



Président : M. SOUCHON, Professeur
Suffragants } MM. DESCHAMPS, Professeur
HITIER, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
COLONISATION ALLEMANDE
DANS
L'ANCIENNE POLOGNE PRUSSIENNE
ET SES CONSÉQUENCES ACTUELLES

INTRODUCTION

Le retour à la Pologne des anciennes provinces enlevées par la Prusse au moment des partages de 1772, 1793, et 1795 a eu pour conséquence de poser devant la nouvelle République polonaise un certain nombre de problèmes complexes; la difficulté de leur donner une solution s'est trouvée encore accrue par les clauses contenues dans le traité de Versailles et dans le traité signé entre la Pologne et les autres puissances alliées et associées.

Cette difficulté résulte de l'existence des nombreuses colonies allemandes établies dans ces provinces. En effet, depuis Frédéric II, la Prusse n'a jamais cessé de faire les plus grands efforts pour germaniser ses provinces polonaises, et elle n'a reculé devant aucun moyen pour exproprier les Polonais au profit des Allemands.

La présence d'un nombre considérable d'Allemands dans le Grand-duché de Poznan et dans la Prusse Occidentale rendue à la Pologne a mis le gouvernement polonais dans la nécessité de prendre des mesures particulières. Mais le nouvel Etat n'a pu encore les mettre toutes à exécution, par suite des nombreuses difficultés suscitées d'abord par la guerre avec les Bolcheviks, et ensuite par l'hostilité persistante des Allemands.

Dans ce travail, nous étudierons le développement historique de la colonisation allemande dans l'ancienne Pologne prussienne, son organisation, son fonctionnement et l'état dans lequel elle se trouvait en 1918, quand la Pologne est devenue un Etat indépendant.

Nous verrons ensuite les conséquences actuelles de cette colonisation, les différentes questions qu'elle soulève au sujet de la nationalité, du droit d'option, de la liquidation, du droit de rachat, etc..., et nous exposerons également les solutions données par le gouvernement polonais pour assurer sa sécurité en même temps que son unité politique.

Les documents qui nous ont servi pour cette étude nous ont été fournis dans leur plus grande partie à Paris par M. le comte Jean Zoltowski, délégué polonais à la Commission des réparations. Nous le prions de recevoir ici tous nos plus profonds remerciements.

Nous remercions également toutes les personnes qui ont bien voulu s'intéresser à ce travail, notamment M. le Comte Jean Tarnowski, M. Georges Blondel, professeur au Collège de France, et M. Martin Saint-Léon, conservateur de la Bibliothèque du Musée Social.

Enfin nous sommes très reconnaissant à M. le Dr Karasiewicz, président de l'Urząd Osadniczy, et à M. le Dr Stefan Zaleski, professeur à l'Université de Poznań de nous avoir fait parvenir de Pologne d'intéressants documents.

PREMIÈRE PARTIE

LA COLONISATION ALLEMANDE DANS L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LA COLONISATION AVANT FRÉDÉRIC II

L'histoire de la colonisation allemande dans l'ancienne Pologne prussienne ne commence véritablement qu'avec Frédéric II. Mais avant lui eurent lieu plusieurs expériences intéressantes, dont nous allons dire quelques mots.

Dès le moyen âge, les moines de Citeaux firent appel à des fermiers allemands de Souabe et de Franconie pour défricher les forêts ; de là le nom de « Hauländer » (de « hauen », abattre) donné à ces colons. On leur conférait la propriété héréditaire de leurs terres, moyennant une redevance fixe au seigneur et une dîme à l'évêque. Ils conservaient leur droit national, et étaient justiciables des tribunaux de Halle et de Magdebourg, jusqu'au jour où Casimir le Grand établit des tribunaux polonais pour les soustraire à la juridiction allemande (1).

Des bourgeois allemands furent aussi attirés en grand nombre par les souverains et par la noblesse dans les villes nouvellement fondées. Ils y acquirent une certaine influence, puisque au treizième siècle, on constate beaucoup de noms allemands sur la liste des magistrats successifs de la ville de Poznan (2). La ville de Gniezno, et la nouvelle ville de Poznan

1. Mlle Lipinska, *Le grand-duché de Posen de 1815 à 1830*, page 113. Thèse de Paris, 1911 (Arthur Rousseau).

2. Ed. Bernus, *Polonais et Prussiens, ou de la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne*. (Paris, Cahiers de la Quinzaine, huitième série, 1907, page 51.)

bâtie sur la rive gauche de la Warta étaient soumises à la loi germanique, le « Jus Teutonicum seu Magdeburgense ».

Puis cette influence disparut, les Allemands furent assimilés par les indigènes, et les noms de famille se transformèrent en noms polonais.

La colonisation reprit au xvii^e siècle. De grandes familles protestantes, comme les Gorka et les Czarnkowski installèrent sur leurs terres des Silésiens luthériens. Les Bojanowski fondèrent la ville de Bojanowo en y établissant des colons évangéliques allemands. Le besoin de colons était tel, que même les jésuites de Grudziaz (Graudenz) firent venir des protestants pour repeupler leurs terres de Kamin (1).

Après la peste de 1709, on fut encore obligé de faire appel à des Allemands autant que possible catholiques. L'évêque de Poznan fit venir des Bavares qui s'établirent en 1719. Ils étaient originaires de Bamberg, et furent de ce fait appelés « Bamberger », nom que portent encore de nos jours leurs descendants (2).

Malgré toute cette immigration, l'influence allemande était très minime avant les partages de la Pologne ; les quelques Allemands qui n'avaient pas été assimilés par les Polonais ne formaient que des îlots isolés. La situation changea à partir de la conquête prussienne.

1. Bernus, *op. cit.*, page 53.

2. Voir sur cette question : Bär *Die Bamberger in Posen* (Posen, 1882).

CHAPITRE II

LA COLONISATION SOUS FRÉDÉRIC II

I. — Historique

Frédéric II fut le premier à concevoir un vaste plan de colonisation, et à l'appliquer avec une unité de vue et une continuité remarquables. La colonisation devint sa « marotte » (1). Il en fit « une des branches de l'administration prussienne » (2). Il la fit servir non seulement à un but économique, mais encore à un but politique anti-polonais. Dans la Prusse-Occidentale qui venait d'être rattachée à son royaume en 1772, il veilla en effet à n'établir que des Allemands, et envoya les Polonais dans le Brandebourg pour les germaniser. Il eut même recours à des moyens barbares renouvelés de l'antiquité.

En voici un témoignage : « Le roi de Prusse, écrivait le Résident de Saxe le 18 mars 1791, a fait emporter de la Pologne presque 7.000 filles de 16 à 20 ans, et il exige que de chaque certain nombre d'arpents il lui soit livré une pucelle ou fille avec une vache, un lit et trois ducats en argent. » Ces polonaises avec leur dot étaient transportées et mariées dans la Poméranie prussienne. « Cette rigueur, concluait le diplomate saxon, a poussé les habitants au désespoir » (3).

Toute une organisation fut établie pour recruter les colons.

1. Beheim-Schwarzbach, *Friedrich der Grosse als Gründer deutscher Kolonien in den 1772 neu erworbenen Landen* (Berlin, 1864 p. 265).

2. Georges Blondel : *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*. (Paris, Larose, 1897 p. 355).

3. Cité par Al. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e s.*, page 206.

Des agents prussiens parcouraient l'Allemagne et distribuaient des tracts ou « avertissements » où l'on faisait miroiter des avantages extraordinaires : privilèges divers, exemptions d'impôts, de service militaire, de droits de douane. Les colons obtenaient des attelages, une indemnité de voyage, etc...

Des agences spéciales furent créées à Francfort-sur-le-Mein, à Ratisbonne, à Genève, à Amsterdam et à Hambourg. « Cette dernière était spécialement chargée d'arrêter au passage les émigrants qui partaient pour l'Amérique » (1). Frédéric II accueillait tout le monde, même ceux qui, selon l'expression de von Dohm, « avaient quitté leur pays pour des motifs peu honorables ». Il se borna seulement à expulser les Juifs mendiants, et à interdire aux autres d'habiter la campagne, « pour cette raison qu'ils ne cultivaient pas la terre et s'occupaient uniquement de commerce. » (2).

Le roi rencontra naturellement certaines difficultés : Les Etats voisins de la Prusse s'émurent de l'exode de leurs ressortissants, et édictèrent des peines très sévères contre tous ceux qui émigraient en Prusse.

Mais l'œuvre de Frédéric II fut favorisée par plusieurs circonstances dont il sut profiter à merveille. Il était sans cesse à l'affût pour découvrir dans chaque pays des causes de mécontentement susceptibles de pousser les habitants à s'expatrier.

Ainsi il apprend qu'en Saxe les impôts avaient été fortement augmentés, et étaient impatiemment supportés par les paysans. Il y envoie aussitôt des agents faire briller aux yeux des habitants les exonérations d'impôts promises aux colons en Prusse. A-t-il connaissance de persécutions religieuses dans un pays, il fait dire partout qu'il accueille toutes les religions, toutes les sectes, et que les émigrés pourront amener leurs pasteurs. Il recruta ainsi des colons dans le Palatinat et fit revenir de la Pologne russe des Allemands qui y

1. G. Blondel, *op. cit.*, page 355.

2. Karl Meyer, *Geschichte der Provinz Posen*, p. 119.

étaient installés depuis fort longtemps. Dans le Wurtemberg, les paysans sont maltraités et souffrent de l'excès des charges militaires ; il leur promet des franchises de toutes sortes.

Il profite des moindres événements pour grossir le nombre de ses colons. Il apprend que la petite ville de Grossenheim en Saxe a été détruite par un incendie, il ordonne aussitôt à ses agents de s'y rendre pour engager les habitants à venir s'installer dans son royaume (1).

Dans la colonisation il fut aidé aussi par des particuliers. De grands propriétaires fonciers, soit de leur propre initiative, soit pour obtenir des faveurs ou des titres de noblesse, établirent des colons sur leurs terres, tantôt à leurs frais, tantôt avec l'aide de l'Etat. Le roi ne se fit pas faute d'ailleurs d'exercer directement ou indirectement une pression sur ceux qui ne témoignaient pas d'un grand zèle pour la colonisation. Il employa les mêmes procédés à l'égard du clergé possesseur des biens ecclésiastiques, et sut accroître ainsi de plusieurs centaines le nombre des colonies.

II. — Situation des colons

Les conditions auxquelles les colons de Frédéric II étaient établis étaient fort diverses. Elles dépendaient surtout de la fortune du colon, ou du prix qu'il coûtait à l'Etat pour son installation.

Les colons qui s'établissaient à la campagne avaient toute une série de droits et de privilèges : exemption de service militaire, droit d'hériter de la terre de père en fils, fixation par contrat des prestations en argent et en nature, soustraites ainsi à l'arbitraire des autorités locales.

Ils obtenaient aussi généralement une exemption totale de

1. Schmoller, *Die preussische Kolonisation des 17. und 18. Jahrhunderts*, dans *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, Band 32, Leipzig, 1886.

tout impôt et de toute redevance pendant les premières années de leur installation. Ces années étaient appelées « Freijahre ». Les colons étaient des hommes libres, non soumis à la corvée personnelle. Ceux qui recevaient des petites exploitations, d'une étendue de 5 à 10 « morgen » (1) (arpents), créées en grand nombre à cette époque pour les travailleurs agricoles, obtenaient une maison toute bâtie et un champ défriché. Les colons appelés « vollbauerlich », c'est-à-dire ayant une exploitation assez grande pour se suffire à eux-mêmes, construisaient leur ferme et défrichaient leurs terres ; on leur accordait pour cela le bois de construction et 2 à 6 « Freijahre ».

Il est à remarquer qu'une grande partie des colons possédaient un petit capital. Après la guerre de sept ans, ils apportaient, outre du bétail et des instruments agricoles, une somme d'argent liquide de 70 à 100 thalers, représentant la valeur d'une douzaine de vaches. Ceux qui acquéraient des fermes plus importantes possédaient de 100 à 150 thalers. D'après les documents de l'époque les colons établis par Frédéric II apportèrent plus de 2 millions de thalers d'argent liquide et amenèrent avec eux 6.392 chevaux, 7.870 têtes de bétail, 20.548 moutons et 3.227 pores (2).

Les paysans « vollbauerlich », qui au début formaient la majorité, et plus tard encore presque la moitié du nombre total des colons, payaient une rente fixée d'avance. Les colons sans fortune devaient travailler certains jours de la semaine, moyennant le salaire usuel, dans une des fermes officielles créées par l'Etat dans les régions les plus difficiles à cultiver.

Les exploitations étaient en général groupées en villages : les terres étaient autant que possible d'un seul tenant. Lorsqu'il y avait des grandes exploitations, les fermes s'étendaient en ligne d'un seul côté de la grande route. Quand les fermes étaient peu importantes elles étaient placées par

1. Le « morgen » vaut un quart d'hectare, exactement 25,5 ares.

2. Brenning, *Innere Kolonisation*. Leipzig Teubner, 1909, p. 5.

paires l'une en face de l'autre des deux côtés de la route. Le système des fermes isolées n'a été appliqué que très rarement, par exemple dans le bassin de la Notec (la Netze).

A l'époque de Frédéric, on renonça peu à peu à réunir les colons suivant leur nationalité et on s'efforça de disséminer les meilleurs fermiers pour qu'ils puissent servir de modèle aux autres. Dans la colonie de Neu-Ansbach, près de Driesen, on trouve, notamment sur un ensemble de 125 âmes, 15 groupes de colons d'origine différente.

La situation juridique des colons a varié suivant les époques.

Du temps du Grand-Electeur ils étaient dans beaucoup de cas titulaires d'un bail à ferme ; bien que ce bail fût de longue durée (quarante ans), une partie des terres ainsi concédées est revenue dans la suite, faute de paiement, à l'Etat qui en était le propriétaire.

Au XVIII^e siècle, les colons, même possesseurs d'une petite exploitation, étaient presque tous fermiers héréditaires. Dès 1720 on renonça à percevoir un droit spécial en cas de mort. Ils avaient seulement à payer chaque année une rente *in recognitionem primi domini*.

Cette rente était garantie par une hypothèque générale sur tous leurs biens et une hypothèque spéciale sur leurs terres. En cas de mauvaise administration on pouvait les expulser de leur ferme.

Ils pouvaient au début disposer de leurs terres d'une façon presque illimitée, et on en était même arrivé à leur promettre qu'ils seraient dispensés de payer la *gabella emigrationis* en cas de départ. Cependant l'Etat se réservait le droit de refuser son assentiment si le bien était vendu à un acheteur qui ne lui convenait pas.

III. — Politique agraire de Frédéric II

Sous Frédéric II la colonisation intérieure prit des proportions jusqu'alors inconnues, et détermina en même temps

des phénomènes économiques qui nécessitèrent la création d'un système complet de politique agraire.

De nombreux colons vendirent leur exploitation pour profiter de la plus-value de la terre et allèrent s'installer ailleurs avec l'argent ainsi obtenu. D'autres, désireux d'agrandir leur domaine, réunirent plusieurs exploitations en une seule, diminuant ainsi le nombre des colonies. D'un autre côté, la liberté laissée aux colons de disposer de leurs biens amena un trop grand parcelllement de la propriété, menaçant de créer un prolétariat agricole. C'est pourquoi on fut obligé de recourir à des mesures particulières.

Pour éviter la diminution du nombre des colons, à partir de 1764, seuls les étrangers furent autorisés à acheter les terres colonisées, et le vendeur dut prouver qu'il resterait dans le pays. La réunion de plusieurs exploitations en une seule fut défendue. Les conséquences en étaient nuisibles : les familles installées sur leur propre domaine devenaient de moins en moins nombreuses, tandis que le nombre des journaliers et des domestiques ne cessait d'augmenter.

En 1779 une ordonnance interdit aux colons l'aliénation de leurs terres « tant que la première génération serait là ». Le résultat fut de rendre impossible les mesures d'exécution forcée, de sorte que le colon ne trouva plus aucun crédit. Aussi, en 1780, fut-on obligé de lui permettre d'hypothéquer ses terres, mais il devait prouver que cette hypothèque était nécessaire pour l'amélioration ou la conservation de son bien. En cas de non-paiement de la créance le créancier était autorisé à faire vendre par autorité de justice.

Enfin on remédia au trop grand parcelllement de la terre en fixant un minimum de 20 morgen (5, 1 ha.) pour chaque domaine.

IV. — Résultats de la colonisation.

Quels furent les résultats de la colonisation de Frédéric II ?
Ils furent vraiment extraordinaires, si l'on songe que le

roi, avec 25 millions de thalers, intalla deux fois plus de colons que la Commission de Colonisation de 1886 qui a disposé de plus d'un milliard de marks.

Frédéric établit dans ses provinces de l'Est 57.475 familles. En chiffres ronds le nombre total des immigrés peut être évalué, d'après Schmoller, à environ 300.000 et celui des villages créés à environ 900.

Cet énorme afflux d'étrangers fut un coup terrible pour la nation polonaise.

Frédéric II détestait les Polonais et déclarait que tous les moyens étaient bons pour lutter contre eux. Le 3 janvier 1782, dans son instruction au Kammerdirektor de Bydgoszcz (Bromberg), il l'invitait « à ne pas se laisser arrêter par quelque vain scrupule de légalité pour se débarrasser des Polonais, car un bon bourgeois allemand devait lui être plus cher que le peuple polonais tout entier » (1).

En 1776, quatre ans après l'annexion de la Prusse-Occidentale, le roi autorisa les Allemands roturiers à acquérir des biens seigneuriaux appartenant à la noblesse polonaise, ce qui était contraire aux lois en vigueur. C'est ainsi qu'en quatre années 9 domaines polonais étaient passés aux mains de bourgeois allemands dans le cercle de Bydgoszcz (Bromberg).

Frédéric II acheta lui-même des biens polonais et, d'après Bär, il consacra à cet effet 613,333 thalers en Prusse-Occidentale (2).

Il fit venir des paysans de Dessau pour propager la culture du houblon. Il s'occupa lui-même de faire connaître des procédés de culture perfectionnés, établit des fermes modèles, et distribua des récompenses aux meilleurs fermiers.

De grands travaux furent entrepris, entre autres le canal qui réunit la Brda (la Brahé) à la Notec (la Netze), faisant

1. Preuss, *Friedrich der Gross*, t. IV, p. 381. (Cité par Mlle Lipinska, *op. cit.*, p. 287.

2. Stefan S. Zaleski, *Agriculture dans la Pologne prussienne*, Fribourg-Lausanne, 1917, p. 13-19.

communiquer l'Oder et la Vistule. Ce travail qui coûta 7 millions de thalers transforma complètement la pays et fit la prospérité de Bydgoszcz (Bromberg).

Chose curieuse, les tentatives de colonisation de Frédéric II ont été très vivement critiquées par les auteurs contemporains : En France, Lamotte, dans sa description de l'année 1794, et vers la même époque Mirabeau dans son livre *De la Monarchie prussienne* attaquent violemment la politique colonisatrice du roi de Prusse, et la représentent comme une immixtion anti-naturelle de l'Etat dans la vie économique.

Dans ses Mémoires parus en 1814, von Dohm dépeint la condition des colons sous les plus noires couleurs :

« Les colons ont souvent quitté leur pays natal pour des motifs peu honorables. Ils ignorent tout de l'agriculture, et n'arrivent pas à nourrir leur famille... La plupart s'adonnent à la paresse et à la débauche, et deviennent insupportables aux habitants par leur mendicité et leurs vols ; de sorte qu'il arrive un moment où ils sont obligés d'abandonner leurs misérables huttes couvertes d'hypothèques ».

En tout cas, si l'on considère aujourd'hui les résultats de la colonisation de Frédéric II, on constate que les exploitations assez grandes pour nourrir les colons et leur famille ont particulièrement bien résisté dans le cours de l'histoire. Il n'en a pas été de même des petites exploitations dont la majorité a disparu, surtout quand elles appartenaient à des artisans exerçant un métier à côté de la culture de la terre.

CHAPITRE III

LA COLONISATION SOUS LES SUCCESSEURS DE FRÉDÉRIC II JUSQU'EN 1886

I. — Frédéric-Guillaume II

Frédéric-Guillaume II n'attacha pas la même importance que son oncle à la question de la colonisation. Néanmoins il ne l'abandonna pas complètement, et quelques tentatives furent faites pour la continuer entre 1780 et 1790, où l'on fit venir un certain nombre de Saxons.

Après le deuxième partage de la Pologne en 1793, une nuée de fonctionnaires s'abattit sur les nouvelles provinces et les mit littéralement au pillage. Les biens ecclésiastiques et les domaines de la Couronne (*starostwa*) furent confisqués et donnés à des seigneurs prussiens qui installèrent souvent des colons allemands, jouissant de certains avantages matériels.

La confiscation des biens polonais après l'insurrection de 1794 fut l'occasion de trafics scandaleux auxquels prirent part le ministre Hoym et le fils du chancelier Goldbek. Dans la Prusse-Méridionale, 241 domaines représentant une valeur de plus de 20 millions de thalers furent vendus 3 millions et demi de thalers, mais sans aucun résultat pour la colonisation (1).

En vertu d'une ordonnance royale de 1796 il était interdit à tout propriétaire foncier de céder ses biens à des Polonais,

1. Voir Komornicki, *La Pologne en Occident*, p. 178. Voir aussi : Le « Livre Noir ». *Die wahren Jacobiner im preussischen Staat; Ueberall und Nirgends*, 1801.

sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce fût sans une autorisation spéciale.

Mais cette mesure restrictive ne produisit, en raison des circonstances, presque aucun effet (1).

II. — Frédéric-Guillaume III

Sous Frédéric-Guillaume III la colonisation reprit avec plus d'ampleur et avec des moyens financiers plus importants, mais le roi s'occupa plutôt d'améliorer et de consolider les colonies antérieures que d'en créer de nouvelles (2). Il dépensa à cet effet 16.500 thalers par an sur les revenus de la région de Poznan, et dans l'espace des dix premières années de son règne, malgré les guerres de Napoléon, il donna une subvention extraordinaire de 2 millions de thalers. Il fit venir des bords de la Sprée des ouvriers pour les travaux publics, et offrit à ceux qui voulaient rester dans le pays de nombreux avantages. Beaucoup d'Allemands, surtout des Wurtembergeois, répondirent à cet appel.

Contrairement à Frédéric II, qui ne voulait pas dépenser plus de 400 thalers par famille de colon, Frédéric-Guillaume III ne reculait pas devant la dépense.

D'après Nothardt, il dépensa 1.180.250 thalers pour installer 1.111 familles auxquelles il fournit 51.439 arpents de terre. Selon Holsche (*Geographie und Statistik von Südpreußen*) on créa à cette époque, dans le seul cercle de Poznan, 13 colonies comptant 109 paysans et 32 familles de domestiques, en tout 700 personnes. Les dépenses s'élevèrent à 142.267 thalers.

Pendant l'occupation de la Pologne par les Français le pays s'endetta d'une façon énorme. La richesse des propriétaires fonciers, qui provenait de l'exportation du blé en Angleterre, se trouva détruite par suite du siège de Dantzic et

1. Beheim-Schwarzbach, *op. cit.*, p. 446.

2. Pour l'historique de la colonisation sous Fréd. Guil. III, nous avons recours aux données de l'ouvrage précité du D^r Stefan Zaleski.

du Blocus Continental. Le blé fut consommé gratuitement par les troupes et les seigneurs se trouvèrent privés de leurs revenus. Habitué à mener une vie large et fastueuse ils ne surent pas restreindre leurs dépenses et empruntèrent à des taux exorbitants. Dans les territoires occupés par la Prusse l'administration exploita habilement la magnificence et la générosité excessives de la noblesse. « Zastaw sie a postaw sie » (Hypothèque ta propriété, mais continue à paraître) dit le proverbe polonais.

Les nobles suivirent cette maxime et eurent recours sans défiance aux facilités d'emprunt données par le gouvernement prussien qui préparait ainsi leur ruine.

En quelques années les hypothèques s'élevèrent à plus de 10 millions de thalers. Les débiteurs ne pouvant rembourser leurs dettes, les terres étaient vendues aux enchères et acquises par des Allemands.

Rien que dans le grand-duché de Poznan les propriétaires fonciers s'étaient endettés pour 6 millions de thalers. De 1806 à 1815 les intérêts de ces créances n'avaient pour ainsi dire pas été payés. Après le rattachement du grand-duché de Poznan à la Prusse les créanciers, pour la plupart des banquiers berlinois, eurent la possibilité de faire vendre. Aussi à cette époque de nombreux biens polonais, comme les terres de Swarzedz, Wielen, Opalenica-Grodzisk, etc., furent acquises par des Allemands, qui seuls avaient les ressources nécessaires pour les acheter.

Heureusement le gouvernement prussien ne profita pas de cette situation pour continuer l'œuvre anti-polonaise de Frédéric II. Frédéric-Guillaume III était très hésitant sur la politique à appliquer à l'égard des Polonais ; il fut d'abord plutôt bienveillant. En 1807 il refusa d'adopter les idées du Conseiller de Légation Gruner qui, dans un mémoire, demandait la suppression par tous les moyens du peuple polonais.

Gruner réclamait la condamnation à mort des nobles polonais coupables d'avoir servi Napoléon, et la confiscation de leurs biens. Ceux qui auraient la vie sauve devaient être

frappés d'amendes considérables. Tous les Polonais devaient payer des impôts exorbitants.

On obtiendrait ainsi une grande baisse du prix de la terre et l'Etat pourrait racheter à bon compte de nombreux domaines où l'on installerait des colons allemands (1).

En 1816 le Général Grollmann rédigeait également un mémoire pour réclamer de nouveau des mesures d'exception anti-polonaises.

Il ne fut pas écouté davantage, et le roi nomma comme Président supérieur du grand-duché (Oberpräsident Zerbini di Sposetti. Ce dernier était assez populaire, et la droiture de son caractère lui avait valu d'être emprisonné par Hoym pour avoir dénoncé les scandaleux trafics de ce ministre. D'une famille d'origine italienne et catholique, il n'avait pas la haine foncière de tout bon Germain luthérien contre les Polonais.

Il fut en réalité le véritable gouverneur du grand-duché, bien que le titre en fût porté par le prince Antoine Radziwill.

Ce prince était allié à la maison régnante par sa femme, la princesse Louise de Hohenzollern, nièce de Frédéric II. Il avait su rester sympathique aux Polonais, tout en étant très bien vu dans les milieux purement allemands. Le ministre Stein le tenait en grande estime.

Sa nomination fut accueillie comme un gage d'union et de liberté, mais malgré son titre de Statthalter il n'avait que des pouvoirs extrêmement limités. Le plus clair de ses attributions était de distribuer des décorations.

C'est grâce à Zerbini di Sposetti que les Polonais purent se relever de la terrible situation économique et financière où ils se trouvaient. Pour faire cesser les ventes forcées des terres hypothéquées, et ouvrir des crédits aux propriétaires fonciers, on créa en 1821 « La Société de Crédit Foncier pour le grand-duché de Poznan ».

Cette société comprenait 67 Polonais et 7 Allemands. Le

1. D' Kurt Schottmüller, *Der Polenaufland 1806-1807*. Posen, 1907, p. 59.

Conseil d'administration était élu par les sociétaires. Le gouvernement lui prêta sans intérêt, pour la durée de son existence, la somme de 200.000 thalers, mais stipula en même temps qu'après 1828 la Société ne pourrait plus faire de nouveaux prêts. Jusqu'à la fin de son existence, en 1877, elle conserva son caractère national et fut la première organisation économique polonaise dans les territoires prussiens.

Après 1830 on revint à la politique de colonisation de Frédéric II. Son principal artisan fut Henri von Flottwell, nommé en décembre 1830 Président supérieur du grand-duché.

Administrateur fort habile, il eut toujours comme idées directrices les principes du général Grollmann et du conseiller Gruner, mais il sut les appliquer avec tact et sans provoquer aucun trouble (1).

En 1830, le gouvernement prussien fut très inquiet du soulèvement de la Pologne russe contre le tsar et craignit que ce mouvement ne se propageât sur son territoire. Une fois l'alarme passée, il en profita pour lutter contre les Polonais avec une vigueur nouvelle.

Aussitôt nommé Flottwell mit sous séquestre les biens des Polonais qui, au nombre de 12.000, étaient allés combattre en Russie. Par suite des grands sacrifices matériels qu'elle avait faits pour soutenir la cause de l'insurrection, la noblesse polonaise s'était de nouveau endettée, et ses revenus se trouvaient encore diminués par la baisse du prix des produits agricoles.

Le Président supérieur vit là une occasion de réduire cette noblesse qu'il considérait comme le rempart du polonisme.

Sur le rapport du général Grollmann, et en vertu d'une ordonnance royale du 13 mars 1833, fut créé le premier fonds de colonisation destiné à acheter les biens polonais vendus par autorité de justice. Flottwell eut ainsi à sa disposition

1. Voir l'histoire qu'il a écrite lui-même de son administration à Poznan : *Denkschrift über die Verwaltung der Provinz Posen vom Dezember. 1830 bis 1841.*

1 million de thalers qu'il utilisa exclusivement pour atteindre un but politique : la destruction de l'élément polonais. Il mérita ainsi d'être appelé par Bismarck « le père spirituel de la loi de 1886 » (1).

Pour obtenir la terre à meilleur compte il fit multiplier les ventes forcées en obligeant les institutions de crédit à réclamer le paiement de leurs créances hypothécaires et à refuser toute nouvelle avance de fonds. Il acquit ainsi 30 biens seigneuriaux qu'il revendit à des Allemands, à Szamotuly, Sierakow, Kozmin, Oborniki, etc... (2).

Afin d'augmenter l'influence allemande dans la province, il fit venir des ouvriers allemands pour exécuter des routes et des ouvrages militaires et émancipa les Juifs au point de vue juridique afin de les gagner à la cause de l'Allemagne. Pour lutter contre la noblesse il s'efforça d'accroître l'importance des villes ; sur son initiative 41 villes de Poznanie obtinrent leur autonomie en vertu d'une ordonnance du 17 mars 1831. Par une autre ordonnance du 13 mai 1833 les villes nobles furent affranchies de la contribution due aux seigneurs (3).

Les biens du Trésor furent exclusivement donnés à ferme à des Allemands. De nombreux domaines furent partagés entre des paysans que l'on fit venir de l'Ouest. C'est ainsi que des colons furent installés dans les districts de Kaszlin, Chrypsek, Ryzyn, Slomow-Bogumin, Szczytno, etc.

Flottwell fut aidé dans son œuvre par la haute bureaucratie allemande qui avait des idées conformes aux siennes. Dans un mémoire écrit en 1837 (4) le conseiller de Légation Kupfer, après avoir regretté les timidités du gouvernement prussien à l'égard des Polonais, demandait que l'on se mit résolument à faire leur « conquête morale ». Pour cela il suf-

1. Adam Pragier, *Krolewsko-pruska Komisja Kolonizacyjna* (La commission royale prussienne de colonisation, 1886-1918, page 3.)

2. Zaleski, *op. cit.*, page 15-21.

3. Adam Pragier, *op. cit.*, page 4.

4. Tiré des archives secrètes et publié par le D^r Manfred Lambert dans : *Forschungen zur Brandenburgischer und preussischer Geschichte*, Leipzig 1906, page 192.

faisait d'avoir un peu de tact et de dissimulation, afin qu'on ne pût s'apercevoir des conquêtes du germanisme.

C'était déjà ce que Frédéric II recommandait à Brenkenhoff, lors de la première annexion de 1772, lorsqu'il lui écrivait « d'avancer les poteaux-frontières avec adresse afin qu'on ne s'aperçoive de rien » (Die Grenzpfähle unmerkt weiter rücken) (1).

III. — Frédéric-Guillaume IV

L'avènement de Frédéric-Guillaume IV en 1840 arrêta et même compromit l'œuvre de Flottwell. Le nouveau roi était favorable aux Polonais, et voulait se les concilier par une série de concessions.

A la suite d'une pétition du Landtag provincial il décida, par une ordonnance du 6 août 1841, que les biens achetés par Flottwell pour la colonisation pourraient être cédés aux Allemands et aux Polonais sans distinction.

En 1843, sur la proposition du successeur de Flottwell, le comte d'Arnim, le roi décida de consacrer sur les intérêts du fonds de colonisation une somme de 40.000 thalers chaque année pour la construction de routes.

Deux ans après, sur la demande du comte Stolberg, ministre des Domaines, ce fonds fut supprimé, l'argent en fut versé au Trésor, et les biens fonciers qui en dépendaient furent rattachés au Domaine (2).

Jusqu'en 1848 il n'y eut aucune tentative de colonisation malgré les multiples occasions qui s'offraient au gouvernement. Le comte Stolberg ne voulait pas acheter les biens nobles polonais sans avoir la certitude de réaliser un bénéfice. Mais la baisse du prix des produits de la terre n'était guère favorable pour entreprendre cette opération.

1. Preuss, *op. cit.*, band IV, page 52.

2. Dr. Manfred Laubert, *Staatliche Kolonisationsversuche in der Provinz Posen unter Friedrich-Wilhelm IV* dans *Ostland. Jahrbuch für ostdeutsche Interessen*, 1913. Lissa 1. p. Page 148.

Aussi le Dr Laubert, dans son ouvrage sur ce sujet, se plaint amèrement de ce mercantilisme qui entrava d'une façon considérable la marche en avant du germanisme et ne prit réellement fin qu'en 1886 avec Bismarck (1).

Après la révolution de 1848, la politique anti-polonaise recommença sous une forme nouvelle : la suppression de tout crédit pour les propriétaires fonciers.

Le gouvernement refusa à la « Société de Crédit Foncier pour le grand-duché de Poznan » l'autorisation d'émettre une nouvelle série de lettres de gage. Entre 1856 et 1858 cette société n'avait plus qu'un budget annuel de 110.000 marks et ne pouvait plus faire aucun crédit.

Cela eut un effet désastreux pour la noblesse polonaise qui avait eu beaucoup à souffrir des mauvaises récoltes de 1853 à 1856 et des fléaux de toutes sortes (inondations, pluies torrentielles, épizooties, etc...) qui s'étaient abattus sur ce malheureux pays. Elle ne pouvait se procurer du crédit en Allemagne qu'à des taux prohibitifs, car toutes les disponibilités financières étaient absorbées par l'industrie qui se développait avec une rapidité extraordinaire. La baisse du prix de la terre et des produits agricoles, causée par la crise agraire universelle de 1857, aggrava encore la situation qui fut presque désespérée.

Jamais il n'y eut autant de ventes forcées qu'à cette époque et tous les biens vendus passèrent aux mains des Allemands (2).

Enfin, par l'Ordonnance royale du 13 mai 1857, le gouvernement donna le dernier coup à la « Société de Crédit Foncier » en organisant une nouvelle société purement allemande, sous la dépendance complète des autorités prussiennes : « La Nouvelle Société de Crédit Foncier pour la province de Poznan ». En vertu de l'article 40 de ses statuts, le directeur était nommé par le roi, et les conseillers étaient désignés par

1. Dr Manfred Laubert, *op. cit.*, p. 178.

2. Dr. J. Buzek, *Historja Polityki Narodowosciowej i zadu pruskiego wobec polakow* (Histoire de la politique nationale du gouvernement prussien à l'égard des Polonais). Lwow, 1909, p. 113.

le ministre de l'Intérieur. L'article 38 donnait le droit au Commissaire du gouvernement d'annuler « toute décision qui à son avis était contraire aux intérêts de l'Etat et de la Société ». Les prêts pouvaient être dénoncés à tout moment et sans fournir de motif (1).

Dans ces conditions cette institution ne pouvait être d'aucun secours pour les propriétaires polonais dont les terres étaient convoitées par le gouvernement. Quant à l'ancienne Société polonaise elle dut se borner à terminer les opérations en cours et finit par se dissoudre en 1877.

Les résultats de la politique prussienne pendant cette période furent considérables :

D'après Buzek (2) la propriété polonaise diminua de plus de 489.000 morgen (124.842 hectares) entre 1848 et 1860, avec un maximum de pertes entre 1856 et 1858.

Dans la suite, ces pertes devinrent encore plus grandes, et pour les années 1861 à 1886 le ministre prussien Lucius donne le chiffre de 293.378 hectares achetés par les Allemands.

La grande propriété polonaise finit ainsi par se trouver en majorité détenue par des Allemands.

D'après ce même ministre, sur les 1.380.342 hectares formant la grande propriété privée en Poznanie, 723.899 appartenaient en 1886 à des Allemands, et 656.443 à des Polonais.

Pour la petite propriété la situation était renversée : sur une superficie totale de 1.055.200 hectares, comprenant 46,7 0/0 de la surface du sol, 655.700 hectares appartenaient aux Polonais, et 399.500 seulement aux Allemands.

En Prusse-Occidentale, toujours selon Lucius, les Allemands l'emportaient pour la grande propriété avec 719.948 hectares contre 257.557 aux Polonais (3).

1. Buzek, *op. cit.*, p. 114 ; Zaleski, *op. cit.*, p. 16-22.

2. Buzek, *id.*, p. 113.

3. Zaleski, *op. cit.*, p. 16-22.

CHAPITRE IV

LA COLONISATION INTENSIVE A PARTIR DE 1886

I. — Bismarck et la loi du 26 avril 1886

En 1886 s'ouvre la période de colonisation intensive qui durera jusqu'à nos jours et se trouvera unie à une politique générale d'extermination du peuple polonais.

Le prince de Bismarck fut l'âme de cette politique. Jusqu'en 1871 il traita les Polonais sur le même pied que les Allemands, car il pensa un moment à réunir la Poznanie à la Confédération de l'Allemagne du Nord ; mais après la fondation de l'Empire il changea d'idée. En 1872 il écrivait à Eulenburg : « J'ai l'impression que dans nos provinces polonaises le sol devient tellement miné sous nos pieds qu'il peut s'effondrer aussitôt qu'une politique polonaise, catholique et autrichienne se développera à l'étranger » (1).

Pour éviter ce péril Bismarck prit l'offensive et commença le Kulturkampf. Il espérait ainsi atteindre doublement les Polonais dans leur religion et dans leur nationalité ; mais le catholicisme sortit fortifié de cette lutte et les Polonais eurent pour défenseurs tous les catholiques de l'Empire.

C'est pourquoi Bismarck, aussitôt la fin du Kulturkampf, s'efforça de séparer les catholiques allemands des Polonais afin de pouvoir frapper ces derniers avec plus d'énergie.

Une série de mesures nouvelles fut annoncée. Le 14 janvier 1886, à l'ouverture du Landtag, le Discours du Trône contenait ces paroles :

1. Cité par Brenning, *op. cit.*, p. 38.

« La manière dont l'élément allemand est refoulé par l'élément polonais dans plusieurs provinces de l'Est, impose au gouvernement le droit de prendre des mesures propres à assurer l'existence et le développement de la population allemande. A cette intention, des projets actuellement à l'étude vous seront soumis, aussitôt qu'ils seront élaborés » (1).

Les discours de Bismarck à la même époque indiquèrent bientôt de quelle nature seraient ces projets. D'après le chancelier, il fallait absolument remédier à l'insuffisance numérique des Allemands dans les provinces de l'Est, et pour cela reprendre la tradition de Frédéric II et coloniser les terres polonaises, surtout les biens nobles qu'il évaluait à 650.000 hectares : « Ces 650.000 hectares dont je parle disait-il le 28 janvier 1886, si l'on y compte les landes, les bois, les terres incultivables, ne donnent en tout qu'un rapport de 15 marks par hectare, soit une rente de 5 thalers, ce qui, à 3 %, représente un capital de 100 millions de thalers. Or, on se demande, si la Prusse, dans son intérêt et dans celui de l'Etat allemand, ne pourrait pas être en état de déboursier 100 millions de thalers pour acquérir les terres de la noblesse polonaise... Du reste nous n'avons pas l'intention de causer de tort à qui que ce soit, au contraire, les biens seront payés suivant la totalité de leur valeur, et avec cet argent, beaucoup de Polonais seront heureux d'acheter de la terre en Galicie ou dans les territoires russes où ils se trouveront beaucoup plus chezeux. D'un autre côté, plus d'un préférera emporter cet argent dans l'Ouest, à Paris ou à Monaco. » (2) Et pour trouver un prétexte à ces mesures d'exception, il ajoutait : « Si nous expropriions des terres pour construire des chemins de fer, si nous démolissons tout un quartier comme à Hambourg pour faire un port, pourquoi ne pourrions-nous pas recourir à ce moyen pour nous garantir contre les troubles possibles ? La sécurité de la collectivité ne l'emporte-t-elle pas sur les intérêts particuliers ? »

1. Ed. Lefébure, *la Réforme agraire en Prusse*. Paris, 1902, p. 50.

2. Discours de Bismarck, XIII, p. 239.

Le chancelier suivait en cela l'avis du major von Tiedemann-Seeheim qui dans un mémoire avait demandé un fonds de 10 millions de marks pour l'achat de terres polonaises. » L'Etat, disait-il, pourrait en morcelant les biens achetés et en installant des paysans allemands, donner une prépondérance durable à l'élément germanique dans la province... » (1)

Bismarck n'hésita pas à décupler la somme demandée. Le 8 février 1886, il présenta à la Chambre prussienne un projet de loi destiné à mettre à la disposition du gouvernement un fonds de 100 millions de marks pour exécuter le plan proposé par Tiedemann.

Il espérait en même temps arrêter l'émigration allemande à l'étranger, dont les chiffres devenaient inquiétants (220.902 émigrants en 1881) et entraver les progrès de la Sozialdemokratie par l'établissement d'un grand nombre de petits propriétaires nouveaux à tendances conservatrices.

Le projet prévoyait que les terres seraient vendues ou données à bail. Sous l'inspiration du Dr Miquel, et probablement aussi de Bismarck, la commission y ajouta le système des « Rentengüter », c'est-à-dire la vente moyennant une rente annuelle (2).

Le 7 avril, malgré les protestations du centre catholique et de son chef Windthorst, la loi fut votée par 214 voix contre 120.

Cette loi datée du 26 avril 1886 (3) mettait à la disposition du gouvernement un fonds de 100 millions de marks pour renforcer l'élément allemand contre l'élément polonais en Prusse-Occidentale et en Poznanie par l'établissement de paysans et d'ouvriers allemands. Cette somme devait servir à acheter des terres, à couvrir les frais de première installation dans les nouvelles exploitations et les dépenses nécessaires pour le règlement des affaires communales, ecclésiastiques

1. Stanislas Posner, *la Pologne d'hier et de demain*. Paris, 1916, p. 83.

2. Voir Lefébure, *op. cit.*, p. 74.

3. *Preussische Gesetz-Sammlung*, 1886, p. 74.

tiques et scolaires de ces colonies. Celles-ci devaient être établies sur des terres appartenant déjà à l'Etat, ou achetées par lui.

D'après les articles 2 et 3, le colon pouvait obtenir un bien de l'Etat, soit à titre de locataire, soit à titre de propriétaire, en versant le capital ou en payant une rente annuelle. (Système des Rentengüter.)

D'après l'article 8, les recettes recueillies par l'Etat à titres divers, par suite de l'application de la loi, ne devaient pas figurer au budget, mais devaient être versées jusqu'au 31 mars 1907 au fonds spécial de 100 millions désigné à l'article 1. Après cette date, elles devaient faire retour au trésor.

Un rapport détaillé de toutes les opérations de colonisation devait être envoyé chaque année au Landtag (art. 11). L'exécution de cette loi était confiée à une Commission spéciale de Colonisation (« Ansiedlungskommission »), placée sous la dépendance directe du Ministère d'Etat (art. 12).

Cette commission que nous étudierons plus tard, devait se conformer aux règles suivantes :

1° Faire des achats dans les cercles où Polonais et Allemands se trouvaient mélangés, afin d'assurer la majorité à ces derniers ;

2° Dans les cercles à majorité allemande, n'acheter que les terres en danger de tomber aux mains des Polonais, ou n'intervenir que si la situation scolaire ou religieuse l'exigeait ;

3° Dans les cercles presque exclusivement polonais, profiter des occasions et acquérir de grandes propriétés, ou fonder un groupe de petites installations, pour former des centres de germanisme.

Ces règles ne furent pas toujours suivies, et dans les trois premières années, l'Ansiedlungskommission que nous désignerons désormais sous ses initiales : A. K., acheta un peu partout des terres souvent impropres à la colonisation. Plus tard, la tactique s'améliora.

De 1890 à 1894, l'A. K. ralentit son activité, car le chan-

celier de Caprivi pratiquait une politique de conciliation et d'apaisement. Mais cette politique fut de courte durée, et, après sa chute, la lutte contre les Polonais recommença.

II. — Les modifications apportées à la loi du 26 avril 1886

Les 100 millions de marks accordés par la loi du 26 avril 1886 furent bientôt insuffisants, et la loi du 20 avril 1898 (1) porta le fonds de colonisation à 200 millions de marks. Elle autorisa en même temps l'A. K. à créer avec des biens nobles polonais des domaines destinés à la noblesse prussienne. Cette mesure permit une meilleure utilisation des bâtiments seigneuriaux et introduisit l'influence allemande dans les institutions locales.

Cette loi abrogea aussi le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1886; les revenus de la colonisation durent continuer à alimenter le fonds spécial sans limitation de durée. L'A. K. devenait ainsi une institution permanente.

Les crédits pour la colonisation furent encore augmentés par la loi du 1^{er} juillet 1902 (2); ils furent élevés à 350 millions. En même temps une somme de 100 millions de marks fut mise à la disposition du gouvernement pour acheter des terres destinées à former des biens de la Couronne et des forêts domaniales dans les deux provinces où opérait l'A. K.

L'œuvre de la Commission de colonisation fut aidée par une foule de ligues, dont la plus importante fut l'Ostmarkverein, fondée en 1894 dans les circonstances suivantes:

Le chancelier de Caprivi s'étant montré libéral envers les Polonais, les Allemands de l'Est firent entendre de vives protestations, et songèrent à se plaindre à Bismarck qui vivait retiré dans sa propriété de Varzin. Il y vinrent au nombre de plusieurs milliers, en véritable pèlerinage, sous la conduite du conseiller von Kennemann. L'ancien chancelier

1. *Preussische Gesetz-Sammlung*, 1898, p. 63.

2. *Preussische Gesetz-Sammlung*, 1902, p. 234.

qu'ils appelaient le « Roland allemand » (1) leur fit des discours enflammés en les exhortant à soutenir l'honneur allemand si gravement menacé.

Guillaume II de son côté ne voulait pas paraître suspect de faiblesse à l'égard des Polonais. Le 7 septembre 1894 à Malbork (Marienbourg), et le 22 à Torun (Thorn), il déclara que « les Polonais ne pourraient compter sur sa faveur et sa sympathie que s'ils manifestaient les sentiments de véritables sujets prussiens. »

Le Major en retraite Henri von Tiedemann-Seeheim crut alors le moment propice pour fonder une société prussienne anti-polonaise; avec l'aide du Dr Ferdinand von Hanesemann et du Conseiller d'Economie rurale von Kennemann, il établit le 3 novembre 1894 les bases de l'Ostmarkverein, qui s'appela d'abord « Verein zur Förderung des Deutschtums in der Ostmark ». Cette société prit très rapidement une grande extension. En 1895 elle comptait déjà 4.500 membres, et en 1903 30.000. Au moment de la guerre de 1914 elle comprenait plus de 50.000 membres groupés dans 460 sections locales, et avait un budget de un million de marks.

Par son journal l'*Ostmark* elle exerça une très grande influence en Poznanie et en Prusse-Occidentale, et fut l'auxiliaire la plus zélée de l'A. K. L'Ostmarkverein lui indiquait les terres les plus avantageuses à acquérir, exerçait une pression sur les propriétaires allemands pour les empêcher de vendre leurs biens à des Polonais, et soutenait une foule de procès contre tous ceux qui osaient critiquer son action.

Après 1902 l'œuvre de l'A. K. devenait de plus en plus difficile. Le prix de la terre augmentait dans des proportions énormes : de 586 marks en moyenne l'hectare était monté à 801 marks en 1901. Des Allemands se livraient à un véritable chantage pour faire monter le prix de certains domaines importants en menaçant de les vendre à des Polonais si l'A. K. ne les achetait pas.

1. Franz Wagner, *Heinrich von Tiedemann-Seeheim* (dans *Ostland, Jahrbuch für Ostdeutsche Interessen*, 1913, p. 8).

Les Polonais de leur côté avaient organisé une savante résistance. L'A. K. se trouvait réduite à n'acheter des biens polonais qu'aux ventes forcées ou par des intermédiaires. Les propriétaires qui vendaient leurs terres étaient déclarés traitres à la cause polonaise. Leurs noms étaient inscrits dans un « Livre Noir » publié à Lwow. Des banques avaient été fondées pour faire concurrence à l'A. K. ; elles morcelaient des domaines et y installaient des colons polonais pour les empêcher de tomber aux mains des Allemands. En 1888 fut créée la « Banque Foncière » appelée aussi « Banque de Secours », pour venir en aide aux propriétaires endettés. En 1890 à Poznan, et en 1891 à Torun (Thorn), furent fondées deux autres sociétés foncières de morcellement. Les propriétaires fonciers organisèrent aussi des sociétés coopératives de lotissement dont le succès fut très grand, puisque de 1894 à 1912 leur nombre s'éleva à 24.

Le gouvernement prussien dès 1895 chercha à lutter contre ces sociétés en leur suscitant toutes sortes de difficultés ; mais ces mesures ne suffisant pas il demanda au Landtag le vote d'une loi dite « Loi d'établissement » et intitulée : Loi concernant la fondation de nouveaux établissements dans les provinces de Prusse-Orientale, de Prusse-Occidentale, de Brandebourg, de Poméranie, de Poznanie, de Silésie, de Saxe et de Westphalie.

En vertu de cette loi datée du 10 août 1904 (*Gesetz-Sammlung*, 1904, p. 227) quiconque, en dehors de l'enceinte d'une ville ou d'un village, voulait bâtir une maison d'habitation devait obtenir une autorisation du Président de District ou des autorités policières, suivant qu'il s'agissait d'un district rural ou d'un district urbain.

Dans les provinces où était appliquée la loi du 26 avril 1886 il fallait obtenir une autorisation du Président de Gouvernement, certifiant que l'établissement projeté n'était pas contraire au but visé par l'A. K.

En cas de refus on pouvait faire appel devant le Président supérieur de la province qui statuait en dernier ressort. Toute transformation d'un bâtiment quelconque en lieu

d'habitation était considéré comme un nouvel établissement. Les sanctions suivantes étaient prévues à l'article 20 : Toute personne qui commençait la construction d'un bâtiment d'habitation avant d'en obtenir l'autorisation, était punie d'une amende de 150 marks et condamnée à la prison. Les autorités pouvaient s'opposer à la continuation des travaux et ordonner la destruction des ouvrages commencés.

Cette loi qui avait pour but d'assurer à l'A. K. le monopole de la colonisation était étendue à 8 provinces pour empêcher que la colonisation polonaise chassée de la Pologne et de la Prusse-Occidentale ne fût continuée dans les provinces voisines.

L'administration prussienne appliqua cette loi d'une façon tyrannique : en deux ans, sur plusieurs milliers de demandes, il en fut accordé 4.

La moindre modification exécutée dans une maison était soumise à des enquêtes et à des tracasseries de toutes sortes.

Parfois l'administration accordait l'autorisation, puis la reprenait au cours de la construction du bâtiment qui restait inachevé. Elle obtenait ainsi un double résultat : le malheureux Polonais qui avait dépensé toutes ses économies pour se bâtir une petite maison était à la fois chassé et ruiné, et ses biens pouvaient être achetés par des Allemands.

Les conséquences de ces mesures étaient parfois tragiques. Tel est le cas de cet ancien ouvrier mineur qui après avoir obtenu l'autorisation de se bâtir une maison fut obligé de l'abandonner à demi-construite. Il se retira alors dans une grange avec sa famille et y installa un poêle. La police l'en fit partir. Il se creusa un trou sous terre. C'était encore un délit et il fut poursuivi ; mais lorsque la police voulut l'expulser de nouveau il tua un des gendarmes et se tua ensuite.

Les opérations des sociétés polonaises de morcellement furent naturellement rendues très difficiles, mais elles ne cessèrent pas complètement, grâce à des subterfuges qui permirent de tourner la loi.

L'effet espéré était donc manqué et il fallait trouver autre

chose. Pour éviter le transfert de la propriété allemande à des Polonais, le gouvernement prussien, par une série de mesures très ingénieuses, consolida les dettes des propriétaires allemands qui n'avaient plus ainsi aucune raison de vendre leurs terres.

En même temps l'Etat encouragea la fondation de fidéi-commis pour assurer la transmission des domaines seigneuriaux entre Allemands. En 1899, il y avait en Poznanie 43 fidéi-commis, dont 27 allemands et 16 polonais, comprenant en tout 161.210 hectares, et en 1912, 76 dont 61 allemands et 15 polonais, comprenant 204.000 hectares.

En Prusse-Occidentale ce chiffre a passé de 21 avec 85.562 hectares à 35 avec 115.000 hectares (1).

Malgré toutes ces mesures, la colonisation rencontrait de nombreuses difficultés. Les Polonais étaient devenus de plus en plus habiles à contrecarrer tous les plans de l'A. K. Le prix de la terre s'élevait toujours et atteignait plus de 1.300 marks par hectare.

L'Ostmarkverein, par la voix de son président von Tiedemann, réclama une loi permettant d'exproprier les Polonais et d'acheter leurs terres à bon compte. « Nous ne serons les maîtres, déclarait Tiedemann, que si nous possédons le sol. »

Cet appel fut entendu et en janvier 1908 le gouvernement déposa un projet de loi sur « les mesures à prendre pour renforcer le germanisme dans les provinces de Prusse-Occidentale et de Poznanie. »

D'après ce projet, les différents fonds de colonisation étaient augmentés de 300 millions de marks, et l'A. K. recevait un droit illimité d'expropriation.

Le chancelier de Bülow le défendit devant le Landtag : « Nous ne voulons pas utiliser l'expropriation pour attaquer les Polonais, mais pour nous défendre contre eux. Actuellement la situation est telle que la propriété allemande qui n'est pas garantie par des fidéi-commis va disparaître sous l'envahissement des colonies polonaises. Les Polonais travaillent

1. Zaleski, *op. cit.*, p. 27-33.

avec méthode pour ôter la prépondérance aux Allemands dans l'Est... Le gouvernement ne remplirait pas son premier devoir d'assurer sa propre sécurité s'il abandonnait son meilleur gage de sécurité, la politique de colonisation, au moment où celle-ci promet des résultats durables. Nous devons nous en tenir fermement aux maximes politiques du grand roi qui en 1772 nous rendit cette portion de territoire que nous avons perdue pour quelque temps... Il n'est plus permis à l'Etat prussien de reculer. Il nous faut exproprier les Polonais, nous sommes en état de légitime défense. »

Le projet suscita des débats passionnés. Les députés polonais soutinrent qu'il était contraire aux articles 4 et 9 de la Constitution prussienne qui assurent l'égalité des droits et l'inviolabilité de la propriété à tous les citoyens. Les Allemands répondirent que les Polonais s'étaient mis hors la loi par leurs agissements ; quant à l'article 9, s'il garantissait l'inviolabilité de la propriété, il permettait l'expropriation, lorsque l'intérêt public l'exigeait et qu'une loi en réglait les modalités.

Finalement, après de longues séances, le projet modifié par le Landtag mais respecté dans son principe, devint la loi du 20 mars 1908 (1), connue sous le nom de « Loi d'Expropriation ».

Cette loi contenait les dispositions suivantes : Le fonds de colonisation était augmenté de 125 millions de marks. Deux nouveaux fonds étaient créés à l'usage de l'A. K. L'un, de 50 millions pour acheter de grands domaines qui devaient être revendus sous forme de Rentengüter. l'autre, de 75 millions pour transformer des petites propriétés allemandes en Rentengüter, et pour installer des travailleurs allemands.

Le fonds spécial de 100 millions de marks créé par la loi du 1^{er} juillet 1902, et destiné à acheter des forêts et des domaines pour le compte de l'Etat, était porté à 125 millions de marks, et les revenus provenant de ces forêts et de ces terres devaient faire retour au fonds lui-même, au lieu d'être versés

1. *Gesetz-Sammlung*, 1902, p. 29.

au Trésor comme auparavant (art. 11). Ce fonds acquérait ainsi son autonomie et devenait permanent, par le même moyen qu'on avait utilisé pour l'A. K. par la loi du 20 avril 1898.

La plus importante disposition de la loi du 20 mars était contenue dans le paragraphe 13 de l'article premier. L'Etat avait le droit d'exproprier des terres jusqu'à concurrence de 70.000 hectares. Ce droit ne devait être exercé que dans les endroits où le germanisme était menacé, et où l'achat des terres était le seul moyen d'y remédier. L'A. K. pouvait aussi recourir à l'expropriation lorsqu'elle voulait acheter des terres qui lui étaient offertes à des prix trop élevés, même si les propriétaires étaient allemands.

Cependant il est à remarquer que ces mesures ne furent pas appliquées avant 1912, sans qu'il soit possible d'en donner la raison exacte.

Quatre terres seulement furent expropriées après cette date : 3 en Poznanie, et 1 en Prusse-Occidentale (1).

Malgré cette apparente modération, le gouvernement n'en avait pas moins une arme redoutable, dont il pouvait faire usage s'il l'avait jugé utile.

Enfin, en 1913, la Prusse fit un effort considérable, et le 28 mai était votée une nouvelle loi qui accordait 75 millions de marks au fonds de colonisation proprement dit, 100 millions au fonds destiné à transformer des petites propriétés allemandes en Rentengütén, 30 millions au fonds destiné à transformer également les grands domaines en Rentengüter, et 25 millions pour acheter des terres et des forêts pour le compte de l'Etat.

En 1914, le gouvernement voulait encore renforcer son arsenal de lois anti-polonaises, et élabora divers projets que seule la guerre empêcha d'aboutir. L'A. K. aurait eu le droit d'interdire toute vente de propriétés à des Polonais par des Allemands. Elle aurait eu en même temps le droit d'acquérir

1. Zaleski, *op. cit.*, p. 28-34. Voir aussi : Guttry, *Die Polen und der Weltkrieg*. — Munchen, Berlin, 1915, p. 177.

ces propriétés pour la valeur servant de base à l'imposition foncière.

Cette mesure d'ailleurs risquait de n'être pas efficace, car les Polonais auraient pu recourir à différents moyens, tels que la dation à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans avec paiement à l'avance des arrérages, ou tout autre convention analogue.

Enfin, même après la fin de la guerre, deux mesures concernant la colonisation furent encore prises par le nouveau gouvernement prussien :

Le 12 mars 1919 (1) une loi ôtait à l'A. K. le droit d'expropriation qui lui avait été conféré par la loi de 1908, et le 23 décembre 1919 (2) un décret-loi accordait à l'Etat un droit de préemption en cas de vente ou d'échange de tout bien foncier d'une étendue supérieure à 10 hectares. Cette dernière loi du reste a été mise en vigueur par l'Etat polonais sur les anciens territoires prussiens.

Actuellement la loi de 1886 n'ayant plus de raison d'être a été abrogée, et l'Ansiedlungs-kommission a disparu pour faire place à l'Office polonais de Colonisation, l'Urząd Osadniczy (3), qui a hérité de toutes ses attributions.

1. *Preussische Gesetz-Sammlung*, 1919, p. 51.

2. *Preussische Gesetz-Sammlung*, 1919, n° 11.724.

3. Prononcer : Oujonnt Ossadnitchi.

DEUXIÈME PARTIE

LES DIFFÉRENTS ORGANES ET LES DIFFÉRENTES SORTES DE COLONISATION

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION GÉNÉRALE ET LA LANDBANK

La plus ancienne institution officielle qui s'occupa de colonisation dans l'ancienne Pologne prussienne fut la Commission Générale de Bydgoszcz (Generalkommission zu Bromberg).

Cette commission était une des huit commissions générales de Prusse, créées en 1817, et chargées par les lois du 27 juin 1890 et du 7 juillet 1891 de faciliter le morcellement des grands domaines et la création des Rentengüter.

Elle était composée d'un président et d'un certain nombre de membres titulaires, assistés de juristes et d'experts.

Elle n'agissait pas par elle-même, mais servait d'intermédiaire entre les grands propriétaires qui voulaient morceler leurs terres et les paysans désireux d'acquérir une petite exploitation. Aux uns elle donnait des conseils sur la façon de procéder au lotissement et fournissait des plans ; aux autres elle faisait connaître les parcelles de terres à acquérir, les conditions exigées, le taux de la rente à payer, etc.

A la Commission générale était rattachée une Banque d'Etat spéciale, la « Rentenbank » (Banque de rente), dont l'intervention permettait au grand propriétaire d'obtenir tout de suite le capital de la rente qui lui était due, au moyen du mécanisme suivant : Il remettait sa créance à la Renten-

bank ; celle-ci lui donnait en échange des Lettres de rente (« Rentenbriefe », représentant vingt-sept fois le montant de la rente en obligations 3,5 o/o, ou vingt-trois fois et demi ce même montant en obligations à 4 o/o. Ces Rentenbriefe étaient négociables en Bourse comme des titres de rente sur l'Etat.

La Rentenbank se trouvait subrogée dans tous les droits du propriétaire, et percevait à sa place les arrérages de la rente due par le colon, auquel elle accordait généralement certaines facilités de paiement dans les premières années. Elle lui avançait souvent aussi de l'argent pour bâtir sa maison, ou mettre en train son exploitation.

Cette méthode satisfaisait ainsi à la fois les propriétaires qui touchaient un capital au lieu d'une rente et les paysans enfin possesseurs d'un petit domaine indépendant.

Il existait plusieurs différences entre la Commission générale et l'Ansiedlungskommission ou A. K. La première avait été fondée pour atteindre un but économique : assurer une meilleure répartition de la propriété en favorisant la création des Rentengütter. Elle ne colonisait pas par elle-même et laissait ce soin au vendeur du domaine à morceler. Aussi la nationalité des colons lui importait peu.

Au contraire, l'A. K. est un organe spécial de colonisation qui prenait à sa charge tous les frais et tous les risques de l'opération. Son but était purement politique et consistait à augmenter la prédominance de l'élément allemand en Pologne.

Cette différence entre les deux institutions eut pour résultat que la Commission générale contrecarra souvent la tâche de l'A. K. en aidant les Polonais à lutter contre l'accaparement du sol par les Allemands.

Les sociétés polonaises de morcellement, comme la Banque Ziemiński, se servirent des avantages offerts par la Rentenbank pour créer de nombreux Rentengüter polonais.

Le Directeur de la Commission générale de Bydgoszcz, Bentner, déclarait même qu'il préférerait les Polonais aux Allemands comme colons. « Les Polonais, disait-il, sont très

modestes dans leurs prétentions ; ils payent régulièrement, et si leurs revenus deviennent insuffisants, ils vont travailler dans l'Ouest pour y gagner l'argent nécessaire au paiement de leurs dettes. » (1).

Des colonies polonaises furent ainsi fondées dans le cercle de Wreschen-Rudy au milieu des colonies allemandes de Neu-Zedlitz et de Brudzewo, et nuisirent à l'œuvre de l'A. K.

Cette situation paradoxale prit fin en 1896. La Commission générale, sur l'ordre du gouvernement, obligea dorénavant les propriétaires de biens morcelés à installer une proportion très élevée d'Allemands.

Après cette date elle dut collaborer avec l'A. K. et ne fut plus, avec la Rentenbank, qu'une de ses auxiliaires.

De 1891 à 1906, furent créés en Poznanie et en Prusse-Occidentale 4.699 Rentengüter dont 2.767 polonais et 1.932 allemands. Ces biens avaient une superficie totale de 55.361 hectares et une valeur de 37.369.399 marks, soit 675 marks par hectare. Ils provenaient de 388 domaines morcelés (2).

De 1911 à 1913 inclusivement avaient été créés dans les deux mêmes provinces, 221 Rentengüter, comprenant 874 ha, provenant de 75 propriétés morcelées.

Un petit nombre seulement de ces Rentengüter furent créés par des particuliers.

Le propriétaire qui voulait morceler ses biens courait de nombreux risques. Aussi avait-il généralement recours à des sociétés foncières qui lui achetaient son domaine en bloc, et se chargeaient ensuite de le répartir entre les colons.

Au premier rang de ces sociétés se place la Landbank (Banque Foncière) fondée en 1895 à Berlin par Heinrich von Tiedemann-Seeheim et le Dr Ferdinand von Hansemann, les deux fondateurs de l'Ostmarkverein.

La Landbank s'occupait de toutes sortes d'opérations immobilières dans les provinces à l'est de l'Elbe. Elle était

1. Cité par Brenning, *op. cit.*, p. 90.

2. Voir Buzek, *op. cit.*, p. 346 et 347.

arrivée à concentrer entre ses mains la plus grande partie des affaires qui avaient pour base la propriété foncière.

Avant sa création, les opérations de ce genre n'étaient pratiquées que par des particuliers ou par quelques petites banques de province. Grâce à ses agents et à ses nombreuses succursales, la Landbank avait réussi à les supplanter presque entièrement,

Son succès tenait à différentes causes : elle disposait d'un capital important qui lui permettait de faire des opérations de grande envergure ; elle était seule à profiter des bénéfices qui auparavant se partageaient entre de nombreux intermédiaires ; enfin, elle avait dans son Conseil d'administration beaucoup de grands propriétaires fonciers, ce qui lui valait d'être avertie la première des ventes de grands domaines, et lui donnait un crédit très sérieux auprès des acheteurs éventuels de terrains.

Elle ne s'occupait pas uniquement du lotissement des terres, elle achetait également des biens fonciers pour les revendre avec bénéfice.

Au début de son activité, la Landbank morcela un grand nombre de domaines et créa des Rentengüter sans avoir recours à la Commission générale.

L'importance de son capital lui permettait de rester créancière définitive des colons qui devaient amortir leur dette en dix ans.

Beaucoup de propriétaires eurent recours à elle en raison des circonstances suivantes :

Immédiatement après la mise en vigueur des lois de 1890 et de 1891, la Commission générale s'était efforcée de créer le plus rapidement possible un grand nombre de Rentengüter. La Rentenbank avait souvent ouvert des crédits exagérés à des entrepreneurs de lotissement n'ayant aucune valeur personnelle ni aucune surface, et elle eut à subir des pertes sérieuses. Par réaction, dans les années qui suivirent, elle exigea tellement de garanties, qu'il devint très difficile d'obtenir son concours, et le chiffre de ses affaires se restreignit considérablement.

Plus tard, après bien des difficultés, la Landbank se décida à s'entendre avec la Commission générale et à travailler avec elle.

Jusqu'en 1902, la Landbank avait partagé entre des colons 23.500 hectares en Prusse-Occidentale et 24.000 hectares en Poznanie. En 1908, elle avait atteint les résultats suivants : 364 domaines d'une superficie totale de 183.663 hectares avaient été achetés, sur lesquels 176.403 hectares avaient été revendus à 4.323 colons ; 298 grandes exploitations et 2.280 petites exploitations pour paysans et ouvriers avaient été fondées ; enfin 1.654 propriétés déjà existantes avaient été agrandies, pour leur assurer un meilleur rendement, et leur permettre de se suffire à elles-mêmes.

La Landbank prit toujours le plus grand soin de n'établir que des Allemands. Elle interdisait à tous ceux qui lui achetaient des terres, et sous les peines contractuelles les plus sévères, de les revendre à des Polonais.

De plus, ces acheteurs étaient obligés en cas de revente, de spécifier les mêmes clauses d'inaliénabilité dans le contrat de vente. La Landbank se réservait aussi un droit de préemption en cas de vente des *Rentengüter*, et le conférait ensuite à l'Etat.

Néanmoins, ces précautions si minutieuses ne furent pas suffisantes, et n'empêchèrent pas un certain nombre de biens de passer aux mains des Polonais, au grand étonnement des Directeurs de la Landbank, qui n'avaient pourtant aucune imprévoyance à se reprocher (1).

Les affaires de la Landbank ont toujours été très brillantes ; avant la guerre, elle distribuait en moyenne un dividende de 7 0/0.

Cette prospérité provenait de ce que les biens possédés provisoirement par elle augmentaient régulièrement de valeur, par suite de la hausse continue du prix de la terre.

De plus, les hypothèques qui composaient la majeure partie de son actif présentaient une sécurité qui augmentait

1. Brenning, *op. cit.*, p. 104.

chaque année, en même temps que la valeur des propriétés.

Cependant la Landbank a dû parfois faire appel au secours de l'Etat. Ayant acheté de trop grands domaines et ne trouvant pas immédiatement d'acquéreurs, elle aurait été obligée de suspendre ses opérations, si l'A. K. ne lui avait racheté des terres pour plusieurs millions de marks.

CHAPITRE II

L'ANSIEDLUNGSKOMMISSION (Commission de Colonisation)

I. — Sa composition et son rôle

L'Ansiedlungskommission a été créée par l'article 12 de la loi du 26 avril 1886 pour assurer l'exécution des mesures prévues par cette loi.

La composition de cette commission a été réglée d'abord par l'Ordonnance royale du 21 juin 1886 (*Gesetz-Sammlung*, 1886, p. 159). Elle comprenait 14 membres : Les deux Présidents supérieurs de la Poznanie et de la Prusse-Occidentale, le Président de la Commission générale de Bydgoszcz, le Directeur général du département agricole de Poznan, 5 commissaires du Gouvernement délégués par le chancelier et les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture, des Finances et de l'Instruction publique, et 5 grands propriétaires des deux provinces, nommés pour trois ans par le roi.

Le siège de l'A. K. était fixé à Poznan.

Son président fut d'abord le Président supérieur de la Poznanie, Comte von Zedlitz Trutzchler. Après sa nomination comme Ministre des Cultes, le conseiller du Gouvernement Dr von Wittemburg lui succéda, et resta en fonctions jusqu'en 1898. Ses successeurs furent de 1898 à 1903 le Dr Blomeyer, de 1903 à 1908 Granisch, et enfin en 1913 Ganse.

Le Président ne possédait au début que des pouvoirs assez limités. Il avait la signature des contrats, exerçait une sur-

veillance générale, et devait en référer à la Commission pour toutes les mesures à prendre.

L'Ordonnance royale du 29 septembre 1908 (*Gesetz-Sammlung*, 1908, p. 195) rendue à la suite de la loi du 20 mars 1908 augmenta considérablement ses pouvoirs et modifia la composition de l'A. K.

Les commissaires du gouvernement étaient supprimés et deux membres devaient être nommés par le roi sur deux listes d'au moins 3 noms, établies par les conseils d'agriculture de la Prusse Occidentale et de la Poznanie.

Le président nommé par le roi parmi les membres de la Commission avait comme attributions : le choix des régions où devaient se faire les achats pour la colonisation, la fixation des prix et la signature des contrats, l'approbation du plan de partage des colonies et du prix de vente des parcelles. Il devait chaque année établir un budget et rédiger deux comptes rendus des opérations de l'A. K., l'un pour le Ministère d'Etat, et l'autre pour le Landtag. Le président convoquait la Commission et avait voix prépondérante en cas de partage. En cas de vacance de la Commission, il pouvait prendre seul certaines mesures urgentes ; enfin il était le chef de tous les fonctionnaires rattachés à l'A. K.

En cas de dissentiment entre la Commission et son président sur les mesures à prendre, le ministre d'Etat était seul juge. De même en cas de conflit avec un ministre quelconque.

L'A. K. était chargée de toutes les opérations relatives à la colonisation, depuis l'achat des terres, la construction des fermes, le recrutement des colons, jusqu'à la fourniture de semences et d'animaux domestiques.

Pour recruter des colons elle se servit des mêmes moyens que Frédéric II ; elle eut dans toute l'Allemagne des agents spéciaux qui donnaient gratuitement tous les renseignements voulus aux paysans susceptibles de venir dans l'Est ; elle organisa des voyages pour permettre aux colons de se rendre compte sur place des facilités d'installation ; elle édita toute une série de brochures (1), fit mettre des annonces et publia

1. Voir, par exemple, *Wo ist Land für deutsche Bauern*.

des articles dans les journaux agricoles de l'Ouest de l'Allemagne ; elle fit répandre dans les villages un très grand nombre de notices renfermant un questionnaire ; ceux qui désiraient venir s'installer en Pologne n'avaient plus qu'à le remplir en donnant des indications sur leur famille, leurs enfants, leurs disponibilités financières, le genre de culture qu'ils avaient déjà pratiqué, le nombre d'hectares qu'ils désiraient acquérir, etc...

Ces mentions devaient être certifiées conformes par l'autorité locale.

Après avoir reçu les réponses, l'A. K. choisissait parmi les postulants ceux qui lui paraissaient donner le plus de garantie. En 1897, par exemple, sur 1.120 demandes, 463 reçurent satisfaction. En 1898 on trouve les chiffres de 3.191 demandes et de 787 colons installés.

Pour acheter des terres polonaises l'A. K. eut d'abord beaucoup de facilités. Dans les premières années elle acquit un grand nombre de terres de qualités très différentes, dont 90 o/o sur un total de 48.663 hectares appartenant à des Polonais. De 1891 à 1894 elle put faire un choix plus judicieux parmi les domaines à acheter, et elle acquit 31.620 hectares, dont 80 o/o étaient encore des biens polonais. Mais ensuite, grâce à la résistance des propriétaires polonais, cette proportion fut renversée, et de 1895 à 1897 l'A. K. acheta seulement 5.863 hectares à des Polonais, contre 10.242 hectares à des Allemands. Cette différence ne fit qu'augmenter dans la suite, et de 1902 à 1906 elle acquit 17.187 hectares de biens polonais et 144.313 hectares de biens allemands, soit 89,36 o/o de la totalité.

La manière employée pour faire les achats changea plusieurs fois.

Au début c'était l'A. K. tout entière qui prenait les décisions nécessaires ; ensuite le président fut seul chargé de ce rôle. Dans les premières années, pour chaque bien à coloniser, on nommait 3 fonctionnaires, dont l'un s'occupait de la question agricole, l'autre de l'arpentage et le troisième des questions relatives au partage des terres.

Cette méthode présentait des lenteurs qui la firent abandonner.

Néanmoins, le nombre toujours croissant de spécialistes attachés à l'A. K. amena une augmentation du personnel qui en 1913 comprenait plus de 700 employés, répartis dans 16 sections administratives, 6 de construction, 4 d'arpentage, 1 d'amélioration, 4 d'experts agricoles et 1 d'experts ingénieurs.

II. — Ses résultats

Ce qui frappe tout d'abord dans l'œuvre de l'Ansiedlungs kommission, c'est la disproportion entre l'effort financier fait par l'État prussien et les résultats obtenus au point de vue de l'acquisition des terres polonaises.

Depuis sa fondation, en 1886, l'A. K. a acheté 474.000 hectares, dont 125.000 seulement étaient des terres polonaises. Pendant cette même période elle a reçu 700 millions de marks rien que pour la colonisation proprement dite et 255 millions de marks pour consolider les propriétés allemandes.

Ces résultats sont dûs à l'énergie avec laquelle les Polonais ont lutté pour empêcher leurs terres de tomber aux mains des Allemands. C'est ainsi que dans la période 1896 à 1913, les Allemands ne purent acheter aux Polonais que 16.105 exploitations; représentant 200.253 hectares, tandis que les Polonais acquéraient des Allemands 32.283 exploitations, représentant 299.941 hectares.

Le gain net de cette période était donc pour les Polonais de 100.000 hectares, ce qui, déduction faite des pertes subies entre 1886 et 1895, représentait un bénéfice net de 40.000 hectares (1).

Néanmoins, en Poznanie et en Prusse-Occidentale, la propriété foncière est restée en majorité allemande, du fait des achats énormes faits par les Allemands entre 1830 et 1860.

1. Zaleski, *op. cit.*, p. 30-36.

D'après M. Fr. Duda, sur un total de 79.797 kilomètres carrés, 45.961 appartiennent à des Allemands. 33.807 seulement sont aux mains des Polonais, et comprennent 13.865 kilomètres pour la grande propriété foncière, et 19.942 pour la petite propriété (1).

La colonisation proprement dite, et l'installation des colons réussirent mieux.

Jusqu'à la fin de son activité en 1918, l'A. K. a réparti 309.470 hectares d'une valeur de 318.700.000 marks, et a fondé 21.784 exploitations; 19.608 furent cédées aux colons moyennant une rente, et 2.176 furent données à bail.

A ces chiffres, il faut ajouter 102 maisons avec jardin louées à des familles d'ouvriers, ce qui représente un total général de 21.886 établissements, dont voici le détail par catégories, page 50, pour les quatre régences de Poznan, de Bydgoszcz, de Kwidzyn (Marienwerder), et de Gdansk (Dantzig).

Au point de vue financier, l'œuvre de l'A. K. fut extrêmement coûteuse pour l'Etat, qui dépensa 955 millions de marks dont voici le détail en millions de marks (2) :

De 1886 à la fin de 1915, l'A. K. a dépensé 475.639.883 marks pour acheter en Poznanie et en Prusse-Occidentale 453.537 ha, soit 8, 31 o/o de leur superficie.

ANNÉE	COLONISATION paysanne	CONSOLIDATION		ACHATS de biens et de forêts pour l'état	TOTAL
		Petite propriété	Grande propriété		
1886..	100	»	»	»	100
1898..	100	»	»	»	100
1902..	150	»	»	100	250
1908..	125	75	50	25	275
1913..	75	100	30	25	230
Total.	550	175	80	150	955

1. Voir « Rok Polski » (année polonaise), avril 1917. Cracovie, p. 66.

2. Erich Zechlin, *Die Tätigkeit der Ansiedlungskommission*. Ostland. Lissa, i. p. 1913, p. 198.

TABLEAU DES EXPLOITATIONS FONDÉES PAR L'A. K.
DE 1886 A 1918 (1).

	SUPERFICIE des exploitations	0-2 hect.	2-5 hect.	5-10 hect.	10-15 hect.	15-20 hect.	20-25 hect.	25-50 hect.	50-100 hect.	Au-dessus de 100 hect.	TOTAL en hect.	VALEUR en mil- lions de marks	
Régence de Poznan	Rentengüter	543	220	571	1.454	1.358	617	366	43	22	78.990	79,8	
	Biens affermés	24	59	166	289	117	14	12	1	»	7.847	8,9	
Régence de Bydgoszcz	Rentengüter	893	414	848	2.521	2.098	737	461	57	31	117.021	123,9	
	Biens affermés	98	67	186	328	91	10	1	2	»	7.093	9,5	
Régence de Kwidzyn	Rentengüter	835	312	759	1.521	1.377	244	298	36	16	76.410	78,0	
	Biens affermés	39	62	127	233	115	11	»	»	1	6.449	6,9	
Régence de Gdansk	Rentengüter	100	68	117	241	272	102	50	3	3	13.442	10,4	
	Biens affermés	1	1	34	66	21	»	»	»	»	1.408	1,3	
Total												309.470	318,7
Superficie et valeur des Rentengüter 283.863 ha et 292.100.000 marks. id. des biens affermés 23.607 ha et 26.600.000 marks.													

Elle a payé ainsi en moyenne l'hectare 1.048, 7 marks, alors que la moyenne de la période 1886-1888 avait été 563 marks. Les prix n'avaient cessé d'augmenter régulièrement. A la fin, ils étaient devenus presque prohibitifs, si bien qu'entre 1915 et 1918, l'A. K. n'a fondé que 70 exploitations nouvelles.

Elle se borna pendant la guerre à améliorer les biens qu'elle possédait, et eut largement recours à la main-d'œuvre des prisonniers de guerre.

En 1916, 167 hectares de champs furent drainés; 209 hectares de marécages furent transformés en prairies, et 700 hectares de marais furent desséchés par les prisonniers que l'autorité militaire mit à sa disposition.

Le capital dépensé par l'A. K. rapportait très peu : environ 2 o/o. Pendant toute la durée de son activité, elle encaissa comme fermages ou comme rentes 292 millions de marks, ce qui porte les dépenses nettes à 665 millions de marks.

Elle a dépensé en moyenne pour chaque installation 23.500 marks divisés de la façon suivante (1) :

17.000 marks pour la valeur de la terre, 2.500 marks pour les fournitures diverses et les récoltes de la première année laissées aux colons, 2.000 marks pour des prêts supplémentaires et 2.000 marks pour les dépenses relatives aux églises, écoles, dotations communales, etc....

Il faut encore ajouter à ces sommes les frais d'administration de l'A. K. elle-même, ainsi que les frais nécessités par l'exploitation provisoire des biens achetés, ce qui en deux ans représentait environ 7 o/o du prix d'achat.

En résumé, pour 21.784 exploitations, les dépenses de l'A. K. ont été de 512 millions de marks, sans compter les dépenses et les pertes indirectes.

Le capital apporté par chaque colon pendant cette période s'est élevé en moyenne à 5.350 marks pour les colons propriétaires d'un Rentengut et à 1.785 marks pour les colons fermiers, ce qui donne un capital total de 109 millions de marks.

1. Adam Pragier, *op. cit.*, p 38.

Les acquisitions l'A. K. ont été faites d'une façon très inégale ; dans certains cercles, les achats n'atteignent pas 1 o/o de la grande propriété ; ils dépassent 60 o/o dans d'autres.

L'A. K. a surtout porté ses efforts dans la région de Bydgoszcz et dans le bassin de la Notec, afin de séparer les deux provinces polonaises par un « mur de germanisme ».

L'A. K. a fondé en Poznanie 268 nouvelles communes sur une étendue de 175.000 hectares, et en Prusse-Occidentale 125 communes couvrant 86.000 hectares (1).

Ces communes ont reçu 31.305 hectares à titre de dotation, pour la création de terrains communaux et la construction des églises et des écoles.

Enfin l'A. K. a acheté pour le compte de l'Etat 52.497 hectares de forêts et de biens domaniaux, devenus actuellement la propriété de l'Etat polonais.

Mais plus de 300.000 hectares sont encore entre les mains de colons allemands qui forment une véritable population séparée du reste des habitants, et qui constituent un danger pour l'existence du nouvel Etat.

Nous verrons plus loin quels sont les moyens proposés pour remédier à cette situation.

1. M. E. M. Zaremba, *la Vérité sur la colonisation allemande* (*Journal de Pologne*, 30 janvier et 16 février 1921).

CHAPITRE III

LA PETITE COLONISATION

L' Ansiedlungskommission ne s'est pas seulement occupée d'installer des colons agriculteurs, elle a créé aussi des petites exploitations de 1 à 2 hectares pour y installer des ouvriers allemands.

Cette opération, qui a reçu le nom de « Petite Colonisation », a été réalisée pour remédier à la situation suivante : les paysans polonais chassés des terres achetées par l'A. K. venaient s'établir dans les localités voisines comme ouvriers, et y augmentaient l'élément polonais, ce qui compromettait la germanisation du pays. Pour accroître l'influence allemande dans les populations urbaines, l'A. K. entoura les villes et les gros bourgs de petites exploitations qui ne pouvaient suffire à l'entretien de leurs propriétaires. Ces derniers laissaient à leur femme et à leurs enfants le soin de cultiver la terre et allaient travailler dans les fabriques et usines allemandes où ils prenaient la place des Polonais.

Les débuts de la petite colonisation furent assez difficiles, et le nombre des petites installations fut d'abord très réduit.

De 1886 à 1900, sur un ensemble de 6.758 exploitations, on en trouve seulement 473 d'une étendue inférieure à deux hectares. En 1901, le nombre de ces dernières augmenta rapidement, grâce à la création des « Arbeitermietstellen », petites exploitations tout installées et louées à des ouvriers.

Elles comprenaient une maison d'habitation avec une petite étable et une grange. Ces maisons étaient soit isolées,

soit contiguës deux à deux, et entourées d'un jardin bordé d'une haie vive.

Pour s'établir, l'ouvrier n'avait qu'à déposer une caution égale au loyer d'un trimestre ; on n'exigeait de lui que le strict minimum en fait de cheptel et d'instruments aratoires. On permettait ainsi à un élément dépourvu de capital, comme les Allemands venant de Russie et de Galicie, de se créer un foyer.

Des colons de différentes régions profitèrent de la faculté de louer ces « Arbeiterstellen ».

En 1907, sur 458 locataires, il y en avait 186 venant de Russie ou de Galicie, 194 originaires du pays, et 76 venant de l'Ouest de l'Allemagne.

Cependant les liens qui rattachaient les colons à la terre étaient très faibles, et l'A. K. fut obligée de changer de méthode. Elle s'efforça de ne plus louer les « Arbeiterstellen » et de les céder sous la forme de Rentengüter. Même les anciennes exploitations données en location furent transformées en biens amortissables.

Cette opération réussit assez bien. Jusqu'au 1^{er} janvier 1912 le nombre des « Arbeiterstellen » concédées se montait à 1966. Parmi elles, 1.748 avaient été vendues moyennant une rente et 218 données à bail.

Le texte fondamental qui réglementa la petite colonisation en Poznanie et en Prusse-Occidentale est le décret du Ministère d'Etat du 10 septembre 1910. D'après ce décret, la création des « Arbeiterstellen » devait être faite par l'A. K. ou par des sociétés particulières de colonisation. Autour des grandes villes et autour des fabriques, l'installation des ouvriers était généralement confiée à des sociétés reconnues d'utilité publique. Ces sociétés avaient le droit de faire des emprunts au fonds de colonisation par l'intermédiaire des banques de consolidation de Poznan et de Gdansk (Dantzig), qui garantissaient à l'Etat le paiement des intérêts.

Pour couvrir les dépenses d'ordre général (voies de communication, écoles, puits, etc...) elles obtenaient de l'A. K. une prime de 100 marks pour chaque Arbeiterstelle.

La dimension moyenne des « Arbeiterstellen » pour les ouvriers d'industries agricoles (distilleries, sucreries etc...) était de 4 à 5 morgen (1 hect. à 1 h. 25 a.) Elles ne devaient jamais dépasser 8 morgen (2 hect.)

Cette règle ne fut pas toujours observée par les sociétés particulières de colonisation qui fondèrent des exploitations de 20 morgen (5 hect.) et même davantage, ce qui n'était plus à proprement parler de la petite colonisation.

Pour les ouvriers d'usine, la superficie des « Arbeiterstellen » descendait à 1,5 ou 2 morgen. Dans le voisinage des villes, le terrain était tellement cher qu'on avait dû le réduire à 0,5 morgen. L'Arbeiterstelle n'était plus ainsi qu'une maison de campagne avec jardin, car on ne pouvait songer à avoir un champ. Cependant les colons pouvaient toujours cultiver des légumes et des fruits et élever de la volaille.

Le prix de revient des Arbeiterstellen variait suivant la situation de la terre, la grandeur de l'habitation et la date de la construction, car le prix des matériaux et de la main-d'œuvre ne cessait d'augmenter chaque année.

Tout acquéreur d'une Arbeiterstelle devait payer comptant 10 à 15 o/o du prix de la construction. Pour le reste, il payait un intérêt de 3,5 o/o plus 1 o/o d'amortissement. L'amortissement était calculé à 1 o/o, car la durée d'existence d'une maison d'ouvrier n'était pas estimée à plus de quarante ou quarante-cinq ans. Pour le prix du terrain, le colon payait une rente de 3 o/o plus 0,5 o/o d'amortissement.

Pour empêcher les Arbeiterstellen de passer à des Polonais, on inscrivait sur le Livre Foncier (Grundbuch) un droit de préemption en cas de vente au profit de l'Etat, comme pour toutes les installations créées par l'A. K. On y inscrivait aussi une interdiction spéciale d'aliénation pour éviter qu'une Arbeiterstelle ne se transformât en une exploitation ordinaire.

L'autorisation de vendre était refusée lorsque l'acquéreur n'était pas un ouvrier, ou lorsqu'il possédait déjà une autre exploitation. Il était également interdit de construire plus de

bâtiments qu'il n'était nécessaire pour le logement d'une famille.

Toutes ces mesures étaient prises pour que les ouvriers ne puissent pas devenir des petits cultivateurs, et pour qu'il n'y eût point plusieurs familles par maison.

La grande majorité des colons établis par l'A. K. sont des ouvriers agricoles ou forestiers. Ceux qui ont été établis par les sociétés de petite colonisation sont plutôt des ouvriers d'usine ou des petits artisans ; ils sont généralement installés dans le voisinage immédiat ou sur le territoire même des petites villes, ce qui a eu pour résultat d'augmenter l'élément ouvrier allemand, au même moment que la population ouvrière polonaise ne cessait de s'accroître.

Après avoir installé des ouvriers allemands dans les villes polonaises, l'A. K. chercha à établir des ouvriers agricoles dans ses propres colonies. Mais d'après le décret du Ministère d'Etat dont nous avons parlé plus haut, il fallait pour cela que les ouvriers fussent assurés de trouver toujours du travail.

Ces conditions étaient rarement remplies, et un petit nombre seulement d'ouvriers put être installé.

De l'aveu même des Allemands, on peut dire que cette sorte de colonisation a fait presque complètement faillite.

CHAPITRE IV

LA CONSOLIDATION DES BIENS ALLEMANDS

Une des mesures les plus importantes prises par l'Etat prussien pour renforcer le germanisme en Poznanie et en Prusse-Occidentale fut la consolidation des propriétés allemandes (*Besitzfestigung*), opération qui consiste essentiellement dans le rachat par l'Etat des dettes hypothécaires des propriétaires fonciers.

La Prusse recourut à ce moyen vers 1903 pour lutter contre la diminution continue de l'étendue des propriétés allemandes dans l'Est.

Cette diminution inquiétait déjà Bismarck en 1886, mais il pensait que l'installation de colons par la Commission de Colonisation (A. K.) en augmentant en Pologne l'influence allemande, détournerait les propriétaires de vendre leurs terres à des Polonais, et assurerait ainsi la stabilité de la propriété allemande.

Les événements ne répondirent pas à son attente : les biens fonciers allemands ne cessèrent de diminuer dans les années suivantes. Malgré les sommes considérables dépensées par l'A. K. après 1902, les biens allemands passés aux mains des Polonais dans les deux provinces s'élevèrent à 92.474 hectares entre 1896 et 1909.

Jusqu'en 1911, l'A. K. acheta à des Allemands 282.282 hectares, soit 71,6 o/o de la totalité de ses achats. A l'exception des années 1886, 1889 et 1890, elle eut des offres beaucoup plus nombreuses de biens allemands que de biens polonais. Bismarck dans son discours du 28 janvier 1886 avait prévu que parfois des biens allemands mal dirigés ou difficiles à exploiter seraient acquis par l'A. K., mais seulement d'une façon exceptionnelle.

Or l'A. K. se vit souvent forcée d'acheter des biens allemands même en état de grande prospérité, soit pour en empêcher l'acquisition par un Polonais, soit pour conserver une majorité allemande dans une commune.

Par ces achats, l'A. K. évitait bien une diminution du nombre des terres allemandes, mais elle ne remplissait plus alors sa fonction qui consistait à faire progresser le germanisme en augmentant l'étendue des propriétés allemandes.

On chercha à remédier à cette situation, et dès 1902, on trouve exposé dans les travaux préparatoires de la loi du 1^{er} juillet 1902 le procédé qui devait être employé plus tard pour exécuter la consolidation : « Il est conforme au but de la loi, et dans certains cas il peut être tout à fait utile de permettre à des propriétaires allemands obérés de conserver leur exploitation, s'ils administrent bien leurs terres, et sont d'un patriotisme éprouvé. Il conviendrait dans ce cas d'acheter ces propriétés pour les transformer en biens amortissables ou les donner à bail. Ces biens deviendraient des « Rentengüter » qui resteraient entre les mains de leur propriétaire. »

On devait obtenir ainsi un double résultat : l'Etat acquerrait la haute main sur la propriété, et pouvait empêcher qu'elle fût vendue à des Polonais ; le propriétaire de son côté était libéré d'une charge hypothécaire écrasante, remplacée par une rente à un taux très faible, et dont le capital ne pouvait être réclamé.

Cette consolidation avait un but à la fois national, politique et économique ; on empêchait les Polonais d'acquérir les biens allemands, et on supprimait en même temps l'inégalité qui existait entre les colons comblés de faveur par l'Etat, et les Allemands du pays, qui ne jouissaient d'aucun privilège. Cette réforme permit une assimilation plus rapide entre ces deux catégories d'Allemands, ce que l'Etat prussien avait toujours souhaité.

Pour faire le grand travail de la consolidation, il fallait une organisation nouvelle de crédit rural. Il était donc utile de créer dans chaque province un établissement spécial qui

fonctionnerait en union avec les sociétés coopératives rurales allemandes déjà existantes.

En 1904, fut fondée pour la Poznanie la « Deutsche Mittelstandkasse zu Posen » (Banque allemande de la classe moyenne de Poznan) par le Président supérieur von Waldow, au capital de 1.500.000 marks.

Le nom de cette société provient de ce qu'elle étendait au début son activité à la classe moyenne des villes. Mais après la création en 1908 de l'« Etablissement de Crédit Foncier pour les propriétaires urbains » et en 1910 de la « Banque hypothécaire de Poznan », spécialement fondées pour consentir des prêts à la propriété urbaine en Poznanie et en Prusse-Occidentale, la « Mittelstandkasse » se consacra uniquement à la consolidation des biens ruraux.

Les capitaux avaient été fournis par l'Etat prussien, la Banque coopérative rurale de Poznan (membre de l'Union des Coopératives Raiffeisen), la Banque coopérative provinciale de Poznan (membre de l'Union des Coopératives Offenbach) et la Landbank.

Le rôle de la Mittelstandkasse consistait à mettre en œuvre la consolidation, et à en régler les modalités.

Dans les premières années, son activité fut très réduite.

En 1906, en se basant sur l'expérience acquise, on créa à Gdansk (Dantzig) la Deutsche Bauernbank für Westpreussen » (Banque allemande des paysans pour la Prusse-Occidentale) au capital de 500.000 marks. Le capital fut fourni par l'Etat, la Banque coopérative provinciale de Prusse Occidentale » (membre de l'Union des Coopératives Raiffeisen) et la « Banque rurale de la Prusse Occidentale ».

La loi du 30 mars 1908, article 1^{er} § 1 et 5, mit à la disposition des deux banques une somme de 75 millions de marks pour consolider la propriété paysanne, et de 50 millions de marks pour consolider la grande propriété. En 1913, par une loi du 28 mai, l'Etat leur accorda un nouveau crédit de 100 millions de marks pour la petite propriété et de 30 millions pour la grande.

Les Banques de Consolidation exerçaient leur activité

comme mandataires à la fois de l'Etat représenté par l'A. K. et du propriétaire qui demandait à consolider son bien.

L'acte juridique consistait dans la transformation du domaine en un Rentengut cédé par l'A. K. Le domaine devait donc être vendu à l'A. K. et lui être racheté comme Rentengut. Ces deux ventes n'avaient pas pour effet d'entraîner une augmentation de prix. L'achat provisoire par l'A. K. avait pour avantage de dispenser toute la procédure de consolidation des droits de timbre et de tous frais, en vertu de l'article 10 de la loi du 26 avril 1886.

En même temps s'opérait une transformation des charges hypothécaires qui grevaient le fonds. Par une série d'opérations assez longues, on éteignait les créances hypothécaires qui généralement portaient de gros intérêts et n'étaient pas amortissables, mais remboursables à la volonté du débiteur. On les remplaçait en partie par un emprunt au Crédit Foncier (Landschaftdarlehen) et pour le reste par un emprunt amortissable (Rentendarlehen) accordé par l'A. K.

Le montant de cette deuxième hypothèque dépendait de la valeur à laquelle la Caisse d'Epargne locale (Spar und Darlehenkasse) estimait le bien. En général, l'ensemble du prêt consenti était de 7,5 o/o de cette estimation.

En outre il pouvait être accordé un prêt spécial personnel en échange de certaines garanties particulières.

Le capital des prêts consentis par le Landschaft (Crédit Foncier) et par l'A. K. ne pouvait être réclaté. Il portait intérêt à 3,5 o/o et était amorti au taux de 1 à 1,5 o/o en soixante-quatre ans et demi pour les biens des paysans, et au taux de 1 à 1,5 o/o en quarante-quatre ans et demi pour les domaines importants. Cependant on pouvait dans le contrat raccourcir ce délai jusqu'à vingt-sept ans en augmentant le taux d'amortissement jusqu'à 2,5 o/o.

La Banque de Consolidation recevait comme rémunération une somme fixe forfaitaire de 1 à 2 o/o du capital prêté par l'A. K. avec un minimum de 20 marks, et de 0, 25 o/o du capital prêté par la Landschaft.

Pour donner plus de sécurité, on exigeait des Caisses

d'Epargne locales qu'elles garantissent le paiement des arrérages de la rente à 3,5 o/o. En échange, elles obtenaient de la « Landschaft » la propriété des arrérages de la première année.

Pour l'encaissement de la rente payée à l'A. K. et pour son transfert à la Caisse de District (Kreiskasse), elles recevaient 5 o/o des sommes touchées.

Les bénéfices réalisés ainsi servaient à augmenter leurs réserves.

Pour obtenir la consolidation de son bien, le propriétaire devait souscrire à des conditions analogues à celles qu'exigeait l'A. K. pour la création des Rentengüter. Il devait assurer sa maison et son mobilier contre l'incendie, et ses récoltes contre la grêle ; il devait résider sur sa terre et l'exploiter.

En cas de vente du domaine, le nouvel acquéreur devait être allemand. Pour assurer l'exécution de cette clause, le propriétaire reconnaissait à l'Etat un droit de rachat moyennant un prix inférieur de 25 o/o à la valeur d'estimation, ou au prix payé à la dernière vente.

Enfin, il devait toujours rester une rente d'au moins 1 mark, rachetable seulement du consentement des deux parties, ce qui liait définitivement le propriétaire à l'Etat.

En un mot, l'opération se ramenait à ceci : l'A. K. acquérait les créances hypothécaires grevant les biens allemands, et le propriétaire les amortissait au moyen d'une rente annuelle.

Comme les Caisses d'Epargne garantissaient le paiement de la rente, elles ne permettaient pas de transformer en Rentengüter les biens hypothéqués au-dessus de leur valeur.

Les avantages que trouvaient les propriétaires allemands à consolider leurs biens étaient considérables :

1° Ils n'avaient à payer en tout que 4 o/o d'intérêts, amortissement compris, au lieu du taux normal d'avant-guerre de 4, 5 o/o pour les premières hypothèques, et de 5 o/o pour les secondes.

2° Le capital n'était pas exigible. Cet avantage était sur-

tout sensible, lorsque le taux d'escompte s'élevant, les sociétés de crédit faisaient rentrer leurs capitaux, ou ne consentaient à prolonger leurs prêts qu'à des conditions plus onéreuses.

Le seul inconvénient pour le propriétaire, était que la vente de son bien devenait très difficile, car les conditions du prêtécartaient la grande masse des acheteurs, composée uniquement de Polonais.

Enfin, au point de vue économique, la consolidation permettait à un propriétaire incapable ou paresseux de se maintenir sur une terre qui aurait pu rapporter davantage entre des mains plus habiles.

Les résultats de la consolidation furent très importants :

Jusqu'en 1914 : l'A. K. a consolidé en Poznanie 5. 152 petites propriétés représentant 86. 848 hectares, et 72 grandes propriétés d'une superficie de 43. 870 hectares : en Prusse-Occidentale, 4. 221 petites propriétés représentant 93. 771 hectares et 137 grands domaines couvrant 55. 596 hectares.

On trouve ainsi pour les 4 régences de Gdansk, de Kwidzyn, de Bydgoszcz et de Poznan, un chiffre total de 9. 582 propriétés consolidées, couvrant une superficie de 280. 085 hectares (1).

1. Adam Pragier, *op. cit.*, p. 63 et 64.

TROISIÈME PARTIE

LES COLONIES ALLEMANDES AU MOMENT DE LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

LES COLONS ALLEMANDS EN POLOGNE

I. — Leur nombre, leur origine

Pendant toute la durée de son activité, l'A. K. a établi 21. 886 familles de colons, ce qui représente environ 153.000 personnes, avec une moyenne de 7 individus par famille.

Si on considère leur origine, on voit que 12. 500 familles sont venues de Prusse, 1. 550 de Saxe, 2. 400 des autres provinces allemandes, et 5. 500 d'Autriche et de Russie. Sur ces 21. 886 colons, 26, 3 o/o sont originaires des deux provinces polonisées, Poznanie et Prusse Occidentale.

Cette répartition ne répondait pas aux intentions de l'A. K., car elle aurait voulu n'avoir que des colons venant des parties de l'Empire foncièrement allemandes.

Malgré une campagne de recrutement très bien organisée, malgré tous les avantages accordés, malgré l'augmentation continue des fonds mis à la disposition de l'A. K. le nombre des colons venant de l'Ouest ne fut pas suffisant, et il fallut prendre des habitants du pays.

L' A. K. ne le faisait d'ailleurs qu'avec répugnance, et finit

par limiter leur nombre à 10 o/o du contingent annuel des colons installés.

Au début elle les accueillit avec plus de facilité puisque, sur 2.947 familles établies en 1899, il y en avait 1.228, soit 41 o/o, originaires des deux provinces colonisées. Ce fait s'explique par le nombre énorme de demandes qu'avait reçues l'A. K. Les Allemands qui vivaient disséminés dans des régions entièrement polonaises se plaignaient d'être isolés dans un milieu hostile et réclamaient instamment de pouvoir se réunir et constituer ainsi entre eux des colonies nouvelles.

Si l'on considère la religion des colons, on voit qu'ils appartiennent en très grande majorité à la religion évangélique. L'A. K. a toujours en effet pris grand soin d'installer des colons de cette religion, parce que, « s'ils peuvent pratiquer facilement leur religion, ils restent d'excellents Germains, alors que les catholiques sont facilement assimilés par les Polonais » (1).

En 1899 la proportion des colons catholiques n'était que de 5,5 o/o. Actuellement elle est encore plus faible :

Sur 21.886 familles de colons, il y en a 460 catholiques, soit 3 o/o en Poznanie, et 210, soit 2 o/o en Prusse-Occidentale.

La pratique avait montré que les colonies catholiques étaient perdues pour le germanisme.

Ainsi, la colonie de Sokolniki (Falkenau), près de Gniezno, fondée en 1890, s'étaient tellement polonisée qu'elle avait voté entièrement pour le député polonais ; aussi l'A. K. retira la terre aux colons catholiques pour la donner à des protestants.

En revanche, elle a fondé des colonies catholiques comme Ossowo, Strzydzew, Biechowo et Kaczanowo dans des districts où les Polonais étaient en très grande majorité, ce qui lui a attiré de très vives critiques à cette époque.

L'installation de ces catholiques est un fait heureux pour

1. Dr Gehre, *Die neue deutsche Kolonisation in Posen und West preussen*, Grossenhaim, 1899, page 36.

la Pologne, car il est à prévoir que ces Allemands seront entièrement assimilés dans quelques années.

II. — Leur valeur personnelle

La valeur personnelle des colons varie beaucoup selon leur situation antérieure et le pays dont ils sont originaires. On peut les classer selon leur origine en quatre groupes :

Le premier groupe se compose des immigrés venus de l'Ouest de l'Allemagne. Ceux-ci comprennent en majorité des anciens ouvriers agricoles ou des ouvriers d'industrie. Ils étaient en général propriétaires de 8 à 12 morgen. La terre était cultivée par leur famille et ils allaient travailler dans les fabriques du voisinage. En vendant leur petite propriété et en y ajoutant leurs propres économies ils pouvaient se rendre acquéreurs en Poznanie d'un domaine trois ou quatre fois plus grand.

On trouve disséminés un peu partout des représentants de toutes les provinces occidentales de l'Allemagne. Ils se sont généralement spécialisés dans un genre de culture ou d'élevage particulier.

Ainsi les Westphaliens et les Hanovriens ont développé beaucoup la culture des choux géants pour les animaux. Ils ont réussi à avoir un bétail remarquable et sont les premiers pour l'élevage des porcs.

Les Saxons sont vite arrivés à une certaine aisance, surtout quand ils ont pu s'établir sur une bonne terre à betteraves comme à Kujawy (Cercle d'Inowrocilaw). On les considère comme les colons les plus actifs et les plus intelligents. Leur colonie de Lulkowo (Cercle de Gniezno) peut servir de colonie modèle.

A Piekary (Cercle de Gniezno) les Wurtembergeois ont obtenu d'excellents résultats dans la culture du blé. En d'autres endroits ils pratiquent avec succès la culture des arbres fruitiers.

Enfin les Badois se distinguent dans la culture du tabac qu'ils ont apporté de leur pays.

Le deuxième groupe se compose des colons originaires des provinces voisines de la Poznanie.

Parmi eux on peut remarquer les Brandebourgeois et les Poméraniens. Ils sont très bons cultivateurs et s'adaptent très rapidement aux conditions particulières du pays.

Ainsi les Poméraniens ont parfaitement réussi dans l'élevage des oies.

Les colons venus de ces provinces semblent d'ailleurs avoir appartenu plutôt à la population agricole qu'à la population ouvrière.

Leur connaissance du sol et du climat leur a permis d'être envoyés parfois comme fermiers dans les colonies formées par des Allemands du Sud ou de l'Ouest ignorant tout des conditions d'existence en Poznanie.

Le troisième groupe est formé par les Allemands indigènes. Ce groupe est peu important, car l'A. K. poursuivant toujours un but politique n'avait pas intérêt à leur céder de domaines.

Ils n'ont pu en acquérir qu'en prenant la succession d'anciens colons. C'était pour eux une opération assez facile à réaliser. En effet, il était interdit aux colons de vendre leurs terres à d'autres qu'à des Allemands ; d'autre part, les immigrants arrivant du centre de l'Allemagne préféraient acquérir une propriété dans les colonies nouvellement fondées, où l'administration faisait tout pour leur faciliter l'existence.

Enfin le dernier groupe est formé par les colons qui viennent de l'Est de la Poznanie.

Ce sont des Allemands originaires de Russie ou de Galicie où ils étaient employés comme ouvriers agricoles ou comme fermiers. Leur degré d'instruction est très inférieur, et leur façon de cultiver la terre laisse beaucoup à désirer.

Ils ont cependant aussi une spécialité : l'élevage des abeilles, qui est actuellement assez prospère.

Pour ces colons, il faut distinguer de quelle contrée ils viennent.

Ceux de la région de Varsovie et de Lodz sont en majorité

d'anciens ouvriers d'industrie. Ils sont devenus en général d'assez bons colons, se sont plu dans leur nouvelle installation, et ont fait venir leurs parents et leurs amis. Ils sont foncièrement Allemands, bien qu'ils parlent allemand avec un accent polonais très prononcé, et que leurs enfants sachent surtout le polonais.

Les travailleurs agricoles et les paysans venus de la région de Saratow et de Samara ont moins bien réussi, car ils étaient habitués au système du « mir », et n'ont pu que difficilement se défaire des défauts inhérents à ce système.

Les colons venus des provinces du Sud de la Russie, de la Wolhynie et de la Podolie, ont donné de meilleurs résultats, tandis que ceux venus du Caucase ne sont guère aptes à la culture en plaine.

Bien que le gouvernement prussien ait tout fait pour développer l'instruction de ces différents colons, ils sont très inférieurs aux paysans polonais, auxquels ils ne ressemblent que par leur habitude de se contenter de peu. On trouve cependant parmi eux des gens actifs et que le travail n'effraye pas. Ils se placent alors comme travailleurs agricoles, et grâce aux économies réalisées pendant un certain nombre d'années, ils ont pu souvent acquérir un petit domaine.

La plupart de ces immigrants venus de l'Est, ne possèdent aucun capital, et se sont établis comme colons fermiers sur les terres qu'ils ont obtenu de l'Ansiedlungskommission.

CHAPITRE II

L'ASPECT EXTÉRIEUR DE LA COLONIE ALLEMANDE

I. — Le Village

Pour fonder ses colonies, l'Ansiedlungskommission avait à choisir entre deux systèmes : ou bien créer des fermes isolées, ou bien grouper les exploitations en villages.

Au début l'A. K. s'est bornée à la création de fermes isolées ; elle répondait ainsi aux vœux de la majorité des colons, en particulier des Westphaliens.

Les avantages de cette méthode sont les suivants :

Les champs s'étendent tout autour de la maison. Il suffit d'un minimum d'effort pour aller les cultiver, et l'on obtient le meilleur rendement des forces des gens et des animaux. L'élevage, en particulier celui des pores et de la volaille est facilité par l'absence de voisins. Enfin, dernier avantage, les dangers d'incendie sont très diminués.

C'est le système employé actuellement dans l'Amérique du Nord.

Cependant certains colons, les Saxons, par exemple, préférèrent les fermes groupées en village.

Il est ainsi plus aisé d'assurer entre les fermes une bonne répartition de la terre. La création et l'entretien des voies de communication sont grandement facilités ; enfin les habitants de la commune ont plus commodément accès à l'église et à l'école. En même temps, les liens entre les colons sont plus resserrés, ils ne sont pas isolés au milieu de populations étrangères et hostiles, et ils peuvent conserver leur esprit particulariste allemand. Or il ne faut pas oublier que c'était un des buts poursuivis par l'A. K.

Entre ces deux façons extrêmes de grouper les exploitations, on trouve des degrés intermédiaires :

1^o Le village est disposé tout en longueur ; les fermes sont placées des deux côtés d'une grande route ;

2^o Le village est dispersé :

Au centre se trouvent l'école, l'église et les bâtiments publics, le puits communal, et généralement aussi un certain nombre de fermes. Le reste des exploitations est disséminé dans les environs. Cette dernière disposition présente des avantages considérables, en permettant de placer les fermes au milieu de leurs terres, et non à une extrémité.

C'est la forme de village qui a été la plus répandue. Elle répondait d'ailleurs aux vœux des colons qui, suivant leurs goûts, choisissaient une ferme au milieu du village ou dans les environs. Cependant l'A. K. a toujours fait des efforts pour que l'ensemble des fermes formât un tout complet.

II. — Les maisons des colons

Les maisons ont été construites, tantôt par les colons, tantôt par l'A. K.

Le premier système avait pour avantage de permettre aux colons de pouvoir établir les bâtiments à leur gré ; comme ils faisaient eux-mêmes une grande partie du travail, les maisons ainsi construites revenaient à meilleur marché que celles élevées directement par l'A. K. Ce système a été employé le plus souvent.

Cependant l'A. K. fut obligée de bâtir elle-même un certain nombre de fermes, car beaucoup d'Allemands de l'ouest de l'Allemagne renonçaient à s'établir sur le territoire d'une colonie, lorsque arrivés sur les lieux, ils ne trouvaient en fait de village qu'une série de pieux et de bornes blanches indiquant les emplacements à choisir.

Les différents types de maisons que l'on rencontre dans les colonies sont le résultat de nombreux essais de l'A. K.

Le problème était le suivant :

Il s'agissait de construire des maisons à bon marché, et donnant satisfaction aux exigences de leur propriétaire.

Afin d'abaisser le prix de revient, on fit de petites habitations, en laissant aux colons le soin de les agrandir suivant leurs besoins.

Ainsi on établissait l'étable dans la maison même. Quand les colons avaient gagné l'argent suffisant pour construire une étable séparée, ils agrandissaient leur demeure en utilisant l'emplacement occupé par l'ancienne étable. Ce mode de construction n'eut pas de succès.

L'A. K. essaya ensuite, sur le modèle des sociétés particulières de lotissement, de construire seulement la charpente, pour permettre aux colons d'achever eux-mêmes le reste de la maison suivant leur propre goût.

Cette combinaison présentait plusieurs inconvénients :

L'aspect inachevé de la construction n'avait rien d'engageant pour l'acheteur, et il arrivait généralement que la charpente construite par l'A. K. était trop petite ou trop grande pour établir la ferme que les colons désiraient.

Aussi ce système fut également abandonné. Plus tard l'A. K. chercha surtout à donner aux colonies un aspect agréable. Elle construisait d'abord le centre du futur village : l'école, l'église, la fontaine, et tout autour un certain nombre de fermes dans le style des différentes provinces de l'empire allemand.

Elle bâtissait en même temps des granges et des baraques pour permettre aux colons de s'abriter avec leur famille pendant la construction de leur habitation.

Les maisons actuelles sont en général assez massives, mais solides et pratiques.

A Golenczewo (Golenhofen), près de Poznan, chaque style provincial allemand est représenté, depuis les maisons westphaliennes, dont la façade est recouverte en partie d'ardoises, jusqu'aux maisons hanovriennes, sur lesquelles est peinte la tête de cheval héraldique. Sur presque tous les bâtiments on voit des devises morales ou pratiques, dont les Allemands sont si prodigues.

Les fermes ont souvent l'aspect de villas avec de petits jardins, et sont placées le long de la route.

Sur la place du village s'élèvent les bâtiments communaux : l'église, l'école, la poste, et le puits qui forme à lui seul un petit monument allégorique. A l'extrémité du village se trouvent la pompe à incendie et la bascule publique où les paysans viennent faire peser leurs bêtes avant de les conduire au marché.

L'A. K. a dépensé 15.000 marks pour procurer l'eau à domicile au moyen d'un moulin à vent qui actionne une pompe débitant 5.000 litres à l'heure.

Le village a le téléphone et le télégraphe, et est éclairé à l'électricité.

Il est inutile de dire que toutes les colonies ne sont pas aussi bien installées que Golenczewo, dont l'A. K. avait voulu faire un village modèle.

Néanmoins, tous les colons ont été l'objet des soins de l'A. K. qui n'a rien rien négligé pour assurer leur instruction, l'exercice de leur religion, et améliorer leur situation économique.

Ainsi, en plus de l'école ordinaire installée dans chaque village, l'A. K. avait des professeurs qui allaient dans les colonies faire des cours sur les matières intéressant les colons.

Elle a organisé des salles de lecture et des bibliothèques composées de livres d'agriculture et de vulgarisation.

Dans chaque colonie a été bâtie une église ou une chapelle, suivant l'importance de la population. L'A. K. avait même créé un séminaire évangélique à Dembowalonka (Cercle de Kwidzyn) pour avoir des pasteurs en nombre suffisant.

Pour les catholiques, la situation était délicate : l'A. K. ne voulait pas voir ses colons sous l'autorité du clergé polonais, mais il lui était très difficile de trouver des prêtres allemands. A la fin, elle réussit à en faire venir de Bavière.

Ainsi les colonies de Biechowo, Ossowo, Skotniki et

Kaczanowo étaient desservies par un chapelain allemand qu'elle entretenait à ses frais.

L'A. K. s'est beaucoup attachée à développer les institutions coopératives de toutes sortes parmi les colons. Elle voulait leur permettre de s'entraider et d'agir par eux-mêmes.

De cette façon, ils n'étaient pas exploités par les commerçants malhonnêtes ou les usuriers, et d'autre part ils ne comptaient pas uniquement sur l'aide de l'Etat pour subvenir à tous leurs besoins.

Le premier essai de coopération fut la création à Libawa (Libau) dans le cercle de Gniezno, d'une Caisse d'Epargne et de Prêts.

Cette institution ayant bien réussi, on en créa d'autres sur le même modèle dans un grand nombre de localités. En 1905, on en comptait déjà 700.

Toutes ces caisses ont été fondées avec l'argent des colons qui étaient tenus d'en faire partie et d'y verser la somme d'argent liquide qu'ils possédaient en arrivant dans le pays. A la tête de ces institutions se trouvait la « Banque centrale coopérative d'épargne et de prêts » dépendant de l'A. K., et disposant de capitaux très importants.

A côté des caisses d'épargne coopératives, l'A. K. avait fondé aussi des sociétés coopératives d'achat et de vente. Les colons pouvaient ainsi se procurer des semences et du matériel de très bonne qualité au prix du gros, et étaient assurés de toujours écouler leurs produits.

Plusieurs centaines de laiteries coopératives furent également créées. Elles contribuèrent d'une façon importante à l'amélioration du bétail. En effet, grâce à elles, les paysans apprirent à surveiller la qualité et la quantité du lait produit par leurs vaches, à supprimer les animaux de qualité inférieure, et à pratiquer un élevage scientifique qui leur assurait de plus grands bénéfices.

D'autres coopératives furent encore établies ; les plus nombreuses sont les distilleries coopératives et les briqueteries coopératives pour la fabrication des briques destinées à la construction des maisons des colons.

III. — Les champs

Pour répartir la terre entre les colons, et pour créer des fermes séparées sur un grand domaine acheté en bloc, l'A. K. a été guidée par les trois règles suivantes :

1° Chaque ferme devait comprendre une proportion bien déterminée de terrain lourd et de terrain léger.

En effet, si le colon n'avait possédé que des terres légères, tout progrès dans son exploitation aurait été rendu difficile ; d'autre part, s'il n'avait eu que des terres lourdes, nécessitant un plus grand nombre de chevaux pour le labour, ses frais d'exploitation auraient été augmentés.

2° Les champs dépendant d'une même ferme devaient être voisins, et autant que possible d'un seul tenant.

On évitait ainsi au cultivateur et à son attelage une perte de temps et une dépense de force inutile.

3° Pour l'établissement des lots, il fallait tenir compte de la ligne de partage des eaux, et de la disposition des canaux d'irrigation dont on se servait autant que possible pour marquer les limites des champs. En outre, les lots devaient être découpés parallèlement aux tuyaux de drainage, pour éviter les difficultés possibles au sujet de l'entretien de ces tuyaux.

On devait veiller également à ce que des chemins en bon état réunissent à la grande route les fermes isolées. Pour les chemins d'exploitation sur leurs terres, les colons devaient les tracer eux-mêmes. Pour cela, il leur suffisait de laisser en friche une petite bande de terrain.

Au moment du lotissement, on ne partageait pas toutes les terres disponibles entre les différentes exploitations à créer. L'A. K. se réservait un certain nombre d'emplacements que l'on peut diviser en trois groupes :

1° Des terrains destinés à être cédés aux colons pour leur permettre d'agrandir plus tard leur propriété.

2° Des terrains constituant des dotations communales, dont

les revenus étaient consacrés à l'entretien des monuments publics, mairie, école, église, etc...

3° Des terrains dénommés « réserves fiscales » (fiskalische Vorbehalte) qui restaient la propriété du fisc et étaient donnés à bail pour une durée de 6 à 12 ans.

Parmi ces terrains, les uns étaient des terres sur lesquelles l'A. K. avait fait de grandes dépenses pour les mettre en état d'être cultivées, et elle voulait toujours en avoir la surveillance, pour s'assurer de leur bon état de culture et d'entretien; les autres étaient des terrains susceptibles d'une grande augmentation de valeur par suite de leur situation dans le voisinage d'une gare ou d'une ville.

Enfin, l'A. K. était encore propriétaire d'un certain nombre de terres qui n'avaient pu trouver d'acquéreur, par suite de leur qualité inférieure ou de leur mauvais emplacement.

L'étendue moyenne des exploitations variait entre 10 et 25 hectares, suivant la valeur et la consistance du sol. Les colons pouvaient ainsi suffire avec leur famille à la culture du domaine, et entretenir un ou deux chevaux, qui, en dehors des travaux des champs, leur permettaient d'aller vendre leurs produits à la ville voisine, souvent assez éloignée.

Une exploitation plus importante aurait exigé des ouvriers agricoles et des journaliers, et comme il n'y avait pas d'Allemand pour remplir ces emplois, il aurait fallu s'adresser à des polonais, ce que l'A. K. voulait éviter.

CHAPITRE III

LA CULTURE ET L'ÉLEVAGE CHEZ LES COLONS

Dans l'ancienne Pologne prussienne, le sol est en général de qualité assez ordinaire, et ne donne de bons résultats qu'avec l'aide d'engrais chimiques.

Presque partout, la terre se prête à la culture du seigle, de l'avoine, de l'orge et des pommes de terre. On trouve aussi des terres propres à la culture du blé, mais il est rarement cultivé par les colons qui préfèrent semer du seigle, car ce dernier résiste mieux au froid et peut servir de nourriture aux animaux.

En Poznanie, on trouve un certain nombre d'exploitations qui sont consacrées à la culture de la betterave, et donnent à leurs propriétaires de gros bénéfices.

Par contre, certaines terres trop légères ne fournissaient avant la guerre qu'un revenu tout juste suffisant pour entretenir les colons et leur famille. Depuis, l'élévation du prix des denrées agricoles a permis aux propriétaires de ces terres de faire des bénéfices suffisants pour acquérir un certain capital.

Quant à l'élevage, l'absence de prairies a constitué une grande difficulté pour son développement. Sur les plans de l'A. K. la plupart des exploitations renferment bien une bande de terre dénommée prairie, mais ce n'est en réalité qu'une étendue sablonneuse où poussent quelques rares graminées, ou bien un marais tourbeux avec de la mousse.

Dans les champs, le trèfle ne pousse qu'avec l'aide de superphosphates et de potasse dont il est fait une consommation énorme.

Les tourbières sont en assez grand nombre. Quand il en existait sur le territoire d'une colonie, l'A. K. les partageait généralement entre les colons, ils ont ainsi le combustible à bon marché, et la vente de la tourbe dans les villes voisines est pour eux une source de revenus.

Les colons se sont montrés pour la plupart excellents cultivateurs. Ils emploient les machines les plus perfectionnées et les plus modernes, comme la machine à déterrer les pommes de terre; à cause de sa fragilité, elle n'a jamais pu être employée dans les grandes exploitations, car elle demande trop de soins pour être confiée à un ouvrier quelconque.

Mais c'est surtout dans l'élevage qu'apparaît la supériorité du petit domaine; les animaux sont beaucoup mieux soignés par le cultivateur lui-même que par les domestiques au service d'un grand propriétaire.

Le principal élevage est celui des bêtes à cornes et des porcs. L'élevage des chevaux et des moutons ne vient qu'en seconde ligne.

En ce qui concerne l'élevage du gros bétail, les races sont assez inégales et de qualité très variable, car les colons, pour payer moins cher, n'achetaient pas toujours les meilleurs animaux. L'A. K. avait bien installé des dépôts de bétail où chaque colon pouvait acquérir une vache moyennant le paiement d'annuités, mais les bêtes ainsi vendues étaient de qualité très inférieure de l'avis unanime des colons.

L'A. K. avait aussi installé de nombreuses stations de taureaux, mais souvent les paysans n'y menaient pas leurs vaches, et préféraient avoir recours à des fermiers particuliers qui demandaient moins cher.

Pendant la guerre, l'élevage du gros bétail a beaucoup prospéré. Le gouvernement allemand a toujours épargné le cheptel de ses colons, pour faire peser tout le poids des réquisitions sur les animaux des cultivateurs polonais. Les colons allemands ont pu ainsi procéder sans trouble à l'amélioration de la race, et nombre d'entre eux sont arrivés à des résultats remarquables. Leurs vaches laitières et leurs ani-

maux de boucherie peuvent être comparés au bétail français, et ce résultat est d'autant plus à admirer, que les prairies, comme nous l'avons dit, n'existent pour ainsi dire pas. Pour se nourrir, les animaux sont obligés d'aller dans la forêt manger les feuilles des arbustes et des buissons.

L'élevage du mouton n'est guère pratiqué dans les colonies allemandes ; par contre, chaque paysan possède un certain nombre de chèvres.

Les colons se sont efforcés d'en améliorer la race, et l'A. K. les a fortement aidés en leur fournissant un certain nombre de boues.

L'élevage des porcs était très prospère avant la guerre. Le prix très bas des pommes de terre permettait de les engraisser à bon compte. La race en était assez bonne, car l'A. K. avait mis d'excellents animaux mâles à la disposition des colons. Mais actuellement, cet élevage est en décroissance : le prix de la viande de porc n'a pas augmenté en proportion des produits du sol. Aussi les paysans préfèrent-ils vendre directement leurs grains et leurs pommes de terre plutôt que de les faire servir à la nourriture d'animaux qui leur demanderaient plus de peine et leur donneraient moins de profits.

L'élevage du cheval est assez réduit, car il coûte généralement plus qu'il ne rapporte, et l'A. K. préférait laisser les Polonais élever à grands frais d'excellents chevaux que l'Etat pouvait facilement réquisitionner. Les colons qui pratiquaient cet élevage étaient tenus d'avoir recours aux étalons de l'Etat, à cause des besoins de l'armée.

L'A. K. a beaucoup encouragé l'élevage de la volaille, poules, oies, canards, etc...

Elle avait choisi parmi les différentes races celles qui convenaient le mieux au climat, et en faisait profiter les colons.

Elle s'est aussi occupée de pisciculture et a mis de nombreux alevins dans les lacs et les étangs : elle a encouragé également l'apiculture et a fourni des essaims aux colons qui venaient de Russie.

Une des spécialités des colons allemands est la culture

maraichère. A ce point de vue, ils sont nettement supérieurs aux Polonais.

Sauf les pommes de terre, les paysans polonais ne connaissent guère d'autres légumes que le chou. Les colons allemands, grâce à leur travail et à leur persévérance sont parvenus à faire pousser les légumes les plus divers sur un sol sablonneux et ingrat. Grâce à l'emploi d'engrais animaux et minéraux, ils arrivent à produire en grand des choux de toutes espèces et de toutes couleurs, des haricots, des pois, des tomates, et jusqu'à des potirons qu'ils font pousser dans les champs de pommes de terre entre les plants. La culture des arbres fruitiers est très développée.

L'A. K. a beaucoup contribué aux progrès de cette culture en cédant aux colons un très grand nombre de jeunes arbres à un prix inférieur d'un quart ou d'un tiers au prix de revient. Les communes en ont également planté de grandes quantités le long des routes. Ils leur étaient cédés gratuitement ou au quart du prix de revient.

Ces arbres provenaient des écoles d'arboriculture installées par l'A. K. et appartenaient à des espèces parfaitement adaptées au climat. Ils revenaient plus chers que si elle les avait fait venir d'Allemagne, mais ils étaient incomparablement meilleurs.

Plusieurs centaines de milliers d'arbres ont été plantés, et dans les plaines, autrefois sans aucun arbre, se voient maintenant autour de chaque habitation des arbres fruitiers de toutes sortes.

Les pommiers sont les plus nombreux ; ensuite viennent les pruniers, puis les cerisiers et les poiriers. Ce sont des arbres encore tout jeunes, et qui commencent seulement à entrer en plein rapport. Les espèces ont été soigneusement choisies, et les fruits sont toujours de la meilleure qualité. Aussi s'écoulaient-ils très facilement sur le marché des villes, et d'autant mieux que la concurrence polonaise, comme nous l'avons dit, n'existe pas pour ces sortes de produits.

CHAPITRE IV

LA VALEUR DES EXPLOITATIONS ET LEUR PRIX D'ACHAT PAR LES COLONS

Les organes de colonisation allemande se sont toujours efforcés de vendre la terre au plus bas prix possible, afin de faire profiter les colons de la plus-value qui se produirait rapidement.

Pour fixer la valeur de chaque parcelle, la méthode la plus simple était de prendre comme base le prix d'achat, augmenté des dépenses faites pour l'amélioration du sol avec une petite somme supplémentaire pour couvrir les frais de construction des édifices publics (mairie, école, église, etc...).

Le prix de revient d'un domaine divisé par l'A. K. pour être partagé entre les colons se composait des sommes suivantes :

1° Le prix d'achat, y compris le paiement des hypothèques et le rachat des servitudes existantes ;

2° Les frais de mise en état de la terre ;

3° Les frais de drainage ;

4° Les dépenses faites pour l'irrigation.

On déduisait du total :

1° La valeur des anciens bâtiments, estimée approximativement au prix des matériaux, car les bâtiments destinés à la grande exploitation ne pouvaient être utilisés pour la petite exploitation qu'après d'importantes transformations ;

2° La valeur du matériel et du cheptel ;

3° Le prix de vente des coupes de bois faites sur le domaine ;

Pour établir le prix de vente aux colons, l'A. K. était par-

fois obligée de recourir à des méthodes particulières. En effet, en achetant des terres polonaises, elle était obligée de tenir compte davantage de l'intérêt politique que de l'intérêt financier, et elle n'hésitait pas à payer très cher une terre de faible valeur agricole, mais bien située au point de vue de la germanisation.

Si elle avait négligé ces considérations, le prix trop élevé des terres aurait empêché les colons de les acquérir, et les domaines qu'elle avait le plus d'intérêt à voir colonisés seraient demeurés inexploités.

Pour éviter cet inconvénient, on procédait à une estimation de la terre. Cette opération était difficile, car il n'y avait pas de base sur laquelle on pût se fixer. On utilisait soit l'impôt foncier, soit les taxes locales, soit la moyenne des prix réalisés dans les ventes antérieures. Dans les premières années, l'A. K. s'était fait aider par un certain nombre de grands propriétaires fonciers allemands et d'administrateurs de bonne volonté. Ils furent remplacés plus tard par des taxateurs spéciaux.

Si l'estimation coïncidait avec le prix de revient, c'était cette somme que devait payer le colon ; mais si l'estimation était inférieure au prix de revient, la question était moins facile à résoudre.

L'A. K. pouvait prendre à sa charge la différence ; elle vendait la terre au prix d'estimation, et comblait le déficit avec l'aide des bénéfices réalisés ailleurs ; ou bien elle décidait d'élever l'estimation au niveau du prix de revient, mais en abaissant le taux de la rente à payer jusqu'au paiement complet du prix.

D'après l'exemple d'un contrat que nous avons eu sous les yeux, la différence entre l'estimation et le prix d'achat étant de 17 o/o, le taux de la rente fut abaissé de 3 o/o à 2,5 o/o.

CHAPITRE V

CONDITIONS D'ACQUISITION DES RENTENGÜTER

I. — Rentengüter créés avec le concours de la Commission générale

Les conditions d'acquisition des Rentengüter variaient selon l'institution qui les créait.

Comme nous l'avons vu précédemment, le colon acquéreur d'un Rentengut fondé avec le concours de la Commission générale devenait débiteur de la Rentenbank, subrogée au propriétaire du sol. Il payait une rente de 3,5 o/o augmentée d'un taux d'amortissement de 7,5 o/o qui lui permettait d'amortir sa dette en soixante ans et demi.

Cette dette ne pouvait pas dépasser les trois quarts du prix d'achat, en vertu de la loi du 8 juillet 1891 qui n'autorisait la Rentenbank qu'à verser au propriétaire les trois quarts de la somme due par le colon. Pour le dernier quart du prix, le colon restait débiteur du vendeur ; le paiement en était garanti par une hypothèque, ou effectué au moyen d'une rente qui pouvait être déclarée rachetable seulement du consentement des deux parties, ce qui mettait le débiteur sous la dépendance perpétuelle de son créancier.

En général, les colons établis par la Commission générale étaient originaires des environs, et amenaient avec eux leur cheptel et leur matériel agricole ; ils n'avaient donc pas besoin de beaucoup de fonds de roulement.

Les avantages qui leur étaient accordés étaient les suivants :

1° Ils n'avaient rien à payer la première année de leur ins-

tallation. Le montant de la rente de cette première année était ajouté au capital, et réparti sur toutes les années suivantes ;

2° Ils prenaient les champs tout ensemencés, sinon ils recevaient les semences nécessaires, sans avoir rien à rembourser ;

3° La Rentenbank leur faisait des avances pour acheter des engrais chimiques ou compléter leur matériel agricole.

En échange, la Commission générale se réservait le droit d'inspecter le Rentengut pendant toute la durée du prêt, et de contrôler tout changement de propriétaire. Son autorisation était nécessaire pour toute aliénation et pour tout partage. Enfin en cas de mort, le Rentengut n'était pas partagé entre les héritiers, mais dévolu en entier à un descendant privilégié appelé « anerbe » en vertu de la loi du 8 juin 1896 (1).

II. — Rentengüter créé par l'Ansiedlungskommission

Quand les Rentengüter étaient créés par l'A. K., les colons acquéraient la propriété de la terre moyennant une rente maxima de 3 o/o du prix d'achat augmenté des dépenses faites pour l'amélioration du sol. Cette rente représentait l'intérêt du prix de vente de la terre.

Quand les colons étaient simplement fermiers, le prix du fermage était toujours de 3 o/o de la valeur de la terre.

Entre l'Etat représenté par l'A. K. et le colon, était conclu un contrat d'une nature spéciale appelé « Rentengutsvertrag ». Il réglait les droits et les obligations des parties, et ne pouvait être modifié que d'un commun accord. La rente à payer ne pouvait être augmentée par l'A. K. sans le consentement du colon. En général, elle se montait à 3 o/o de la valeur estimative de la propriété. Pour les colonies créées dans les premières années, on trouve parfois un taux inférieur.

1. Voir sur cette question : Lefébure, *op. cit.*, p. 107 et suiv.

La rente devait être payée sans frais à la « Caisse de District » (Kreiskasse), le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année. Elle avait un caractère perpétuel. Le colon ne pouvait la racheter que dans la proportion des neuf dixièmes après un préavis de six mois. Quand la rente avait été calculée sur le taux de 3 o/o, le capital exigé était égal au montant de la rente annuelle multiplié par 33 un tiers, c'est-à-dire exactement au prix d'achat.

Le colon n'avait donc aucun intérêt à racheter sa rente, et en pratique il ne l'a jamais fait. S'il avait des économies, il a toujours préféré les placer ailleurs à 4 et 5 o/o plutôt que de racheter une rente calculée sur le pied de 3 o/o. En outre, d'après les conditions générales inscrites dans le contrat, le colon ne pouvait racheter sa rente que par fractions au moins égales à un dixième.

Au bout d'un délai de dix ans, le colon avait le droit d'amortir sa dette, mais seulement dans la proportion des neuf dixièmes, moyennant un taux d'amortissement annuel de 1 o/o.

Le prix de rachat de la rente était toujours convenu dans le contrat. S'il était fixé à cinquante fois le montant annuel de la rente, la dette était amortie en cinquante-cinq ans et demi ; s'il était fixé à trente-trois fois un tiers, l'amortissement arrivait au bout de quarante-sept ans.

De son côté l'Etat s'engageait à ne pas réclamer les neuf dixièmes du capital de la rente avant un délai de cinquante ans. Si après ce délai, l'Etat exigeait le rachat de la rente, la somme à payer ne devait être que de vingt-cinq fois le montant annuel de la rente. Enfin, la rente afférente au dixième restant ne pouvait être rachetée que du consentement des deux parties contractantes.

Au moment de leur installation, les colons allemands jouissaient de certains privilèges. Pendant trois ans, l'A. K. leur faisait remise complète de la rente à payer, sans augmenter pour cela le capital dont ils étaient débiteurs, ainsi que le faisait la Commission générale. Ces années étaient appelées

« Freijahre ». Leur nombre pouvait être réduit dans deux cas :

Si les colons étaient originaires de la province où ils s'établissaient, ils n'avaient droit qu'à un seul Freijahr. Si les colons acquéraient un domaine où les bâtiments étaient déjà construits, ils n'avaient droit qu'à un ou deux Freijahre.

Ces privilèges étaient très avantageux pour les colons dont les premières années d'exploitation étaient toujours les plus difficiles. Ils leur donnaient la possibilité d'augmenter leur cheptel et leur matériel, de finir la construction des bâtiments, et même de les agrandir, d'utiliser des engrais artificiels pour augmenter le rendement des terres, enfin de régler les dettes les plus pressantes. En effet, les colons qui n'avaient pas de capital disponible faisaient leurs achats à crédit, et devaient payer en trois années. Ils ne commençaient ainsi à payer la rente qu'après avoir amorti leurs dettes.

Un autre privilège réservé aux colons était la possibilité d'obtenir un prêt en argent connu sous le nom d'« Ergänzungsdarlehen », quand la ferme qu'ils devaient acquérir n'était pas encore entièrement bâtie. Toutefois, ils devaient faire preuve de certaines qualités d'économie dans l'administration de leurs biens.

Contrairement à la Commission générale qui n'accordait l'autorisation de contracter un emprunt auprès de la Rentenbank qu'après l'achèvement et l'évaluation des bâtiments, l'A. K. faisait d'avance aux colons un prêt égal aux deux tiers de leur fortune totale.

La somme empruntée portait intérêt à 3, 5 o/o, et était amortie au taux de 3, 5 o/o. Ils payaient ainsi chaque année 7 o/o du capital et remboursaient leur dette en vingt ans.

Les colons prenaient généralement possession de leur domaine au printemps. S'il n'existait aucune habitation, ils trouvaient les champs tout ensemencés, et n'avaient plus qu'à continuer la culture jusqu'à la moisson.

En général, un tiers de la superficie était consacré aux semailles d'automne, blé et seigle ; un tiers à l'avoine et à l'orge, un sixième aux pommes de terre et aux raves, enfin

un sixième était réservé pour la production du fourrage.

En attendant la moisson, les colons obtenaient gratuitement logis et nourriture pour eux et leur famille. Après la récolte, ils devaient restituer en nature les provisions qu'ils avaient reçues de l'A. K. S'ils préféraient, ils avaient la faculté de garder toute la récolte pour eux en remboursant en argent les frais de leur entretien.

Quand les colons étaient encore occupés à la construction de leur habitation au moment de la moisson, l'A. K. les aidait à faucher et à rentrer leur récolte ; parfois même elle se chargeait entièrement de la moisson, des labours et des semailles d'automne moyennant le remboursement en nature de deux ou trois fois la quantité des semences.

En échange de tous ces avantages, les colons étaient tenus à certaines obligations : ils devaient assurer leur maison, leur bétail et leur matériel agricole contre l'incendie, et leurs récoltes contre la grêle.

Il leur était interdit d'ouvrir un débit de boissons ou de vendre de la bière et de l'alcool sans une autorisation expresse de l'A. K.

Ils subissaient aussi certaines restrictions de leur droit de propriété :

Ils ne pouvaient disposer de leur terre, soit pour l'échanger, soit pour la vendre en totalité ou en partie, sans une autorisation spéciale du Président de l'A. K. Cette autorisation était refusée chaque fois qu'il y avait lieu de supposer que le changement de propriétaire ne permettrait pas d'atteindre le but fixé par la loi du 26 avril 1886, et en particulier, si l'acheteur n'employait pas exclusivement l'allemand « chez lui, à l'église, et dans ses relations avec le public ».

L'A. K. avait un droit de préemption en cas de vente, et pouvait racheter la terre à un prix inférieur à sa valeur. Enfin, au point de vue de l'héritage, les biens des colons étaient soumis au droit spécial établi par la loi déjà citée du 8 juin 1896, qui transformait ces biens en une sorte de majorat paysan (1).

1. Voir la note de la p. 82.

Avant d'acheter un domaine, les colons devaient faire preuve qu'ils possédaient une certaine fortune personnelle. En général on exigeait d'eux les deux cinquièmes de la valeur estimative du bien, soit quatorze fois le montant de la rente annuelle. Dans l'évaluation de la fortune, on comptait le bétail et les instruments de travail, mais non les meubles personnels.

Enfin les colons devaient déposer leur argent liquide à la caisse spéciale de l'A. K. et ils ne pouvaient le retirer qu'en justifiant de son emploi pour des dépenses nécessaires.

QUATRIÈME PARTIE

LA SITUATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS VIS-A-VIS DES COLONS ALLEMANDS

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La politique de persécutions contre le peuple polonais, suivie par l'Allemagne pendant plus de trente ans a pris fin en 1918 grâce à la victoire des alliés. Mais le nouvel Etat polonais continue toujours à ressentir les conséquences de cette politique.

La Prusse ne peut plus fonder de colonies en Pologne, mais ses colons sont restés et possèdent des milliers d'hectares de terres. Ils sont rassemblés dans certaines régions, restent unis entre eux au moyen de sociétés « Vereine et Bunden » et ne se mêlent pas à la population polonaise. Ils forment un milieu complètement étranger, et malgré quelques gages de loyalisme, tels que de larges souscriptions aux emprunts d'Etat, ils n'en sont pas moins foncièrement hostiles à la Pologne.

Toutes leurs sympathies vont à l'Allemagne et à ceux qui la soutiennent, comme on a pu le voir lors de l'invasion des Bolchéviks en août 1920. Ils obéissent davantage aux indications et aux ordres venus de Berlin qu'aux lois polonaises ; leurs journaux ne leur prêchent pas une révolte ouverte contre l'Etat dont ils sont les sujets, mais ils leur prodiguent les conseils les plus perfides, pour résister aux mesures

administratives des autorités polonaises en invoquant toutes sortes de prétextes à allure juridique.

Le seul remède à cet état de choses serait, comme nous l'a dit une des personnalités les plus marquantes de l'Urząd Osadniczy (Office polonais de Colonisation) l'expulsion des colons et la liquidation de leurs biens aux frais de la Prusse.

En effet, si ces colons n'avaient pas été appelés et aidés par le gouvernement prussien, ils ne seraient certainement pas venus s'installer en Pologne. Puisque la Prusse a jugé bon de dépenser 1.200 millions pour lutter contre la population locale, et tâcher de la remplacer par des Allemands, il serait juste qu'elle supportât les frais de l'opération inverse ; elle devrait réparer les torts causés aux Polonais, renvoyer les colons dans leur pays d'origine, et rendre les terres à leurs possesseurs légitimes.

Malheureusement, cette solution est impossibl , et le traité de Versailles ne permet pas de réaliser ces mesures.

La Pologne est obligée, en vertu du traité de Paix de reconnaître comme nationaux tous les Allemands installés sur son territoire, à l'exception de ceux dont l'établissement est postérieur au 1^{er} janvier 1908.

Quant à la liquidation des biens des colons, elle n'est possible qu'à l'égard de ceux qui ne deviennent pas citoyens polonais et gardent la nationalité allemande.

Il nous faut donc savoir quels sont les colons qui deviennent Polonais et quels sont ceux qui restent Allemands.

Ce sera l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE II

LES DIFFÉRENTS MODES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ POLONAISE

1^o D'après le traité de Versailles et le traité des Minorités

L'article 91 du traité de Versailles s'exprime en ces termes :

« La nationalité polonaise sera acquise de plein droit, à l'exclusion de la nationalité allemande, aux ressortissants allemands domiciliés sur les territoires reconnus comme faisant définitivement partie de la Pologne. »

Le paragraphe 2 du même article apporte la restriction suivante :

« Toutefois, les ressortissants allemands ou leurs descendants, qui auraient établi leur domicile sur ces territoires postérieurement au 1^{er} janvier 1908, ne pourront acquérir la nationalité polonaise qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat polonais. »

D'après ces deux textes, c'est le domicile qui seul compte pour l'acquisition de la nationalité polonaise. Mais le traité du 28 juin 1919, appelé traité des Minorités, et signé entre la Pologne et les principales puissances alliées et associées, élargit considérablement dans l'article 4 le droit des Allemands, en leur permettant de se prévaloir du lieu de leur naissance.

Art. 4. — « La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalité allemande... qui sont nées sur ledit

territoire de parents y étant domiciliés, encore qu'à la date de la mise en vigueur du présent Traité, elles n'y soient pas elles-mêmes domiciliées. »

Un Allemand né en Pologne pendant que ses parents y étaient domiciliés pour peu de temps, acquerra donc la nationalité polonaise, alors qu'il aura passé le reste de sa vie ailleurs, en Westphalie ou en Saxe par exemple.

Enfin l'article 6 du même traité contient la disposition suivante :

« La nationalité polonaise sera acquise de plein droit, par le seul fait de la naissance sur le territoire polonais, à toute personne ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité. »

Cette dernière disposition est réellement exorbitante ; ainsi tout individu né en Pologne mais domicilié dans n'importe quel pays, acquiert d'office la nationalité polonaise, s'il n'a pas une nationalité bien définie. Il peut même avoir été condamné et expulsé du pays où il habitait, la Pologne est obligée de l'accueillir et de le reconnaître comme ressortissant.

C'est ainsi que l'Angleterre a expulsé de chez elle et envoyé en Pologne un certain nombre de Juifs rentrant dans la catégorie précédente. Mais parmi eux plusieurs n'avaient même aucun papier indiquant le lieu de leur naissance, et ne parlaient pas le polonais.

En résumé, tous les Allemands de Pologne deviennent Polonais, soit en vertu du lieu de leur naissance, soit en vertu de leur domicile, exception faite pour ceux qui se sont établis après le 1^{er} janvier 1908. Encore pour ces derniers, la situation est loin d'être claire, et certains d'entre eux peuvent avoir deux nationalités comme dans l'exemple suivant :

Un colon est venu s'établir en Poznanie après la date fixée par le traité. L'année suivante, il a un fils. La situation de ces deux personnes est réglée par l'article 91. § 2 du traité de Versailles. Le père reste Allemand, en vertu de la date de son installation, et son fils reste également Allemand, car les « descendants » des colons visés par le texte en ques-

tion suivent la condition de leurs parents. Mais ce fils est né sur le territoire polonais ; on doit donc lui appliquer l'article 4 du traité des Minorités qui accorde la nationalité polonaise aux personnes de nationalité allemande nées en Pologne de parents y étant domiciliés.

On se trouve ainsi en présence d'une situation inextricable : cet enfant doit rester Allemand en vertu du traité de Paix, et il doit devenir Polonais en vertu du traité des Minorités.

Il est impossible de concilier ces deux textes contradictoires, et on peut seulement se demander quelle est la cause d'une pareille erreur.

L'article 91 du traité de Paix accorde la nationalité polonaise à tous les Allemands domiciliés en Pologne, exception faite de ceux qui se sont établis après le 1^{er} janvier 1908. L'article 3 du traité des Minorités accorde la nationalité polonaise à tous les ressortissants allemands domiciliés en Pologne sans exception, mais sous réserve de toute disposition du traité de Paix avec l'Allemagne, relativement aux personnes domiciliées sur ce territoire postérieurement à une date déterminée.

L'article 4 par contre est rédigé d'une façon tout à fait générale : « La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalité allemande... qui sont nées sur ledit territoire de parents y étant domiciliés. »

Aucune réserve n'est faite, comme dans l'article 3, pour les personnes domiciliées sur le territoire polonais postérieurement à une date déterminée. C'est l'absence de cette réserve qui met l'article 3 en contradiction avec le traité de Versailles.

Cette omission a-t-elle été voulue par les rédacteurs du traité des Minorités, ou est-elle due à une simple négligence ? La dernière hypothèse nous paraît la plus vraisemblable. L'article 4 a été fait pour obliger les Polonais à reconnaître comme nationaux des gens qui ne leur étaient pas sympathiques. Pour éviter toute difficulté d'interpréta-

tion, on l'a rédigé dans les termes les plus généraux, mais on a oublié que le traité de Versailles donnait déjà à la Pologne le droit de rejeter de son sein toute une catégorie d'individus particulièrement suspects.

Un pareil oubli peut sembler étonnant de la part des rédacteurs du traité de Paix qui ont poussé le scrupule, comme le remarque le comte Tarnowski, jusqu'à faire restituer par l'Allemagne le crâne d'un Sultan de Zanzibar (1).

La question de la nationalité pour les descendants des Allemands originaires de l'ancienne Pologne prussienne, et installés comme colons après le 1^{er} janvier 1908, a été réglée par le gouvernement polonais. Dans un esprit de conciliation remarquable, il a consenti à considérer ces colons et leurs descendants comme citoyens polonais, et à leur accorder en même temps le droit d'option.

Mais la difficulté reste entière pour les descendants de la très grande majorité des colons venus des différentes provinces de l'Allemagne après 1908.

2° D'après l'ordonnance du 13 juillet 1920

Le traité de Paix accorde la nationalité polonaise aux ressortissants allemands « domiciliés » sur le territoire polonais.

Quel est le sens exact du mot « domicilié » ? Depuis quelle époque un Allemand doit-il habiter dans le pays pour y avoir un domicile ? Une femme mariée peut-elle avoir un domicile différent de celui de son mari ? Autant de questions laissées sans réponse par le traité.

Le gouvernement polonais a dû fixer lui-même les règles à ce sujet, et a rendu une ordonnance le 13 juillet 1920 (*Moni-*

1. Article 246 : « Le crâne du Sultan Makaoua ayant été enlevé du protectorat allemand de l'Afrique orientale et transporté en Allemagne sera dans le même délai (de six mois) remis par l'Allemagne au Gouvernement de sa Majesté Britannique » Comte Jean Tarnowski : *le Traité de Versailles et la sécurité de l'Europe*. Biarritz, 1919, p. 22.

tor Polski, n° 167 du 27 juillet 1920) intitulée « Ordonnance relative à l'acquisition et à la perte de la nationalité polonaise ».

L'article 1^{er} indique quelles personnes doivent être considérées comme « domiciliées sur les territoires faisant définitivement partie de la Pologne ».

Article premier. — « D'après l'article 91, § 1 du traité de Versailles, le domicile ne confère la nationalité polonaise que si la personne domiciliée en Pologne n'a pas quitté le pays du 2 janvier 1908 au 10 janvier 1920. Une absence momentanée n'est pas considérée comme un abandon de domicile, si elle a eu lieu dans des circonstances montrant clairement l'intention de conserver le domicile existant. »

La durée de l'interruption de domicile n'entraînant pas abandon de domicile est laissée à l'appréciation des autorités polonaises qui décideront dans chaque cas particulier. Cela donne à l'application de cette mesure une grande souplesse, et permet de résoudre des cas compliqués.

La question du domicile a fait l'objet de la part des Allemands d'une prétention exorbitante, qui a rendu impossible jusqu'à présent toute entente entre l'Allemagne et la Pologne au sujet du droit d'option.

Les Allemands soutiennent qu'une même personne peut avoir plusieurs domiciles à la fois. Ils s'appuient pour cela sur une loi allemande, la loi du « Doppelt-Domizil ». D'après cette loi, on considère comme domiciles d'une personne, aussi bien la maison de Berlin où elle a son principal établissement, que la villa où elle habite en été au bord de la mer, ou un pavillon de chasse dans les provinces de l'Est.

Ainsi un Allemand qui venait chasser un mois en Poznanie où il possédait une petite maison, et qui habitait le reste de l'année à Berlin prétend avoir le droit d'être considéré comme domicilié en Pologne et de devenir citoyen polonais en vertu du traité de Paix.

Cette prétention n'est pas soutenable ; en effet, si l'art. 91 n'indique pas la nature juridique du domicile exigé il résulte des discussions qui ont précédé la rédaction du traité,

que le domicile doit être entendu suivant la conception française.

C'est donc le domicile considéré comme le lieu du principal établissement qui est désigné par l'article 91.

Une autre difficulté soulevée par ce même article est la détermination de la nationalité de la femme séparée de corps.

D'après cet article, c'est le domicile qui emporte attribution de la nationalité. Or, après un jugement de séparation de corps, rien ne s'oppose à ce que le mari restant en Pologne, sa femme ait son domicile propre en Allemagne. N'étant pas domiciliée en Pologne, elle ne pourra pas devenir Polonaise en vertu du traité de Paix.

D'un autre côté, les liens du mariage n'étant pas rompus, il semble qu'elle devrait acquérir la même nationalité que son mari, d'après les principes généraux du droit européen : en droits français, belge et allemand, la femme suit toujours la nationalité de son mari. La loi polonaise du 20 janvier 1920 articles 4, 6 et 7 contient les mêmes dispositions. Le traité de Versailles et celui des Minorités paraissent conserver cette règle fondamentale en décidant que l'option du mari entraînera celle de la femme.

Malgré la force de ces arguments, nous sommes obligés de refuser la nationalité polonaise à la femme séparée de corps, et cela en vertu du texte précis de l'Ordonnance polonaise du 13 juillet 1920. Cette ordonnance ne reconnaît en effet comme « domiciliées » en Pologne au titre du traité de Paix que les femmes qui n'ont à aucun moment quitté le domicile de leur mari jusqu'au 10 janvier 1920.

Art. 2, § b). — « Seront traitées sur le même pied que les personnes domiciliées dans le pays depuis le 2 janvier 1908, les femmes qui n'ont été domiciliées dans le pays que du fait de leur mariage si elles n'ont pas quitté ce domicile jusqu'au 10 janvier 1920, et si leur mari a été domicilié sans interruption dans le pays depuis le 2 janvier 1908. »

Dans le cas en question, la femme a quitté son domicile avant le 10 janvier 1920 ; elle doit rester Allemande.

Le cas où une femme acquiert une autre nationalité que celle de son mari doit être considéré comme exceptionnel, et dans toutes les autres circonstances on doit appliquer la règle de l'unité de la famille, qui reconnaît à la femme la nationalité de son mari, et aux enfants la nationalité de leurs parents.

Ainsi une Allemande venue s'installer en Pologne après le 1^{er} janvier 1908 devient Polonaise du fait de son mariage, et malgré la date de son arrivée dans le pays, si elle n'a pas quitté son domicile depuis cette date.

Dans le cas contraire, si une Allemande domiciliée en Pologne avant le 1^{er} janvier 1908 épouse un Allemand venu s'établir après cette date, elle doit rester Allemande.

Il faut maintenant envisager le cas des personnes pouvant se prévaloir de l'article 4 du traité des Minorités. Prenons un exemple :

Une femme devenue Polonaise en vertu de l'article 4 a quitté la Pologne à la suite d'un jugement de séparation de corps. Quelle sera sa nationalité ?

Comme on l'a vu tout à l'heure, la femme séparée de corps et qui n'a pas conservé son domicile en Pologne doit rester Allemande en vertu de l'article 2, § b) de l'Ordonnance du 13 juillet 1920, et de l'article 91, § 1 du traité de Paix.

Mais ces deux textes sont-ils applicables ici ? L'article 2, § b) de l'Ordonnance polonaise est en opposition avec l'art. 4 du traité des Minorités.

Or en vertu de l'article 1^{er} du même traité, cette opposition disparaît, car on ne doit pas tenir compte du texte polonais. En effet, l'article 1^{er} s'exprime ainsi :

« La Pologne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 du présent chapitre soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations, et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles. »

L'argument de texte polonais étant écarté, il ne reste plus

que l'article 91 en faveur de la thèse qui refuse la nationalité polonaise.

Ici on se trouve en présence de deux textes d'égale valeur tous deux signés par les principales puissances alliées et associées. Il en résulte une contradiction analogue à celle exposée plus haut, concernant les enfants des colons installés après le 1^{er} janvier 1908.

Une autre contradiction apparaît encore lorsqu'on étudie la nationalité des enfants nés en Pologne de parents décédés avant la mise en vigueur du traité de Paix.

La situation de ces enfants est réglée par l'article 2 de l'Ordonnance polonaise du 13 juillet 1920, § a) : « Acquièrent la nationalité polonaise les enfants légitimes d'un père décédé et les enfants naturels d'une mère décédée, s'ils ont été domiciliés dans le pays depuis leur naissance jusqu'au 10 janvier 1920, et si leurs parents ont eu leur domicile habituel depuis le 2 janvier 1908 jusqu'à leur mort. »

Cette disposition est contraire à celle de l'article 4 déjà cité, qui n'exige aucune autre condition que la naissance pour l'acquisition de la nationalité polonaise. Elle devient donc nulle en vertu de l'article 1^{er} du traité des Minorités.

Mais d'un autre côté, le traité de Paix article 91 accorde expressément à la Pologne le droit de refuser ou d'accorder sa nationalité à tous les Allemands nés ou installés après le 1^{er} janvier 1908. La situation est inextricable.

On voit par ces différents exemples que les deux traités ont laissé sans solution un certain nombre de questions.

CHAPITRE III

LE DROIT D'OPTION

1° A qui appartient le droit de légiférer dans la question de l'option ?

Le traité de Versailles, en accordant à presque tous les Allemands la nationalité polonaise leur reconnaît en même temps le droit de répudier cette nationalité, et de redevenir Allemands.

L'article 91 § 3 déclare en effet :

« Dans le délai de deux ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les ressortissants allemands âgés de plus de dix-huit ans et domiciliés sur l'un des territoires reconnus comme faisant partie de la Pologne, auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande. »

La première question à examiner est celle-ci : Qui est chargé de régler les modalités d'exercice du droit d'option ?

L'article 91 ne l'indique pas. Le gouvernement polonais a pensé qu'il avait le droit de légiférer à ce sujet pour les raisons suivantes : En effet, ce sont ses propres nationaux qui ont la faculté d'opter. Ils sont toujours soumis à ses lois, tant qu'ils n'ont pas fait de déclaration en faveur de l'Allemagne. Jusqu'à ce moment, ils sont absolument indépendants de leur Etat d'origine et l'Allemagne n'a plus aucun pouvoir sur eux, en vertu de l'article 278 du traité de Paix ainsi conçu :

« L'Allemagne s'engage à reconnaître la nouvelle nationalité qui aurait été ou qui serait acquise par ses ressortissants d'après les lois des Puissances alliées ou associées, et con-

formément aux décisions des autorités compétentes de ces Puissances, soit par voie de naturalisation, soit par l'effet d'une clause d'un traité, et à dégager à tous les points de vue ces ressortissants, en raison de cette acquisition de nouvelle nationalité, de toute allégeance vis-à-vis de leur Etat d'origine. »

D'après cet article, on peut conclure que c'est à la Pologne de légiférer sur le droit d'option. L'article 278 stipule qu'une nouvelle nationalité doit être acquise « conformément aux décisions des autorités compétentes des Puissances alliées ou associées. »

L'Allemagne n'a jamais à intervenir, et doit reconnaître tout ce qui est décidé par une des Puissances alliées ou associées. La question de l'option étant étroitement liée à celle de la nationalité, doit être soumise aux mêmes règles, et être uniquement du ressort de la Pologne, puissance alliée.

Le gouvernement polonais a cependant essayé d'arriver à un accord avec le gouvernement allemand, mais ce dernier paraît avoir tout fait pour empêcher d'aboutir à un résultat. Il a émis des prétentions insoutenables au sujet du domicile, comme nous l'avons vu, et a voulu joindre la question de l'option à celle du transit des marchandises à destination de la Prusse Orientale, mais sans indiquer le rapport qui peut exister entre ces deux questions.

Les négociations commencées en janvier 1919 sous la présidence du général Lerond furent rompues en mai. De nouvelles tentatives n'eurent pas plus de succès.

Aussi, le gouvernement polonais, fort de son droit, a voulu régler la question à lui seul, et le ministre de l'Intérieur, dans l'Ordonnance déjà citée du 13 juillet 1920, a fixé les modalités d'exercice du droit d'option.

Cette ordonnance a naturellement été l'objet des critiques les plus vives de la part des Allemands. D'après eux, il est impossible d'admettre que, suivant cette ordonnance, les Allemands soient obligés d'opter devant les autorités polonaises, alors que les Polonais en Allemagne optent devant

leurs propres consuls. Les mêmes dispositions devraient être appliquées également pour les deux nationalités.

Il est facile de répondre que la situation n'est pas égale des deux côtés. Le gouvernement polonais doit se prémunir contre un danger que l'Allemagne n'a pas à courir.

Si la Pologne permettait aux autorités allemandes de recevoir les déclarations d'option en sa faveur, elle n'aurait aucune garantie, aucun contrôle, et pourrait être envahie à l'instigation de l'Allemagne, d'une quantité considérable de soi-disant Polonais.

L'exemple des plébiscites de Olsztyn (Allenstein), de Kwydzyń (Marienwerder), du Sleswig et de la Haute-Silésie, ont montré combien les Allemands étaient passés maîtres dans l'art de falsifier les états civils et de faire des faux de toute pièce. Du reste, tous les papiers fabriqués pour les besoins de la cause ne sont faux qu'en partie. Les cachets sont rigoureusement authentiques, car le gouvernement prussien a emporté dans sa retraite toutes les pièces administratives et tous les cachets officiels.

Les Polonais sont donc obligés de prendre des mesures pour pouvoir vérifier eux-mêmes à quel titre des personnes domiciliées en Allemagne veulent acquérir la nationalité polonaise.

Un pareil danger n'est vraiment pas à craindre pour l'Allemagne qui peut être sûre que la Pologne ne cherchera pas à y introduire des pseudo-Allemands.

Néanmoins, du côté allemand, on persiste à soutenir qu'une déclaration d'option en faveur de l'Allemagne faite devant les autorités polonaises est absolument nulle.

2° Difficulté en cas de refus du gouvernement allemand de reconnaître les options légalement faites

La prétention allemande que nous venons d'énoncer soulève une question juridique intéressante :

Un pays peut-il refuser de reconnaître comme ses nationaux les personnes qui ont opté pour lui ?

L'Allemagne peut-elle refuser la nationalité allemande aux citoyens polonais qui ont opté pour elle ?

L'Allemagne n'a certainement pas le droit d'agir ainsi, car ce serait supprimer par ce moyen le droit d'option.

Supposons cependant qu'elle considère la déclaration d'option comme inopérante.

Cette déclaration n'en produira pas moins son effet au point de vue polonais : le déclarant cessera, le jour même de la déclaration, d'être citoyen polonais et acquerra la nationalité allemande. Si l'Allemagne de son côté refuse de le reconnaître comme ressortissant, il n'a plus de nationalité il est « heimatlos ».

Or cette situation est prévue par l'article 6 du traité des Minorités qui accorde de plein droit la nationalité polonaise « à toute personne née sur le territoire polonais et ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité. »

On arrive ainsi à ce résultat paradoxal. Un Allemand devenu Polonais en vertu du traité de Paix opte pour l'Allemagne, perd sa nationalité polonaise, n'acquiert pas la nationalité allemande, et redevient Polonais en vertu du traité des Minorités.

Il serait alors impossible aux intéressés d'exprimer leur volonté.

3° Les modalités d'exercice du droit d'option

Les modalités d'exercice du droit d'option sont réglées par les articles 4, 5 et 6 de l'Ordonnance du 13 juillet 1920.

D'après l'article 4, sont chargés de recevoir les déclarations d'option dans l'ancienne Pologne prussienne les maires des villes formant des districts urbains, et partout ailleurs les « Starostes » (sous-préfets). L'article 5 indique ce que doit comprendre la déclaration qui peut être écrite ou orale.

L'optant doit déclarer :

1° Ses noms et prénoms ;

2° La date, l'année et le lieu (commune, district, pays) de sa naissance ;

- 3° Les noms et prénoms de ses parents ;
- 4° Sa profession et son état ;
- 5° Le lieu (commune, district et pays) où il réside habituellement ;
- 6° La nationalité qu'il avait avant le 10 janvier 1920 ;
- 7° Les prénoms et le nom de jeune fille de sa femme ;
- 8° Les prénoms, dates et lieux de naissance de ses enfants de moins de dix-huit ans.

D'après l'article 6, le fonctionnaire qui reçoit une déclaration orale vérifie l'identité du déclarant, et dresse un procès-verbal qui doit être signé par l'optant et par le fonctionnaire.

S'il s'agit d'une déclaration écrite, afin d'éviter les fraudes et les fausses déclarations, la signature doit être légalisée, certifiée conforme par un notaire ou par le commissaire du district du lieu du domicile.

L'option faite en vertu de la loi produit effet à partir du jour de la déclaration ; celui qui a opté perd sa nationalité et devient citoyen du pays pour lequel il a opté (art. 9).

Les femmes mariées et les enfants n'ont pas la faculté d'opter eux-mêmes, en vertu de l'article 91, § 5 ainsi conçu :

« L'option du mari entraînera celle de la femme, et celle des parents entraînera celle des enfants âgés de moins de dix-huit ans. »

Cette disposition soulève plusieurs difficultés. L'article 91 suppose que les deux époux sont unis par les liens du mariage. Si le divorce a été prononcé entre eux, ils seront libres d'opter séparément, mais quelle sera la situation des enfants ?

Supposons que le père ait opté pour l'Allemagne, et que la mère soit restée polonaise. Le traité exige l'option des parents. Dans les cas en question elle n'est pas possible puisque les deux parents ne sont pas d'accord.

À prendre le texte à la lettre, la volonté d'un seul est insuffisante ; mais en admettant cette interprétation, il serait impossible d'attribuer une nationalité aux enfants.

Il semble préférable de chercher une solution en recourant

à l'article 7 de l'Ordonnance du 13 juillet, donnant au représentant légal des orphelins le droit d'opter pour eux après avis du conseil de famille.

Les enfants des parents divorcés suivraient la nationalité de la personne chargée de leur garde.

Malgré tout, des difficultés subsistent.

Si c'est le père qui a obtenu la garde des enfants, il est tout naturel que sa déclaration entraîne celle de ses enfants ; mais si c'est la mère, ou un grand-parent, ou même une tierce personne qui garde les enfants et opte pour eux, le père pourrait arguer de sa puissance paternelle pour réclamer contre une option contraire à ses sentiments.

Dans le cas de séparation de corps, il pourrait résulter du droit d'option du mari une grande injustice.

Une femme polonaise mariée à un Allemand et abandonnée avec ses enfants par son mari obtient un jugement de séparation de corps : il suffit au mari de faire usage de son droit d'option pour obliger toute sa famille à devenir allemande malgré elle et même à quitter le pays, en vertu de l'article 3 du Traité des Minorités.

Il n'y aurait aucun recours, car l'option est irrévocable, sauf la réserve prévue par l'article 8 de l'Ordonnance du 13 juillet 1920 :

« Jusqu'au 10 janvier 1922, les orphelins et les incapables, en lieu et place desquels les parents ou d'autres représentants légaux auront exercé le droit d'option, auront le droit de rétracter l'option qui aura été faite, s'ils ont atteint avant cette date l'âge de dix-huit ans accomplis, ou si leur incapacité légale a cessé avant la date précitée. »

La déclaration rectificative est reçue par les mêmes autorités compétentes que les déclarations ordinaires.

Le droit d'option accordé aux Allemands de Pologne est accordé par réciprocité aux Polonais d'Allemagne par le paragraphe 4 de l'article 91 du traité de Paix.

Les formalités sont absolument les mêmes, mais les autorités compétentes pour recevoir les déclarations sont les autorités diplomatiques polonaises, afin d'empêcher les Alle-

mands d'usurper la nationalité polonaise pour venir remplacer les colons obligés de quitter la Pologne.

Pour la même raison, le gouvernement polonais a imposé des formalités spéciales aux Polonais ressortissants allemands qui à la date du 10 janvier 1920 étaient en pays étranger et désirèrent devenir citoyens polonais en vertu du paragraphe 9 de l'article 91 du traité de Paix.

En vertu de l'article 12 de l'Ordonnance du 13 juillet 1920, ils doivent déclarer devant les représentants polonais à l'étranger, leur volonté de devenir citoyens polonais et indiquer les localités où ils ont résidé pendant les cinq dernières années, ainsi que la durée de leur séjour dans ces localités.

Ils doivent en outre présenter leur acte de naissance ou leur certificat de baptême, ainsi que ceux de leur femme et de leurs enfants, prouver qu'ils sont bien nationaux allemands et déclarer renoncer à cette nationalité.

On exige encore qu'ils prouvent leur origine polonaise et qu'ils obtiennent une attestation certifiant qu'il n'y a pas de disposition contraire dans la loi du pays où ils habitent, empêchant l'acquisition d'une autre nationalité selon le sens de l'article 91 du traité de Paix.

4° Les effets de l'option et les difficultés soulevées par les différences de texte entre les deux traités

L'option une fois faite devant les autorités compétentes et dans les formes légales, quelle est la condition juridique de l'optant ?

S'il a opté pour l'Allemagne, il cesse d'être Polonais et devient citoyen allemand, malgré les objections que nous avons signalées précédemment. Il sera donc considéré en Pologne comme un étranger, et y jouira des droits naturels reconnus par l'article 2 du traité des Minorités.

Mais a-t-il le droit d'y conserver son domicile ? D'après l'article 91, § 6, il semblerait que oui :

« Toutes personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus *prévu* auront la faculté, dans les douze mois qui suivront, de transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté. »

Le traité donnant la « faculté » de quitter le pays, accorde implicitement celle d'y rester. Si l'on s'en tient à l'article 91, les Allemands ne sont pas obligés d'aller s'établir en Allemagne après leur option, mais après l'expiration d'un délai de douze mois après leur déclaration, ils perdront le bénéfice des franchises prévues au paragraphe 8 dudit article, et concernant le transport de leurs biens mobiliers.

La même conclusion est impossible si on considère le traité des Minorités dont l'article 4, § 3 est rédigé en ces termes :

« Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus **devront**, dans les douze mois qui suivront et à moins de dispositions contraires du traité de Paix avec l'Allemagne, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté. »

Ce texte indique clairement que les personnes ayant opté pour l'Allemagne ne peuvent rester en Pologne.

Mais ici, nouvelle difficulté : Comment faut-il interpréter ces mots : « à moins d'une disposition contraire du Traité de Paix avec l'Allemagne ? »

Doit-on considérer la « faculté » donnée aux optants de transporter leur domicile dans le pays en faveur duquel ils ont opté comme une disposition contraire à celle de l'art. 3 ? Différentes opinions peuvent être données.

On peut soutenir que les deux textes ne sont pas incompatibles, et qu'ils se complètent l'un l'autre. D'après l'art. 91, les Allemands auraient la faculté de quitter la Pologne ; d'après l'art. 3, ils en auraient non seulement la faculté, mais encore l'obligation. Si le Traité de Paix avait voulu autoriser les Allemands à demeurer en Pologne, il leur aurait donné expressément la « faculté » de rester, comme il leur a réservé le droit d'y conserver leurs biens immobiliers.

Ces arguments ne nous semblent pas convaincants, et nous pensons que la disposition spéciale de l'art. 91 est bien con-

traire à celle de l'art. 3 qui est dès lors sans valeur, en vertu de la réserve qui y est inscrite.

Les Allemands nationaux polonais auraient ainsi la faculté de rester en Pologne, même après avoir opté pour l'Allemagne.

A l'appui de cette opinion, nous ferons remarquer que dans le Traité de Paix le droit d'option est accordé aux nationaux de 4 Etats différents, et que l'art. 91 est le seul à ne pas imposer aux personnes ayant opté pour un pays d'y transporter leur domicile.

A l'article 85, § 3, concernant la Tchéco-Slovaquie, à l'article 106, § 3, concernant la ville libre de Dantzig et à l'article 113, § 5, concernant le Sleswig, on trouve répétés ces mêmes mots :

« Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu, devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté ».

L'art. 91 s'écartant de cette uniformité, il semble difficile de ne pas y voir une intention bien arrêtée de réserver aux Allemands de Pologne le droit d'y conserver leur domicile après leur option.

Entre les deux solutions extrêmes, on peut essayer d'en donner une troisième intermédiaire. Elle repose sur la distinction à établir entre le Traité de Versailles et celui des Minorités.

L'art. 91 du Traité de Paix accorde le droit d'option non seulement aux Allemands citoyens polonais, mais encore aux Polonais citoyens allemands.

Au contraire, le Traité des Minorités (Art. 3) n'accorde le droit d'option qu'aux Allemands devenus citoyens polonais en les obligeant en même temps à quitter la Pologne après leur option. Comme il n'est fait aucune mention dans cet art. 3 des Polonais ressortissants allemands, c'est l'art. 91 qui doit régler leur situation. Or l'art. 91 ne leur impose aucune obligation, mais leur donne seulement la faculté de transporter leur domicile en Pologne après leur option.

Nous aboutissons ainsi à une différence de traitement entre les Polonais et les Allemands. Les premiers sont libres de conserver ou de quitter leur domicile primitif, les autres au contraire sont tenus de quitter le pays où ils étaient installés avant l'option.

On peut présenter contre cette solution l'argument suivant :

L'art. 91 du Traité de Paix s'applique aussi bien aux Polonais ressortissants allemands qu'aux Allemands ressortissants polonais ; les mots « toutes personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu... » (§ 6) l'indiquent clairement, et interdisent de faire une distinction entre ces deux catégories d'individus.

Si l'on admet cette objection, on retombe dans la difficulté soulevée par l'interprétation des mots « à moins d'une disposition contraire du Traité de Paix avec l'Allemagne », difficulté que nous avons exposée plus haut.

Une autre question se pose encore au sujet du domicile des optants.

Les personnes qui auront transféré leur domicile en Allemagne pourront-elles aussitôt après, rentrer en Pologne, seront-elles assujetties à un délai, ou leur sera-t-il interdit d'y revenir ?

Cette question a déjà été soulevée par les plénipotentiaires français lors de la discussion des protocoles additionnels au Traité de Francfort, et il semble qu'on doive lui donner la même réponse qu'en 1871.

Les lois sur l'émigration ne fixant aucun délai, les personnes dont il s'agit seront libres de rentrer sur le territoire polonais au même titre que tout étranger, et elles pourront s'y établir à demeure, tant que les autorités polonaises y donneront leur assentiment.

CHAPITRE IV

CAS OU L'ON PERD LA NATIONALITÉ POLONAISE.

D'après la loi sur la nationalité polonaise du 20 janvier 1920, et la circulaire qui la complète, l'acquisition volontaire d'une autre nationalité par un Polonais entraîne la perte de la nationalité polonaise.

Cette disposition toute naturelle ne nous intéresserait pas, si elle ne permettait pas de rétracter d'une façon détournée l'option qui devrait être irrévocable en vertu de l'art. 10 de l'Ordonnance du 13 juillet 1920.

Voici dans quel cas :

Un Polonais sujet allemand a opté pour la Pologne ; d'après les règles du droit d'option, il ne peut plus redevenir Allemand. Mais s'il se fait naturaliser en Allemagne, il acquerra la nationalité allemande, et en réalité, le résultat sera le même que s'il y avait eu rétractation de l'option.

De nouvelles causes de perte de la nationalité polonaise ont été créées à la suite de la guerre avec les Soviets. Le Gouvernement polonais a été amené à se servir du retrait de la qualité de citoyen comme d'une punition particulière à l'égard des personnes réfractaires au service militaire.

En vertu d'une Ordonnance du Conseil de Défense Nationale du 11 août 1920 (Dziennik Ustaw N° 81 du 24 août) peuvent être privés de la nationalité polonaise :

1° Les hommes coupables de désertion et se tenant en dehors des frontières de la Pologne, ou dans la partie du territoire occupée par l'ennemi ;

2° Ceux qui ont quitté le pays pour ne pas répondre à l'appel de l'autorité militaire ;

3° Ceux qui, habitant habituellement en dehors des frontières de la Pologne, ne se sont pas fait connaître aux autorités polonaises dans les trois mois qui suivront l'appel de leur classe.

Cette mesure intéresse particulièrement les Allemands devenus Polonais en vertu de l'article 4 du traité des Minorités, qui vise les personnes nées sur le territoire de la Pologne, mais domiciliées à l'étranger.

A la suite de cette ordonnance, le Consulat général polonais à Berlin a donné l'ordre à tous les Polonais nés entre 1880 et 1902, de se faire inscrire sur des listes spéciales, faute de quoi ils seront considérés comme réfractaires à l'autorité militaire.

Les Allemands qui ne se conformeraient pas à cet ordre cesseront d'être considérés comme ressortissants polonais. Le fait de ne pas répondre à l'appel des autorités du pays dont ils sont nationaux, implique une renonciation tacite à cette nationalité, par analogie avec la renonciation expresse qu'ils peuvent faire en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 du traité des Minorités.

La mesure prise par le Consulat polonais est si naturelle, que les journaux allemands n'ont même pas essayé de trouver d'objections contre elle et recommandent à toutes les personnes intéressées de ne pas manquer de se faire inscrire, afin de ne pas avoir plus tard de surprises désagréables dans la question de la liquidation (1).

Par contre, l'Allemagne a réclamé avec énergie que les Allemands devenus Polonais en vertu de l'article 91 du traité de Paix et possédant le droit d'option, soient exemptés de tout service militaire, tant qu'ils n'auraient pas opté.

Cette prétention n'est pas soutenable. Tous les citoyens polonais, quelle que soit leur origine, sont tenus d'obéir aux

1. Voir l'article du D'Rukser, *Nochmals die polnische Staatsangehörigkeit* (*Posener Tageblatt* du 12 octobre 1920).

lois polonaises. C'est justement pour permettre aux Allemands qui ne veulent pas être soumis aux autorités polonaises de recouvrer leur ancienne nationalité, qu'il leur a été accordé un droit d'option. Mais tant qu'ils n'en ont pas fait usage, ils demeurent Polonais, et doivent supporter les mêmes charges que leurs concitoyens.

Il n'est venu à l'idée de personne de soutenir que pendant le délai accordé pour opter, les Allemands n'avaient pas à payer d'impôts. S'ils sont soumis aux impôts fiscaux, on ne voit pas pourquoi ils ne seraient pas soumis, au moins en principe, à l'impôt du sang.

Les Allemands ont été chercher un précédent en faveur de l'exemption du service militaire, dans l'arrangement conclu le 1^{er} juillet 1890 entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, concernant la cession de l'île d'Héligoland, et où il est prévu que les habitants, pendant le délai où ils pourront opter, ne seront pas soumis à la conscription.

Cette objection n'a aucune valeur, car une exception formelle inscrite dans un texte ne peut s'appliquer à un autre. Le traité de Versailles et celui des Minorités gardant le silence sur cette question, il est impossible d'en déduire qu'ils ont voulu suivre une règle exposée dans un arrangement concernant l'île d'Héligoland.

L'exonération de certaines charges pour toute une catégorie de citoyens est une chose trop grave pour qu'elle puisse être supposée dans un texte qui ne la mentionne pas expressément.

Il est du reste facile aux Allemands qui ne veulent pas répondre à l'appel des autorités militaires polonaises de faire leur déclaration d'option. Mais ils veulent attendre jusqu'à la dernière limite, en espérant que des événements imprévus surviendront, et que la situation sera modifiée en leur faveur.

La question du service militaire a pris pour les Allemands une grande importance du fait de la guerre contre les Bolchevicks. Ils craignaient d'être obligés de combattre pour un pays qu'ils détestent contre ceux qui sont actuellement leurs meilleurs alliés.

Mais ces craintes étaient bien chimériques, car l'Etat polonais ne tenait guère à avoir des troupes sur lesquelles il ne pouvait pas compter, et il a pris soin de ne mettre que de véritables Polonais dans les troupes combattantes. Quant aux Allemands, il n'ont pas en général été mobilisés.

C'était donc là surtout une question de principe, car tout se réduisait à une inscription sur les listes du recrutement.

La seule chose que peuvent réclamer avec raison les Allemands, c'est que le délai pour opter ne soit pas écourté. D'après le traité de Paix, ils ont un délai de deux ans à dater de la mise en vigueur du traité, c'est-à-dire jusqu'au 10 janvier 1922, pour faire leur déclaration, et le gouvernement polonais ne peut pas les obliger à opter avant cette date.

Certaines autorités polonaises n'avaient pas tenu compte de cette prescription, et ont été désavouées par le gouvernement.

Les Allemands n'ont donc aucun reproche à faire à la Pologne qui a toujours exécuté loyalement les clauses des traités signés par elle.

CHAPITRE V

LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LE DROIT DE LIQUIDER LES BIENS DES ALLEMANDS

Le droit de liquider les biens des Allemands est réservé aux Etats alliés et associés par l'article 297, § *b* du traité de Versailles :

« Sous réserve des dispositions contraires qui pourraient résulter du présent Traité, les Puissances alliées ou associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, à des ressortissants allemands ou des Sociétés contrôlées par eux sur leur territoire, dans leurs colonies, possessions et pays de protectorat, y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent Traité.

La liquidation aura lieu conformément aux lois de l'Etat allié ou associé intéressé, et le propriétaire allemand ne pourra disposer de ces biens, droits et intérêts, ni les grever d'aucune charge, sans le consentement de cet Etat ».

Le texte indique ensuite quelles sont les personnes d'origine allemande qui ne doivent pas être considérées comme « ressortissants allemands » : « Ne seront pas considérés, au sens du présent paragraphe, comme ressortissants allemands, les ressortissants allemands qui acquièrent de plein droit la nationalité d'une Puissance alliée ou associée, par application du présent traité ».

Ainsi, tous les Allemands devenus citoyens polonais en vertu du traité de Versailles ou du traité des Minorités sont exempts de toute liquidation, et l'Etat polonais ne peut

liquider que les biens des Allemands venus s'installer après le 1^{er} janvier 1908, ou ayant perdu la nationalité polonaise par application des lois en vigueur en Pologne.

Toutefois ne peuvent être liquidés les biens, droits et intérêts appartenant à des Allemands citoyens polonais et ayant opté pour l'Allemagne, car l'article 91 du traité de Paix leur reconnaît expressément le droit de conserver en Pologne leurs biens immobiliers, et d'emporter en Allemagne leurs biens mobiliers de toute nature.

Les biens appartenant à l'Empire allemand, à l'Etat prussien, ou aux autres Etats allemands, ainsi que les biens appartenant à l'ex-empereur d'Allemagne ou aux autres personnes royales n'ont pas besoin d'être liquidés, et deviennent de plein droit propriété de l'Etat polonais.

En conséquence, tous les biens appartenant à l'A. K., les terres mises en réserve ou non encore partagées entre les colons, les forêts et les grands domaines achetés par elle, passent à l'Urząd Osadniczy, qui hérite de tous les droits et de toutes les obligations de l'Ansiedlungskommission.

CHAPITRE VI

LA LOI DU 4 MARS 1920

Avant de liquider les biens des Allemands, le gouvernement polonais a fait faire un recensement des biens susceptibles d'être liquidés. Il a rendu à cet effet la loi du 4 mars 1920, intitulée *Loi sur l'Enregistrement et la Surveillance des biens allemands*, complétée par une ordonnance du 10 juin 1920.

En vertu de cette loi, devaient être déclarés les biens, droits et intérêts qui, à la date du 10 janvier 1920, appartenaient aux citoyens allemands, sans égard à leur domicile présent, et aux compagnies, sociétés et associations administrées ou contrôlées par des Allemands quel que soit le caractère de ces sociétés, industriel, commercial ou philanthropique (art. 1).

Un office général de liquidation était créé, et l'article 2 accordait à son président la faculté d'étendre l'obligation de cette déclaration aux biens, droits et intérêts qui ont appartenu à des Allemands entre le 1^{er} juillet 1919 et le 1^{er} janvier 1920, et ont été cédés à des ressortissants d'un autre pays.

Par biens, droits et intérêts, on devait entendre les biens meubles et immeubles, les sommes en espèce, les valeurs mobilières de toutes sortes, les créances hypothécaires ou chirographaires, etc... quelle que fût la monnaie indiquée dans le contrat.

En cas de doute sur la nationalité exacte des biens et des créances, ou d'impossibilité d'en prouver l'origine polonaise

les propriétaires étaient tenus de faire la déclaration prévue.

L'article 3 indiquait plusieurs exceptions.

N'étaient pas soumis à la déclaration :

1° Les biens, droits et intérêts appartenant à des Allemands devenus Polonais en vertu des lois polonaises ou des traités internationaux ;

2° Les biens libres de toute retenue et non soumis à la liquidation en vertu de la convention relative aux employés et conclue à Berlin le 9 novembre 1919 entre le gouvernement allemand et le gouvernement polonais pour permettre à ce dernier de conserver provisoirement les employés allemands indispensables pour assurer la marche des services publics ;

3° Les biens qui sont libres de toute saisie en vertu des lois en vigueur en Pologne ;

4° Les biens exemptés spécialement par le président de l'Office général de Liquidation d'accord avec les ministres compétents.

Les biens meubles et immeubles, sommes en espèces ou valeurs de toutes sortes devaient être déclarés par leurs propriétaires, fermiers, usufruitiers, simples possesseurs, dépositaires, ou administrateurs, ainsi que par les tuteurs ou mandataires de ces personnes.

Les créances devaient être déclarées par le débiteur ainsi que par le créancier, et les biens, droits ou intérêts qui faisaient l'objet d'un procès, par les parties et leurs avocats.

Pour les personnes morales, et les sociétés, la déclaration était faite par le Conseil d'Administration, le directeur, l'administrateur délégué, ou par les liquidateurs, en cas de liquidation (art. 5).

Le délai pour effectuer la liquidation dans l'ancienne Pologne prussienne était de quatre semaines à dater de la publication de l'ordonnance dans le *Journal officiel* de cette province, et finissait le 12 août 1920.

Les déclarations devaient être faites devant les starostes (sous-préfets) ou devant les autorités supérieures de police dans les villes qui ne forment pas de districts urbains.

Etaient compétentes pour recevoir les déclarations :

1° Pour les biens meubles et immeubles, les autorités du lieu où se trouvaient ces biens ;

2° Pour les créances personnelles, les autorités du domicile du débiteur et du créancier ;

3° Pour les créances hypothécaires et les créances sur gage, les autorités du lieu où était le bien garantissant la créance au moment de la déclaration ;

4° Pour les biens faisant l'objet d'un procès, les autorités du lieu du tribunal où le procès était en cours.

La déclaration devait contenir les mentions suivantes :

1° Nom, prénoms et domicile du propriétaire du bien, droit ou intérêt déclaré ; si le propriétaire était une personne morale, il fallait mentionner la raison sociale ou la dénomination de la société, ainsi que son siège social. Le domicile devait être indiqué à la date du 10 janvier 1920, ainsi qu'à la date de la déclaration.

2° Les mêmes indications concernant le déclarant, si celui-ci n'était pas le propriétaire ;

3° Le lien juridique qui existait entre le déclarant et l'objet déclaré, c'est-à-dire l'indication qu'il était propriétaire, fermier, créancier, partie, etc...

4° La dénomination, la description complète, la composition, la nature et l'inventaire de l'objet déclaré, ainsi que le lieu où il se trouvait ;

5° La mention que cet objet était allemand, entièrement ou partiellement, et pour quelle partie ;

6° Son évaluation avec l'explication de la base prise pour l'évaluation ;

7° L'énumération des documents constatant le droit de propriété et de créance, avec la désignation de la date à laquelle ce droit a pris naissance et doit prendre fin ;

8° L'énonciation des dettes dont le bien, droit ou intérêt était obéré.

9° L'affirmation par le déclarant que la déclaration était faite conformément à la loi du 4 mars 1920, et au règlement du 10 juin 1920 ;

10° Enfin la date de la déclaration et la signature du déclarant.

L'adresse donnée par le déclarant emportait élection de domicile pour tous les actes judiciaires concernant l'objet déclaré. Si la déclaration fournie était jugée insuffisante, les autorités compétentes pouvaient exiger des renseignements complémentaires, ainsi que la communication de toutes pièces et documents supplémentaires concernant l'objet déclaré.

Les biens, droits et intérêts soumis à la déclaration ne peuvent être aliénés, hypothéqués, donnés en fermage, ni emportés hors des frontières de la Pologne, et les créances ne peuvent être remboursées sans une autorisation donnée par le président de l'office général de Liquidation, après accord avec le Ministre des Affaires Étrangères et le ministre compétent.

En Poznanie et en Prusse-Occidentale, le ministre compétent pour tous les biens, droits et intérêts allemands, à l'exception des chemins de fer, est le Ministre pour l'ancienne Pologne prussienne ; les chemins de fer et tous les biens qui s'y rattachent sont de la compétence du Ministre des Chemins de fer polonais.

Le défaut d'autorisation entraîne la nullité absolue de tous les actes de disposition ou d'aliénation concernant les biens allemands.

Le propriétaire des biens déclarés est tenu de les gérer ou d'en jouir selon les règles du droit commun. S'il néglige de le faire, ses biens peuvent être soumis à l'administration forcée, en vertu d'une décision du président de l'Office général de Liquidation.

La loi du 4 mars 1920 prévoit les sanctions suivantes, applicables dans l'ancienne Pologne prussienne (art. 12).

Quiconque ne fait pas de déclaration, en fait une fausse, cache ou détruit les objets à déclarer, est puni, soit d'une amende d'un million de marks, soit de six semaines au maximum d'arrêts, soit de six mois au maximum d'emprisonnement. La simple tentative est punissable comme le délit lui-même.

Les sanctions applicables dans l'ancienne Pologne prussienne sont plus fortes que les sanctions prévues pour les autres parties de la Pologne, car la plus grande partie des personnes tenues à la déclaration de leurs biens sont les colons installés après 1908 en Poznanie et en Prusse-Occidentale.

La Loi du 4 mars 1920 a permis de recenser tous les biens que l'Etat polonais a le droit de liquider, mais les circonstances ne lui ont permis de procéder jusqu'à présent à aucune liquidation : La guerre avec les Bolcheviks pendant l'été de 1920, les négociations du traité de Riga à la fin de 1920, et la question de la Haute-Silésie depuis cette époque, ont empêché l'Etat de s'occuper de cette importante question de la liquidation.

Néanmoins, les règles à adopter ont été fixées par la loi du 15 juillet 1920 : « Sur la liquidation des biens privés en exécution du traité signé à Versailles le 28 juin 1919 » et l'application de ces mesures n'est plus qu'une question de temps.

Nous ne pourrions donc étudier actuellement la loi du 15 juillet 1920 qu'au point de vue théorique.

Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VII

LOI DU 15 JUILLET 1920

La loi du 15 juillet 1920 a été rendue par l'Etat polonais en exécution du Traité de Versailles (art. 297) qui donne aux Etats alliés et associés le droit de liquider les biens allemands selon leurs propres lois.

Toutefois la Pologne est obligée en vertu de l'article 92 du même Traité, de se conformer aux règles suivantes :

1° Le produit de la liquidation devra être payé directement aux ayants-droit, au lieu d'être versé par exemple à un fonds spécial porté au crédit de l'Allemagne ;

2° Le propriétaire du bien liquidé pourra porter plainte devant un tribunal spécial, le Tribunal arbitral mixte prévu par l'article 304 du Traité de Paix, s'il considère que les conditions de vente de son bien l'ont empêché d'avoir l'indemnité raisonnable à laquelle il avait droit.

Si la plainte est reconnue fondée, le Tribunal aura la faculté de lui accorder une indemnité équitable, qui devra être payée par le gouvernement polonais.

Aussi ce dernier a-t-il prévu trois modes de liquidation. Celle-ci peut être effectuée :

1° Par l'aliénation du bien, droit ou intérêt par le propriétaire ;

2° Par son attribution à l'Etat ;

3° Par la vente forcée.

A la tête de tous les services chargés de faire la liquidation se trouve l'Office Général de Liquidation, assisté de Comités de Liquidation composés d'un président ou de son

adjoint et de trois membres, dont un délégué par le Ministre des Affaires Etrangères, et un par le Ministre dans la compétence duquel rentre le bien à liquider (art. 3).

D'après l'article 4, pour tous les biens, droits et intérêts qui ne sont pas soumis à la compétence du pouvoir central, et sont situés sur l'Ancien Territoire prussien, c'est le Ministre de ce Territoire qui est compétent.

Les décisions du Comité de Liquidation sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, celle du Président est prépondérante.

Si le bien doit être liquidé par son propriétaire, le Comité de liquidation fait savoir le délai dans lequel le bien doit être vendu, ainsi que les conditions auxquelles doit satisfaire l'acquéreur.

Ce délai ne peut être inférieur à un mois ni supérieur à six mois, à dater du jour où le propriétaire a reçu copie de la décision du Comité de Liquidation.

Toute aliénation faite à une personne ne répondant pas aux conditions exigées par le Comité, est nulle.

Les biens qui ne sont pas aliénés par leur propriétaire dans les conditions et le délai fixés, deviennent la propriété de l'Etat, après une estimation faite par le Comité de Liquidation.

Lorsque le Comité décide de procéder à la liquidation d'un bien en l'attribuant à l'Etat, le propriétaire de ce bien est chargé de l'évaluer, et d'envoyer cette évaluation, avec preuves à l'appui, au Comité de liquidation. Ce dernier fait alors lui-même une seconde évaluation, en se basant sur l'estimation faite auparavant. Le propriétaire prend part à la procédure d'évaluation, et a le droit de présenter des observations, mais les décisions du Comité de Liquidation ne sont jamais susceptibles de recours, et doivent être exécutées comme des arrêts judiciaires définitifs, réserve faite de l'instance qui peut être introduite devant le Tribunal arbitral mixte, en vertu de l'article 92 du Traité de Paris.

Enfin la troisième méthode de liquidation applicable aux biens qui n'auront été ni liquidés par leur propriétaire, ni

attribués à l'Etat, consiste dans une vente forcée dont la procédure doit être fixée par un règlement spécial, mais dans tous les cas, les frais de la liquidation doivent être supportés sans exception par les biens liquidés.

Pour les biens immobiliers appartenant aux Etats allemands ou à l'ex-empereur d'Allemagne, ainsi qu'aux autres membres des maisons régnantes, la liquidation n'est pas nécessaire, et l'Etat polonais acquiert la propriété de tous ces biens par une formalité très simple, grâce au système du « Grundbuch » (Livre foncier).

Le Grundbuch est un registre où se trouve inscrite la situation juridique de toutes les propriétés foncières.

La publicité ainsi obtenue est une publicité réelle et absolue. La personne inscrite sur le Grundbuch est propriétaire à l'égard de tous.

Il suffira alors aux conservateurs du Grundbuch d'inscrire l'Etat polonais à la place des anciens propriétaires pour opérer la mutation de propriété, et transférer au Trésor polonais tous les droits réels sans exception appartenant aux Etats allemands et aux personnes royales. C'est ce que décide la loi du 14 juillet 1920.

A dater du 11 novembre 1918, toutes les mutations de propriété ou constitutions d'hypothèques concernant les biens revenant à la Pologne, sont annulées, et les tribunaux sont chargés de restituer les inscriptions telles qu'elles existaient à cette date, en inscrivant le Trésor polonais comme propriétaire actuel.

Les mêmes dispositions sont applicables au registre des bateaux et à tous les autres registres publics de l'Ancienne Pologne prussienne, où le Trésor polonais doit être inscrit à la place des anciens titulaires.

Tous les biens meubles qui, entre le 11 novembre 1918 et le 10 janvier 1920 étaient la propriété de la Couronne, de l'Empire, des Etats allemands, de l'ex-empereur d'Allemagne ou d'autres maisons régnantes allemandes, deviennent la propriété du Trésor polonais.

Les personnes se trouvant en possession de ces biens doivent les remettre aux autorités polonaises, faute de quoi elles seront passibles de prison et d'une amende de cent mille marks au maximum.

CHAPITRE VIII

LA LIQUIDATION DES BIENS DÉPENDANT DE L'ANSIEDLUNGSKOMMISSION

En vertu d'une Ordonnance rendue le 25 juin 1919 par le Commissariat du Conseil supérieur de l'Assemblée nationale, la loi prussienne du 26 avril 1886 concernant la colonisation en Poznanie et en Prusse Occidentale était abrogée, ainsi que l'ordonnance du 29 septembre 1908 concernant l'A. K.

En conséquence, l'A. K. était supprimée, et remplacée par un organisme nouveau, « l'Urząd Osadniczy » (1).

Celui-ci hérite de tous les droits et de toutes les obligations de l'A. K. Il est chargé :

1° De favoriser la petite colonisation en créant des exploitations tout installées sous forme de biens amortissables, pour les paysans polonais ;

2° De céder des terres aux petits propriétaires désireux d'agrandir leur domaine, ou à des colons polonais bâtissant eux-mêmes leur habitation.

Il a le droit de fixer lui-même le taux de la rente à payer, et d'exiger le paiement des fermages en nature, ou en argent représentant la valeur marchande des prestations en nature. Par contre, il lui est interdit de renouveler les contrats conclus avec les colons allemands lorsqu'ils sont arrivés à expiration, et de céder des colonies ou des installations dont la cession n'était pas complètement terminée à la date du 25 juin 1919.

L'Urząd Osadniczy que nous désignerons par ses ini-

1. Prononcer : ougeonnt ossadnitchy.

tiales U. O. hérite de toutes les prérogatives de l'A. K. et est à ce titre particulièrement bien placé pour résoudre la question de la liquidation des colonies allemandes, et des biens qui s'y rattachent.

Nous allons donc examiner quels sont les biens susceptibles d'être liquidés par l'U. O. et quel est le meilleur moyen de procéder à leur liquidation.

Les biens susceptibles d'être liquidés par l'U. O. peuvent être divisés en trois catégories :

1° Les Sociétés et associations qui ont été fondées ou soutenues par l'A. K. ;

2° Les colonies fondées par l'A. K. et les biens consolidés par la « Deutsche Mittelstandkasse zu Posen, et la Deutsche Bauernbank zu Dantzig », appartenant à des colons venus après 1908 des provinces situées hors des frontières de la Pologne ;

3° Les colonies fondées par des sociétés particulières de lotissement, avec l'aide de la Commission générale, et appartenant à des colons rentrant dans la même catégorie.

1° La liquidation des Sociétés fondées par l'A. K.

La plupart des Sociétés et associations fondées ou soutenues par l'A. K. sont actuellement administrées selon les règles fixées par les ordonnances du 20 juillet 1920 et du 6 novembre 1920. Comme ces sociétés possèdent des biens fonciers considérables, valant plusieurs millions, leur liquidation serait très coûteuse ; mais il ne sera pas nécessaire de procéder à cette opération, car le remplacement des membres allemands par des membres polonais transforme rapidement ces sociétés en sociétés polonaises.

Ce fait provient de l'exode considérable de la population allemande qui retourne en Allemagne.

Ainsi la ville de Poznan qui comptait 68.000 Allemands sur 200.000 habitants, n'en compte plus que 10.000 selon le recensement du 31 décembre 1920.

Dans la ville de Bydgoszcz (Bromberg), qui comprenait 82 o/o d'Allemands, la proportion est renversée, et il n'y a plus que 18 o/o d'Allemands contre 82 o/o de Polonais.

Cet exode ne s'étend pas du reste à la population rurale. Les paysans et surtout les colons restent attachés au sol, et veulent continuer à profiter de la situation exceptionnelle créée par la baisse du mark polonais, et l'élévation du prix des denrées agricoles. La majorité des colons qui avaient à payer une rente de 2 à 300 marks allemands à l'A. K. payent maintenant à l'U. O. cette même somme en marks polonais, ce qui représente 2 ou 3 francs français par an, ou la valeur d'un ou deux poulets moyennant quoi ils deviendront propriétaires dans un certain nombre d'années d'un domaine de 10 à 15 hectares.

Comme nous l'avons vu, l'exode de la population urbaine allemande a pour effet de transformer les sociétés allemandes en sociétés polonaises.

C'est ainsi que le « Beamtenwohnungsverein » (Société d'habitations à bon marché pour les employés) possède six immeubles dans lesquels se trouvent 720 logements pour des employés. Actuellement cette Société comprend 500 membres polonais, et deviendra prochainement entièrement polonaise, ce qui permettra de conserver le capital considérable représenté par ces immeubles. Il en est de même pour d'autres sociétés, comme la Société Coopérative d'achats (Kaufhaus) de Janowiec, le Moulin à vapeur de Janowiec, etc.

2° La liquidation des colonies créées par l'A. K.

La deuxième catégorie des biens susceptibles d'être liquidés est formée par les colonies créées par l'A. K., et les propriétés consolidées par les deux Banques de Consolidation. Ces biens comprennent actuellement un total de 6.000 exploitations, dont 4.000 d'étendue moyenne (10 à 15 hectares). 600 d'une superficie de 5 à 10 hectares, 1.400 « Arbeiterstel-

len » (petites installations pour ouvriers), et 200 grandes propriétés.

Sur ces 6.000 exploitations, il y en a 4.000 en Poznanie et 2.000 en Prusse Occidentale. Elles sont partagées d'une façon très irrégulière ; ainsi en Poznanie, le cercle de Wągrowiec comprend 370 biens à liquider, tandis que le cercle d'Ostrowo n'en comprend qu'un seul. Il en est de même en Prusse Occidentale où il se trouve six biens à liquider dans le district de Kartusy, contre 450 dans le district de Swiecie.

Comme nous l'avons vu, il existe trois méthodes de liquider les biens allemands, en vertu de la loi du 15 juillet 1920.

La première méthode, l'aliénation du bien par son propriétaire est la plus simple. Les Comités de liquidation donnent simplement aux colons l'ordre de vendre leurs biens dans des conditions déterminées. Mais elle expose à de grands inconvénients.

La spéculation vient aussitôt fausser le prix des aliénations ; le Comité de liquidation peut assurément mettre des conditions spéciales pour la fixation du prix, mais ces mesures seraient sans effet, car le vendeur pourrait toujours recevoir secrètement la partie du prix supérieure au maximum fixé.

Une partie des biens liquidés pourrait être rachetée par des Allemands soutenus par leur gouvernement, et pouvant payer un prix plus élevé que les Polonais. Comme les propriétaires des biens liquidés peuvent porter plainte devant un Tribunal Arbitral mixte, si on les oblige à vendre leurs terres à des Polonais pour un prix moindre que celui offert par les Allemands, le Tribunal attribuera à ces derniers les biens en litige.

Enfin les colonies passeraient facilement aux mains d'accapareurs qui les revendraient avec d'énormes bénéfices, ce qui empêcherait complètement les invalides de la guerre et les anciens soldats polonais de profiter des exploitations devenues disponibles.

Pour obvier à ces inconvénients, il convient d'appliquer la seconde méthode : la liquidation par attribution à l'Etat. Le

Comité de Liquidation exige du propriétaire une évaluation de son bien, appuyée sur des preuves, il fixe ensuite lui-même le prix d'achat.

C'est l'Etat qui achète la propriété; il peut ainsi la revendre dans des conditions spéciales.

La revente de ces terres devra être confiée à l'U. O. qui dispose de tout un personnel expérimenté, et possède tous les titres de propriété avec les contrats de rente des colonies, sauf ceux qui ont été emportés par les Allemands dans leur fuite en 1918.

La question de l'attribution des biens des colons est difficile à résoudre, car il y a beaucoup plus de demandes que de terres disponibles (Environ 20 demandes pour une offre). Les paysans polonais de la Prusse Occidentale et de la Pologne sont très désireux d'acheter des exploitations allemandes très bien installées et très prospères; d'un autre côté les paysans de l'Est de la Pologne dont les terres ont été ravagées et les fermes détruites par la guerre cherchent à s'installer dans des provinces qui n'ont pas souffert de la guerre; enfin les invalides de la guerre et les anciens soldats réclament en très grand nombre des terres.

D'après le Président de l'U. O. Dr Karasiewicz, c'est à ces derniers qu'il faut donner la préférence, en appliquant les principes de la réforme agraire fixés par la Loi du 15 juillet 1919, qui assure un droit de priorité dans la répartition des terres à tous les invalides de l'armée polonaise, capables d'exécuter des travaux agricoles. Ensuite on devra satisfaire les demandes des anciens soldats, en commençant par ceux qui ont servi le plus longtemps.

C'est seulement à défaut de ces candidats qu'on pourra prendre en considération les demandes des paysans qui ne possèdent pas de terre ou n'en ont que très peu.

Cette façon de procéder ne laissera pas d'entraîner de très grands frais pour l'Etat, car les candidats jouissant de droits de priorité sont justement ceux qui possèdent le moins d'argent, et l'Etat devra leur faire des avances pour des sommes considérables. Les anciennes exploitations alle-

mandes de 10 à 15 hectares à liquider sont au nombre de 4.000, et peuvent être évaluées à 300.000 marks, ce qui donne un total de 1.200 millions de marks. Il y a environ 600 exploitations plus petites de 5 à 10 hectares, d'une valeur moyenne de 100.000 marks, représentant un total de 60 millions de marks.

En ajoutant la valeur des 1.400 Arbeiterstellen et des 200 grandes exploitations, on arrive à un total de 2 milliards de marks.

L'Etat aurait ainsi à supporter une charge de 2 milliards qui ne pourrait être amortie qu'à très longue échéance, car il ne pourrait vendre au comptant qu'un très petit nombre de propriétés, le reste devant être cédé sous forme de biens amortissables. Toutefois les invalides de guerre pourront devenir immédiatement propriétaires d'une terre, lorsque la loi sur les pensions sera appliquée. En effet cette loi permet aux victimes de la guerre titulaires d'une pension de l'Etat, de réclamer le capital de cette pension pour l'achat d'un bien immobilier.

Il va de soi que l'Etat devra conserver la haute-main sur toutes les terres ainsi cédées, afin d'éviter qu'elles ne tombent aux mains d'Allemands. Pour cela, il lui suffira de stipuler dans les contrats une interdiction d'aliénation analogue à celle qui existe dans tous les contrats conclus par l'A. K. ou par les Banques de Consolidation.

3° La liquidation des colonies fondées par les Sociétés particulières de lotissement

La troisième catégorie des biens à liquider comprend les colonies fondées par des sociétés particulières de lotissement soit seules, soit avec le concours de la Commission générale de Bydgoszcz, et appartenant aux personnes suivantes :

1° Celles qui sont venues après le 1^{er} janvier 1908 des provinces situées en dehors des frontières de la Pologne;

2° Celles qui habitent à l'étranger, par exemple celles qui

ont quitté la Pologne en 1918 en même temps que l'armée allemande, à condition toutefois qu'elle n'aient pas acquis la nationalité polonaise en vertu du Traité des Minorités.

La meilleure façon de liquider ces biens est également de les attribuer à l'Etat qui les conservera comme domaines nationaux. De toute façon, s'il procède à leur lotissement, il devra se réserver un droit de préemption en cas d'aliénation.

Pour la liquidation de tous les biens attribués à l'Etat, il convient de suivre certaines règles : D'après le Dr Karasiewicz, il faut éviter de liquider les biens séparément dans plusieurs communes différentes, ce qui occasionnerait de multiples difficultés au point de vue administratif, scolaire ou religieux. Ces inconvénients disparaissent si l'on procède à une liquidation générale dans chaque commune. On désignera dans chaque district une colonie où l'on appliquera immédiatement toutes les mesures fixées par le Comité de Liquidation. Des fonctionnaires spéciaux seront nommés pour vérifier sur place les évaluations données par les propriétaires, voir si ces derniers administrent normalement leurs biens, et établir des rapports sur chaque propriété à liquider. Ces rapports seront à leur tour examinés par une commission spéciale qui prendra les décisions nécessaires pour conférer la propriété de tous les biens à l'Etat.

Enfin la Commission aura pour dernier rôle de choisir les personnes auxquelles l'Etat revendra les biens liquidés, et elle devra procéder à ce choix suivant les règles indiquées plus haut.

Elle prendra soin également que la culture ne soit jamais interrompue dans les exploitations, et à cet effet, elle ne versera au colon le prix du domaine qu'une fois le nouvel acquéreur complètement installé.

CHAPITRE IX

LE DROIT DE PRÉEMPTION APPARTENANT A L'U. O.

Le gouvernement polonais ne peut liquider que les biens des colons ne devenant pas citoyens polonais. A l'égard des autres il est désarmé par le traité de Paix qui lui interdit de procéder à la liquidation de leurs biens.

Cette opération serait pourtant indispensable pour la Pologne, car elle se trouve dans une situation particulière au point de vue de la répartition des terres suivant la nationalité de leurs propriétaires.

Pendant plus de cent ans, le gouvernement prussien a opprimé les Polonais, et a cherché par tous les moyens à les déposséder de leurs propriétés foncières. Il en est résulté qu'actuellement les terres appartenant à des Allemands sont en très grande majorité dans certaines régions.

D'après le Dr Karasiewicz, il faudrait augmenter de 30 à 92 o/o la propriété privée polonaise, pour que la superficie des terres appartenant aux Polonais en Poznanie soit en rapport avec le chiffre de la population.

En Prusse Occidentale, la situation est analogue, et il faudrait augmenter les terres polonaises de 100 o/o dans les cercles de Chelmno, de Torun et de Tezew, et de 30 et 63 o/o dans les cercles de Puck, de Grudziadz, de Koscierzyna et de Swiecie.

Si le gouvernement polonais ne peut procéder à la liquidation de toutes les colonies allemandes, il n'en possède pas moins deux armes redoutables qui lui ont été fournies par le gouvernement allemand lui-même.

La première est un droit de préemption que l'Etat peut exercer en cas de vente de tout bien foncier situé sur le territoire de l'ancienne Pologne prussienne.

La seconde est un droit de rachat spécial « *Vorkaufsrecht* » que l'Etat s'est réservé dans tous les contrats de rente conclus avec les colons par l'Ansiedlungskommission, la Generalkommission ou les Banques de consolidation.

Nous allons d'abord traiter le droit de préemption appartenant à l'Etat, et nous étudierons le droit de rachat dans le chapitre suivant.

Par un décret-loi du 23 décembre 1918, (*Preussische Gesetz-sammlung*, 1919, n° 11724) entré en vigueur le 11 janvier 1919, le gouvernement révolutionnaire prussien, afin de développer la colonisation intérieure allemande a introduit dans la législation prussienne un droit de préemption en faveur de l'Etat pour toutes les aliénations immobilières.

Ce droit peut être exercé non seulement en cas de vente, mais encore en cas d'échange, en cas d'apport de biens fonciers à une société, en cas de vente aux enchères, etc... Toutefois, il ne s'applique pas aux ventes faites aux établissements publics, ou aux personnes qui sont les descendants du vendeur en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré.

Le vendeur doit communiquer sans délai le contrat aux autorités compétentes. Dans un délai de trois semaines à partir du jour où l'Etat a reçu la déclaration, il doit faire savoir au vendeur s'il a l'intention d'user de son droit de préemption. (Pour les biens d'une étendue supérieure à 200 ha., le délai est de six semaines).

Si l'Etat garde le silence pendant ce délai, le contrat d'aliénation conclu entre les parties produit son effet. Si au contraire l'Etat déclare vouloir faire usage de son droit, il se trouvera subrogé à tous les droits et à toutes les obligations de l'acheteur précédent.

Les clauses du contrat doivent être exécutées tant qu'elles ne sont pas contraires au but visé par la loi. Le prix à payer par l'Etat au vendeur est celui qui a été convenu entre les

parties. Toutefois, si ce prix est trop élevé, l'Etat peut exiger qu'il soit fait une évaluation, et qu'un nouveau prix soit établi en conséquence.

Si le vendeur a stipulé dans le contrat des prestations en nature, l'Etat devra payer leur valeur en argent ; si ces prestations ne sont pas évaluables en argent, ou si leur défaut ne doit pas entraîner la rupture du contrat, l'Etat n'a pas à en tenir compte.

Enfin l'Etat doit rembourser à l'acheteur évincé tous les frais que ce dernier a déboursés relativement au contrat, y compris les droits de mutation et de timbre, ainsi que les dépenses utiles qu'il a pu faire pour l'amélioration ou la conservation du bien vendu.

Pour assurer l'exécution de la loi, le Conservateur du Livre foncier (*Grundbuch*) ne doit enregistrer la mutation de propriétaire qu'après l'expiration du délai accordé à l'Etat pour faire usage de son droit de préemption.

La loi du 23 décembre 1918 contient deux dispositions spéciales dont s'est servi le gouvernement polonais. En vertu de l'article premier, § 2 et 3, l'Etat peut conférer son droit de préemption à des sociétés ou à des institutions de colonisation, et le ministre compétent peut décider que les biens d'une étendue inférieure à 20 hectares sont susceptibles d'être rachetés par l'Etat.

C'est ce que décide l'Ordonnance du 29 décembre 1919 (*Dziennik Urzędowy*, n° 5, p. 99) qui donne à l'U. O. un droit de préemption pour tous les biens situés sur l'ancien territoire prussien, et qui abaisse à 1 hectare la superficie minima fixée par la loi prussienne.

Cette limite a été elle-même abaissée ensuite à 1/8 d'ha. par l'Ordonnance du 18 juin 1920 (*Dz. Urz.*, 8°, 34).

Enfin le gouvernement polonais a renforcé les dispositions prises par le gouvernement prussien pour assurer l'exécution du droit de préemption.

En vertu de l'Ordonnance du 25 juin 1920, les notaires et les tribunaux sont tenus de déclarer à l'U. O. tous les con-

trats de vente dans un délai de quinze jours après leur conclusion.

Mais jusqu'à présent, l'Etat polonais ne semble pas vouloir user des prérogatives qu'il possède, et il n'a encore fait qu'une seule fois usage de son droit de préemption.

CHAPITRE X

LE DROIT DE RACHAT

Le droit de rachat est une clause insérée dans tous les contrats de vente conclus entre les colons et l'Ansiedlungskommission, la Generalkommission ou les Banques de Consolidation.

Il donne à ces dernières le droit de racheter le Rentengut pour les $\frac{3}{4}$ de sa valeur dans certaines circonstances dont les plus importantes sont le cas de décès et le cas d'aliénation sans autorisation. Ce droit pouvait aussi être exercé dans les circonstances suivantes :

1° Si le propriétaire n'habitait pas dans son exploitation. S'il la louait, l'affermait en tout ou en partie, ou la faisait diriger par un gérant sans autorisation de l'Etat ;

2° S'il tenait un commerce de boissons sans autorisation ;

3° S'il donnait en partage son bien, ou l'aliénait à des personnes autres que celles expressément agréées par l'Etat.

L'A. K. avait ainsi une arme contre les colons pour les empêcher de se soustraire à ses ordres dans l'administration ou l'aliénation de leurs biens. Il s'agissait d'empêcher les Rentengüter de tomber dans les mains des Polonais, soit par vente, soit par héritage. Si l'une de ces éventualités se présentait, l'A. K. faisait usage de son droit de rachat, et le bien était revendu à un autre colon véritablement allemand.

L'U. O. ayant succédé à l'A. K. dans tous ses droits, pourrait donc exercer le droit de rachat. On comprend tout l'avantage que le gouvernement polonais en retirerait car il

pourrait ainsi racheter les biens des colons allemands installés avant le 1^{er} janvier 1908, tandis que le traité de Versailles ne lui laisse pas le droit de liquider les biens des colons établis avant cette date. En outre, le contrat accordant la faculté de racheter le bien pour les trois quarts de sa valeur, donnerait un bénéfice important au Trésor polonais.

Les Allemands ont naturellement protesté d'avance contre l'exercice par le gouvernement polonais de ce droit de rachat inséré par eux mêmes au profit de l'A. K. dans tous les contrats de Rentengüter.

Ils invoquent pour cela quatre sortes d'arguments :

1^o L'A. K. disent-ils, ne s'est servi qu'exceptionnellement du droit de rachat, et seulement pour empêcher un Rentengut de passer aux mains d'un propriétaire polonais. Si elle avait usé du droit de racheter en cas de décès la propriété du colon à un prix inférieur d'un quart au taux de l'estimation, elle n'aurait pu trouver personne pour signer un contrat de vente. L'U. O. n'a donc pas le droit d'invoquer une clause qui dans l'esprit des parties ne devait s'appliquer que d'une façon exceptionnelle.

A cela on peut répondre :

Si dans un contrat, le vendeur stipule un droit de rachat, son héritier pourra exercer le droit sans restriction, s'il se conforme exactement aux clauses du contrat. Il n'aura pas à se demander si le vendeur décédé n'aurait pas exercé son droit s'il était encore vivant. Dans le cas actuel, l'héritier c'est l'U. O. ; il n'a pas à se demander si à l'occasion du décès de tel colon l'A. K. aurait exercé ou non son droit de rachat.

Ce droit est inscrit sans aucune restriction dans le contrat, l'U. O. est donc libre de l'exercer ou de ne pas l'exercer. Peu importe qu'au moment de la conclusion du contrat le colon ait été persuadé que cette clause ne serait jamais appliquée à son détriment.

2^o Le second argument présenté par les Allemands est tiré de l'Anerbenrecht. D'après la loi du 8 juin 1896, la propriété du paysan allemand forme une sorte de majorat dont

hérite le fils aîné, à la condition de verser une indemnité à ses frères et sœurs. Si l'U. O. use de son droit de rachat à la mort d'un colon laissant plusieurs enfants, elle viole dans son esprit la loi du 8 juin 1896 encore en vigueur en Pologne, car cette loi décide que la propriété doit se transmettre intacte de père en fils sans que l'inscription sur le Grundbuch ou qu'une autorisation quelconque soit nécessaire.

Cet argument ne nous paraît pas valable. La loi sur l'Anerbenrecht règle uniquement la succession des biens qui se trouvent dans le patrimoine d'un propriétaire rural. Elle ne peut modifier la composition de ce patrimoine. Si donc il s'y trouve un bien grevé d'un droit de rachat, l'Anerbenrecht, à la mort de l'acquéreur, ne peut empêcher le vendeur d'exercer son droit. L'Anerbenrecht n'aura à régler le sort du bien que dans le cas où le vendeur n'exercerait pas son droit de rachat.

3° Comme troisième argument contre l'usage du droit de rachat par l'U. O. les Allemands invoquent l'article 256 du traité de Versailles qui est ainsi rédigé :

« Les Puissances cessionnaires de territoires allemands acquerront tous biens et propriétés appartenant à l'Empire ou aux Etats allemands et situés dans ces territoires. »

D'après la thèse allemande, les mots « tous biens et propriétés » ne s'appliqueraient qu'aux meubles et immeubles propriétés de l'Empire allemand. Ils ne comprendraient pas les droits incorporels dont l'Empire pouvait être titulaire. Le mot « propriétés » placé après le mot « biens » doit être entendu dans le sens étroit, l'on peut même dire dans le sens vulgaire où doit être compris le mot « biens ». Pour le vulgaire, un bien c'est une chose qui vous appartient, une chose dont on est propriétaire, une propriété.

Dans l'article 256, « biens » et « propriétés » sont des termes synonymes. Si les rédacteurs du traité avaient voulu employer le mot « biens » dans un sens général, ils auraient jugé inutile d'ajouter le mot propriétés. S'ils l'ont fait figurer dans le texte, c'est pour indiquer le sens dans lequel ils entendaient le mot « biens ». Si le mot « propriétés » repré-

sentait une catégorie spéciale de biens, on l'aurait indiqué dans la rédaction. On aurait écrit, par exemple : « Les Puissances cessionnaires des territoires allemands acquerront toutes les propriétés et en général tous les biens appartenant à l'Empire allemand. » Dans une énumération, la logique exige que l'on passe du particulier au général : on commence par un terme de sens étroit et l'on continue par un terme plus général. Le premier terme « biens » ne peut donc avoir un sens plus large que le second « propriétés ».

Cette argumentation ne peut être admise. Le mot « biens » au sens juridique comprend, outre les choses matérielles, un certain nombre de biens incorporels qui sont des droits. C'est avec cette compréhension que le Code civil emploie généralement le mot « biens ». C'est dans ce sens qu'il faut l'interpréter dans le traité de Versailles. L'argumentation allemande s'appuie sur la première phrase de l'article 256 dont la rédaction est évidemment illogique. Mais il est hors de doute que le mot « propriétés » n'est ici qu'un exemple, un cas particulier donné après le mot « biens ». Il est seulement regrettable que les rédacteurs du traité ne l'aient pas plus clairement indiqué.

4° Enfin le dernier argument allemand s'appuie sur le traité des Minorités.

D'après l'article 8 « les ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais ». Or, disent les Allemands, si le gouvernement polonais avait devant lui des colons de nationalité polonaise, il userait du droit de rachat aussi rarement que l'a fait le gouvernement allemand vis-à-vis des colons allemands. Le gouvernement polonais n'invoque ce droit que pour exproprier des gens appartenant à une minorité ethnique. C'est là une violation flagrante de la lettre et de l'esprit de l'article 8.

Cette argumentation n'est pas convaincante. L'article 8 interdirait sans doute au gouvernement polonais d'insérer dans un contrat des clauses semblables à celle que le gou-

vernement allemand mettait dans les contrats de Rentengüter. L'article 8 ne saurait empêcher l'exécution d'un contrat qui dans son ensemble a été rédigé dans un but essentiellement favorable aux colons allemands. Si l'on poussait la thèse allemande jusqu'à ses extrêmes conséquences, un représentant d'une minorité ne serait jamais obligé d'exécuter une clause désavantageuse d'un contrat passé avec un représentant de la majorité. « Si j'appartenais à la nationalité de mon créancier, dirait-il, il n'aurait sans doute pas invoqué cette clause contre moi. » Mais la meilleure preuve que l'exercice du droit de rachat n'est pas contraire au traité des Minorités, c'est que le gouvernement polonais pourrait user de ce droit, même s'il s'agissait des colons polonais. En effet c'est seulement par l'usage du droit de rachat qu'il pourra augmenter le taux de la rente payée par le colon et rétablir l'équilibre entre la valeur de la terre et celle de la rente. Actuellement, par suite de la baisse du mark polonais, les colons arrivent à ne payer à l'Etat que des sommes dérisoires.

Prenons un exemple : soit un bien estimé avant la guerre 10.000 marks allemands, ou 12.500 francs ; le taux de la rente étant de 3 o/o, le colon avait à payer annuellement 300 marks ou 375 francs. Mais le nouveau gouvernement polonais a décrété que pour les contrats rédigés en marks allemands, le débiteur pourrait se libérer en versant le même nombre de marks polonais. Or, au cours actuel (juin 1921), 300 marks polonais représentent environ 3 francs. En vertu du contrat de Rentengut un colon qui payait avant la guerre une rente annuelle de 375 francs ne paie plus maintenant que 3 francs, c'est-à-dire la centième partie de son ancienne rente.

Le gouvernement polonais exercera donc son droit de rachat, non pas parce qu'il se trouve en présence d'un colon allemand, mais parce que c'est là le seul moyen pour lui de rétablir un rapport normal entre la valeur du bien et le montant de la rente à payer.

D'ailleurs ce droit de rachat n'entraîne nullement comme

conséquence la dépossession du colon allemand ou de son héritier. Rien n'empêche le gouvernement polonais, après avoir exercé son droit de rachat, de conclure avec le colon un nouveau contrat de rente sur des bases nouvelles. Il appartiendra à l'autorité polonaise compétente, ici à l'Urząd Osadniczy, de décider dans chaque cas particulier si après l'exercice du droit de rachat, un nouveau contrat pourra être fait avec l'ancien colon, ou s'il est préférable d'installer à sa place un colon véritablement polonais.

CONCLUSION

La colonisation allemande dans les provinces de l'ancienne Pologne prussienne, commencée avec succès par Frédéric II, n'a jamais été interrompue, et s'est poursuivie avec une vigueur croissante sous Bismarck et ses successeurs. A partir de 1886, des lois d'exception ont été appliquées, des sommes formidables dépensées, des organes de colonisation créés ou perfectionnés, Ansiedlungskommission, Generalkommission, Landbank, Deutsche Bauernbank, etc.

Les résultats obtenus ne paraissent pas avoir été proportionnels aux efforts considérables qui ont été faits.

Ils n'en sont pas moins remarquables et au moment de la proclamation de l'indépendance de la Pologne, les colonies allemandes étaient dans une situation des plus prospères. La guerre de 1914, par suite du renchérissement général des produits agricoles, a été pour les colons une source de profits qui ont amélioré encore leur situation pécuniaire. Aujourd'hui les colons allemands forment en Pologne une minorité ethnique importante, riche, active et très entreprenante.

La situation du gouvernement polonais vis-à-vis d'eux est très délicate. Elle est réglée par le traité de Versailles et par celui des Minorités. Le gouvernement polonais se trouve en présence de deux difficultés ; l'une a trait aux personnes, l'autre aux biens des colons.

1^o Situation du gouvernement polonais vis-à-vis des personnes des colons

Pour les personnes, l'article 91 du traité de Versailles décide que les colons allemands établis en Pologne avant le

1^{er} janvier 1908 deviennent de plein droit sujets polonais. Une autorisation spéciale du gouvernement polonais est exigée de ceux qui s'établissent après cette date.

La question des personnes est réglée également par le traité des Minorités dans les articles 3 et 4.

Comme nous l'avons fait remarquer au cours de cette étude, l'article 4 du traité des Minorités est dans certains cas en contradiction formelle avec l'article 91 du traité de Versailles. Aucune raison ne permet de choisir entre les deux textes, et le gouvernement polonais se trouve de ce fait placé dans une situation inextricable.

L'article 91 du traité de Versailles accorde un droit d'option aux colons allemands devenus polonais, mais il ne règle pas la procédure. Les Allemands contestent à la Pologne le droit de faire un règlement sur la matière, et refusent de reconnaître comme valable une déclaration d'option en faveur de l'Allemagne faite devant les autorités polonaises. Cette attitude est contraire à la lettre et à l'esprit du traité de Versailles.

La question du domicile après l'option est réglée par deux textes d'aspect contradictoire. Nous croyons cependant possible de les concilier en adoptant la solution qui permet au colon ayant opté pour l'Allemagne de continuer à résider et à avoir son domicile en territoire polonais.

2° Situation du gouvernement polonais vis-à-vis des biens des colons allemands

Cette situation est assez compliquée. D'après le traité de Versailles, article 297, § 5, peuvent être liquidés les biens de tous les colons conservant la nationalité allemande, en vertu du paragraphe 2 de l'article 91. L'article 92 règle les modalités de cette liquidation. Par une loi très complète du 1^{er} juillet 1920 le gouvernement polonais en exécution du traité de Versailles (art. 297) a soigneusement réglé toute la procédure de liquidation.

Pour nous, le seul procédé vraiment pratique est la liqui-

dation par attribution à l'Etat. L'Etat achète lui-même la propriété suivant un prix fixé par experts, et peut ainsi la revendre dans des conditions spéciales aux colons polonais dignes d'intérêt, notamment aux anciens soldats.

Un point très important à signaler est que le gouvernement polonais pourrait dans certains cas racheter les biens des colons allemands devenus citoyens polonais. Il a en effet hérité du gouvernement allemand de deux droits, un droit de préemption et un droit de rachat.

Le premier a été créé par le décret-loi allemand du 23 décembre 1918 ; le second provient de la clause de rachat insérée dans tous les contrats de *Rentengüter* conclus par l'*Ansiedlungskommission*.

Le droit de préemption permet à l'Etat de se substituer à l'acquéreur pour toutes les aliénations immobilières et de réduire les prétentions du vendeur si elles paraissent exagérées. Ce droit peut s'exercer à l'égard de tous les biens sans faire de distinction entre la nationalité des propriétaires. En usant de ce droit, le gouvernement polonais pourrait acquérir les biens des colons allemands établis avant le 1^{er} janvier 1908, ou liquider les biens par une procédure plus rapide que celle établie par la loi du 15 juillet 1920.

Le droit de rachat ne s'applique qu'aux colons allemands qui avaient conclu un contrat de *Rentengut*. Il pourrait être exercé dans deux intentions différentes : ou bien pour revendre la terre à un véritable polonais ou bien pour la revendre au propriétaire allemand lui-même en modifiant le taux de la rente de façon à le mettre d'accord avec les conditions économiques actuelles. Il est en effet contraire à l'équité de voir des colons payer aujourd'hui une rente dont la valeur représente moins de la centième partie de ce qu'elle était avant la guerre.

En résumé nous estimons que c'est au gouvernement polonais qu'il appartient de trancher toutes les questions relatives à la nationalité des colons et à la liquidation de leurs biens. C'est à lui qu'il convient pour éviter tout danger poli-

tique, de régler souverainement la proportion des terres à laisser aux colons de nationalité allemande ou de nationalité polonaise récente en liquidant leurs biens et en établissant à leur place de vrais Polonais.

Vu : le Président de la thèse,
A. SOUCHON

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE

- AUERBACH (B.). — La Germanisation de la Pologne Prussienne. La loi d'expropriation (*Revue Politique et Parlementaire*, 1908, t. LVII, 109).
- * BERNUS (Edmond). — Polonais et Prussiens. De la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne (*Cahiers de la quinzaine*, 1907, n° 10, 12, et 14).
- BLONDEL (Georges). — Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire. Paris, 1897.
- DMOWSKI (R.). — La question polonaise (Traduit du Polonais par V. Gasztowtt. Paris, 1909).
- * DUBOIS. — L'institution et l'organisation des Rentengüter. Paris, 1892.
- * ENCYCLOPÉDIE POLONAISE. — Publiée par le Comité des Publications encyclopédiques sur la Pologne, sous la présidence du Comte Jean Zoltwski, volume I, 6^e fascicule : Vie économique de la Pologne Prussienne. Fribourg, 1917; volume II, 1^{er} fascicule : Régime politique et administratif de la Pologne Prussienne, 1918.
- GRAPPIN. — Histoire de la Pologne des Origines à 1900 (Edition de la *Revue de Pologne*. Paris, s. d.).
- * LEFÉBURE (Ed.). — La réforme agraire en Prusse et la législation des Rentengüter. Paris, 1902.
- LIPINSKA (Mlle A). — Le Grand-Duché de Posen de 1815 à 1830. Thèse de Paris, 1911.
- * MOYSSET (Henri). — La Politique de la Prusse et les Polonais (*Revue des Deux-Mondes*, novembre-décembre, 1908. — *L'Esprit public en Allemagne*. Paris, 1911).
- NEVEUX (Omer). — La Colonisation allemande en Pologne (*Revue: « La Pologne politique, économique, littéraire et artistique »*, 1921, n° 2, 3 et 5).

1. Les ouvrages les plus importants sont marqué d'un astérique.

- POSNER (St.). — La Pologne d'hier et de demain. Paris, 1916.
- SEYDA (Maryan). — Les territoires polonais sous la domination prussienne. Paris, 1919.
- SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT POLONAISES (Les). — Publié par un comité de rédaction sous la présidence du Dr Georges Michalski (Traduit du Polonais par le Dr Stéphane Czarnecki. Léopol, 1914. Rapport pour l'Exposition urbaine internationale de Lyon en 1914).
- SOUCHON (A.). — La propriété paysanne (Etude d'Economie rurale. Paris, 1899).
- STRYENSKI (Casimir). Le XVIII^e siècle. Paris, 1913.
- * SZEMBEK (Comte A.). — Les associations économiques des paysans polonais sous la domination prussienne. Thèse de Louvain. Lille, 1911.
- TARNOWSKI (Comte Jean). — Le Traité de Versailles et la sécurité de l'Europe. Biarritz, 1919.
- Le Traité de Paix et la Pologne. Biarritz, 1919.
- * ZALESKI (Stefan). — L'Agriculture dans la Pologne prussienne. Fribourg-Lausanne, 1917.
- ZAREMBA (Mad. E.). — La Vérité sur la Colonisation Allemande. (Journal de Pologne, 30 janvier et 16 février 1921).

II. — OUVRAGES EN LANGUE POLONAISE

- * ADAMCZEWSKI. — Walka ekonomiczno-polityczna o ziemie w W X Poznanskiem (La lutte économique et politique dans le Grand-Duché de Poznań) (Ekonomista : Revue paraissant à Varsovie, 8^e année, T. I).
- * BUZEK (Dr Jozef). — Historia polityki narodowosciowej rzadu pruskiego wobec Polakow. Lwow 1909 (Histoire de la politique nationale du gouvernement prussien envers les Polonais).
- DZIEMBOWSKI. — Podrecznik w sprawie wywlaszczenia (La question de l'expropriation. Poznan, 1908).
- KALKSTEIN (Teodor). — Polozenie nasze, a ustawa o kolonizacji niemieckiej z d. 26 IV 86. Torun 1887 (Notre situation et la loi sur la Colonisation allemande du 26 mars 1886).
- Ustawy o wlosciach rentowych z d. 27 czerwca 1890 i z d. 7 lipca 1891 dla uzytku wlascicieli ziemskich. Poznan 1892 (Etude des lois sur les biens de rente, à l'usage des propriétaires fonciers).
- KAUTSKY. — Kwestya rolna (La question agraire. Krakow, 1906, T. I).

- NIEMIECKIE ZAMIERZENIA KOLONIZACYJNE W POLSCE. — Les tentatives de colonisation faites par les Allemands en Pologne. (Edition du Ministère de l'Agriculture. Varsovie, 1919).
- * PRAGIER (Adam). — Krolewsko-pruska Komisja Kolonizacyjna, 1886-1918 (La Commission royale-prussienne de Colonisation, 1886-1918. Varsovie, 1920).
- WAKAR (Włodzimierz). — Rozwoj terytorjalny narodowosci, polskiej (Développement territorial de la Nationalité polonaise, T. I, Kielce, 1918).
- * ZIMMERMANN (Abbé C.). — Fryderyk Wielki, i, jego kolonizacja rolna na ziemiach polskich (Frédéric le Grand et sa colonisation agraire dans les territoires polonais. Poznan, 1915, 2 volumes).

III. — OUVRAGES EN LANGUE ALLEMANDE

- * AAL. — Das preussische Rentengut. Stuttgart 1901. (Münchener Volkswirtschaftliche Studien, n° 43).
- * ARCHIV FÜR INNERE KOLONISATION. — Vierteljahrshefte, Berlin, 1909-1915, Band I, VII.
- BEHEIM-SCHWARZBACH. — Der Netzedistrikt zur Zeit der ersten Teilung Polens (Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen, Vol. VII et VIII).
- * — Friedrich der Grosse als Gründer deutscher Kolonien in den 1772 neu erworbenen Landen, Berlin, 1864.
- * — Hohenzollernsche Kolonisation. Leipzig, 1874.
- BERNHARDT. — Das polnische Gemeinwesen im preussischem Staat. Leipzig, 1907.
- Die Polenfrage. Leipzig, 1910.
- Die Städtepolitik im Gebiet des deutsch-polnischen Nationalitätenkampfes (Schriften des Vereins für Sozial-Politik. Band. 119 Leipzig 1909).
- * BELGARD (M.). — Parzellierung und innere Kolonisation 1875-1906. Leipzig, 1907.
- * BRENNING (A.). — Innere kolonisation, Leipzig, 1909.
- BRENTANO (L.). — Die Agrarreform in Preussen, 1897.
- BUECHENBERGER. — Grundzüge der deutschen Agrarpolitik. Berlin, 1898.
- CHŁAPOWSKI. — Professor Bernhardt als Statistiker, 1908.
- CONRAD (J.). — Handwörterbuch der Staatswissenschaften. Iena, 1908-1911.
- DELBRÜCK. — Die Polenfrage. Berlin, 1894.

DENKSCHRIFTEN an das Preussische Abgeordnetenhaus über die Ausführung des Gesetzes vom 26. IV. 1886, betreffend der Beförderung deutscher Ansiedlungen in den Provinzen Westpreussen und Posen, 1887-1918.

* DIETRICH (A.). — Die Besitzfestigung. Lissa i. p., 1912.

DEUTSCHE OSTMARK (Die). — Herausgegeben vom Deutschen Ostmarkverein. Lissa i. p.

FLOTTWELL. — Denkschrift über die Verwaltung des Grossherzogtums Posen, vom Dezember 1830 bis zum Beginn des Jahres 1841. Strasburg i. p., 1845.

* FUNF UND ZWANZIG JAHRE ANSIEDLUNG. — Lissa i. p., 1911.

GAEDE (A.). — Die persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse der von der Posener Ansiedlungskommission begründeten Arbeiterrentenstellen. (Schmollers Jahrbuch, n° 34, Band II, 1912.)

GEFFKEN. — Preussen und Polen. Berlin, 1906.

* GEHRE. — Die neue deutsche Kolonisation in Posen und Westpreussen. Grossenhaim, 1899.

GERLACH (O.). — Innere Kolonisation und Landarbeiteransiedlung (In Schmollers Jahrbuch, n° 35, Band II, 1912.)

GOLTZ (Dr. T. v. d.). — Agrarwesen und Agrarpolitik. Iena, 1904.

GUTTRY. — Die Polen und der Weltkrieg. München, 1915.

HERR (H.). — Neue Bahnen der Polenpolitik. Berlin, 1903.

— Der Entscheidungskampf um den Boden in der Ostmark. München, 1908.

* HOLZAPFEL. — Siedlungsgesetzgebung. Berlin, 1920.

JACKOWSKI (T.). — Der Bauernbesitz in der Provinz Posen im 19. Jahrhundert. Leipzig, 1914.

JAFFE. — Die Stadt Posen unter preussischer Herrschaft. Leipzig, 1909.

JENTSCH (K.). — Innere Kolonisation in Preussen. Grenzboten, 1907.

KALKSTEIN. — Der Grossgrundbesitz gegenüber der Rentengütergesetzgebung. Posen, 1892.

KARPINSKI. — Gnesen (Schriften des Vereins für Sozial-Politik. Band 119. Leipzig, 1909).

KEUP (E.). — Die ostdeutsche Landwirtschaft. Lissa, 1913.

LANGHAUS. — Karte der Tätigkeit der Ansiedlungskommission. Gotha, 1903.

* LAUBERT (M.). — Staatliche Kolonisationsversuche in der Provinz Posen unter Friedrich Wilhelm IV. Lissa, 1913.

LINSCHMANN. — Das preussische Rentengut. Berlin, 1906.

— Innere Kolonisation. Berlin, 1908.

- * LUCKE. — Die deutschen Ansiedlungen in Westpreussen und Posen. Berlin, 1891.
- MASSON (W.). — Polennot im deutschen Osten. Berlin, 1907.
- METZ. — Die Zukunft der inneren Kolonisation im östlichen Deutschland. Berlin, 1910.
- 25 Jahre Siedlungsarbeit der Generalkommission nach Mitteilungen aus den Kreisen der Gen. Kom. zusammengestellt. Berlin, 1917.
- * NEHRING (K.). — Deutsche Kleinsiedlung in Posen und Westpreussen. Lissa i. p., 1912.
- NEUHAUS (E.). — Die Fridericianische Kolonisation im Netze — und Wartebuch. Berlin, 1906.
- NEUMANN. — Germanisierung und Polonisierung (Konrads Jahrbücher: Neue Folge, VII).
- NEUTZE. — Aus der Praxis der inneren Kolonisation. Berlin, 1906.
- PAGENKOPF. — Die innere Kolonisation, ihr Ziel und ihr gegenwärtiger Stand. Berlin, 1908.
- * PELTASOHN. — Rentenguts — und — Anerbenrecht Gesetzgebung. Berlin, 1903.
- PETERSEN. — Ansiedlungsgesetz, 1904. Berlin, 1911.
- PLEHN (H.). — Geschichte des Kreises Strasburg in Westpreussen. Leipzig, 1900.
- * RIECHERT. — Die Kleinsiedlungen der Kgl. Generalkommission zu Bromberg. Berlin, 1908.
- RICHTER. — Landarbeiteransiedlung durch Kreiskommunalverband. Berlin, 1907.
- ROSTWOROWSKI. — Die Entwicklung der bauerlichen Verhältnisse in Königreich Polen im 19. Jahrhundert. Iena, 1896.
- SARRAZIN. — Die Entwicklung der Preise des Grundes und Bodens in der Provinz Posen. Halle. Diss., 1897.
- SCHMOLLER. — Die preussische Kolonisation des 17. und 18. Jahrhunderts (Schriften des Vereins für Sozial-Politik Band 32. Leipzig, 1886).
- SERING (M.). — Arbeiterfrage und innere Kolonisation. Berlin, 1892.
- Die Verteilung des Grundbesitzes und die Abwanderung vom Lande. Berlin, 1910.
- * SOHNREY (H.). — Eine Wanderfahrt durch die deutschen Ansiedlungsgebiete in Posen und Westpreussen. Berlin, 1897.
- SOMBART-ERMSLEBEN. — Zur Frage der inneren Kolonisation. Schriften des Vereins für Sozial-Politik, Bd. 32, 1886.

- STADELMANN (R.). — Preussens Könige in ihrer Tätigkeit für die Landeskultur. Band II: Friedrich II. Berlin, 1882.
- * STUMPF. — Polenfrage und Ansiedlungskommission. Berlin, 1902.
- Innere Kolonisation, insbesondere im Osten Deutschlands. Volkswirtschaftliche Blätter: Jhg 7, 1908.
- THIEL. — Zur Frage der inneren Kolonisation in Deutschland. Schriften des Vereins für Sozial-Politik: Bd 32. Leipzig, 1886.
- VERHANDLUNGEN des preussischen Landes-Ökonomie-Kollegiums. Berlin, 1906, 1908.
- VOSSBERG (F.). — Ansiedlungspolitik und Städtewesen. Berlin, 1910.
- Die Mittel und Kleinstädte der Provinz Posen. Lissa i. p., 1913.
- Die Stadt Gnesen (Schriften des Vereins der Sozial Politik. Band 119. Leipzig, 1909).
- Die Polnischen Organisationen. Lissa i. p., 1912.
- WAGNER (F.). — Der Polenring. Berlin, 1899.
- * — Heinrich von Tiedemann-Seeheim. Lissa, 1913.
- Materialien und Bemerkungen zur Frage der Enteignung in der Ostmark. Berlin, 1911.
- * WALDHECKER (P.). — Ansiedlungskommission und Generalkommiss. (Jahrbuch für Gesetzgebung von Schmoller, 1897).
- Die preussischen Rentengutsgesetze nach Theorie und Praxis. Berlin, 1894.
- WAS MUSS DER DEUTSCHE BAUERSMANN von der inneren Colonisation wissen? (Schriften zur Forderung der inneren Kolonisation, Berlin, 1906).
- WEGENER. — Der wirtschaftliche Kampf mit den Polen um die Provinz Posen. Posen, 1903.
- * ZEHLIN (E.). — Die Polenfrage in Preussen und die Tätigkeit der Ansiedlungskommission. Lissa i. p., 1912.
- * ZWANZIG JAHRE DEUTSCHER KULTURARBEIT 1886–1906. — Denkschrift des Kgl. Preussischen Ministeriums für Landwirtschaft, Domänen und Forsten. Berlin, 1907.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

LA COLONISATION ALLEMANDE DANS L'HISTOIRE

I. — La colonisation avant Frédéric II.....	7
II. — La colonisation sous Frédéric II.....	9
1° Historique.....	9
2° Situation des colons.....	11
3° Politique agraire de Frédéric II.....	13
4° Résultats de la colonisation.....	14
III. — La colonisation sous les successeurs de Frédéric II..	17
1° Frédéric-Guillaume II.....	17
2° Frédéric-Guillaume III.....	18
3° Frédéric-Guillaume IV.....	23
IV. — La colonisation intensive à partir de 1886.....	26
1° Bismarck et la loi du 26 avril 1886.....	26
2° Les modifications apportées à la loi du 26 avril 1886..	30

DEUXIÈME PARTIE

LES DIFFÉRENTS ORGANES ET LES DIFFÉRENTES SORTES DE COLONISATION

I. — La Commission générale et la Landbank.....	39
II. — L'Ansiedlungskommission (commission de colonisation)	45
1° Sa composition et son rôle.....	45
2° Ses résultats.....	48
III. — La petite colonisation.....	53
IV. — La consolidation des biens allemands (Besitzfestigung)	57

TROISIÈME PARTIE

LES COLONIES ALLEMANDES AU MOMENT DE LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE

I. — Les colons allemands en Pologne.....	63
1° Leur nombre, leur origine.....	63
2° Leur valeur personnelle.....	65
II. — Aspect extérieur de la colonie allemande.....	68
1° Le village.....	68
2° Les maisons de colons.....	69
3° Les champs.....	73
III. — La culture et l'élevage chez les colons.....	75
IV. — La valeur des exploitations et leur prix d'achat par les colons.....	79
V. — Conditions d'acquisition des Rentengüter.....	81
1° Rentengüter créés avec le concours de la General- kommission.....	81
2° Rentengüter créés par l'A. K.....	82

QUATRIÈME PARTIE

LA SITUATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS VIS-A-VIS DES COLONS ALLEMANDS

I. — Considérations générales.....	87
II. — Les différents modes d'acquisition de la nationalité polonaise.....	89
1° D'après le traité de Versailles et le traité des Minori- tés.....	89
2° D'après l'Ordonnance du 13 juillet 1920.....	92
III. — Le droit d'option.....	97
1° A qui appartient le droit de légiférer sur la question de l'option ?.....	97
2° Difficultés en cas de refus du gouvernement allemand de reconnaître les options légalement faites.....	99
3° Les modalités d'exercice du droit d'option.....	100
4° Les effets de l'option, et les difficultés soulevées par les différences entre les deux traités.....	103
IV. — Cas où l'on perd la nationalité polonaise.....	107

V. — Le traité de Versailles et le droit de liquider les biens des Allemands.....	111
VI. — La loi du 4 mars 1920.....	113
VII. — La loi du 15 juillet 1920.....	118
VIII. — La liquidation des biens dépendant de l'Ansied- lungskommission.....	122
1° La liquidation des sociétés fondées par l'A. K.....	123
2° La liquidation des colonies créées par l'A. K.....	124
3° La liquidation des colonies fondées par les sociétés particulières de lotissement.....	127
IX. — Le droit de préemption appartenant à l'U. O.....	129
X. — Le droit de rachat.....	133
CONCLUSION.....	139
BIBLIOGRAPHIE.....	143



